

La Politique Commerciale

de la

Roumanie

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 24 Novembre 1930, à 15 heures

PAR

SERAFIM J. FILIPESCO

Président : M. W. OUALID.

Suffragants : M. Ch. RIST.

M. ESCARRA

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1930

**LA POLITIQUE COMMERCIALE
DE LA ROUMANIE**

La Politique Commerciale

de la

Roumanie

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 24 Novembre 1930, à 15 heures

PAR

SERAFIM J. FILIPESCO

Président : M. W. OUALID.

Suffragants : M. Ch. RIST.

M. ESCARRA

LIBRAIRIE

DU

RECUEIL SIREY

(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

1930



LA FACULTÉ N'ENTEND DONNER AUCUNE
APPROBATION NI IMPROBATION AUX
OPINIONS ÉMISES DANS LES THÈSES ; CES
OPINIONS DOIVENT ÊTRE CONSIDÉRÉES
COMME PROPRES A LEURS AUTEURS

A LA MÉMOIRE DE MON FRÈRE

FILARET

AVANT-PROPOS

« L'économique domine aujourd'hui le politique », ainsi s'exprime très justement M. Georges Blondel, dans un article intitulé « Les erreurs de l'Europe ». — La guerre n'a pas seulement changé la carte politique de l'Europe. Elle a profondément modifié les équilibres économiques qui s'étaient antérieurement établis. Et les questions économiques tiennent une grande place dans les préoccupations qui empêchent le monde bouleversé de retrouver l'équilibre qu'il a perdu depuis dix ans et dont il a pourtant grand besoin.

La Roumanie, qui a pris part à la grande guerre à côté des pays auxquels elle était liée par la communauté de race et de sentiments en est sortie profondément modifiée.

Par le retour des provinces nationales, son territoire et sa population se trouvent considérablement agrandis. L'apport de nouvelles richesses et de grandes industries, a modifié la structure économique du pays.

Après une esquisse de ce qui a été avant la guerre, nous essayerons d'envisager la situation de la Roumanie d'après-guerre et les tendances de la politique commerciale, qui est une politique de modération conforme à l'esprit de Genève et indispensable à la paix définitive à laquelle elle aspire.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551827_0020

PREMIÈRE PARTIE

**Aperçu succinct sur l'évolution économique
des Principautés danubiennes
depuis leur fondation jusqu'en 1829**

CHAPITRE UNIQUE

L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DES PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES DEPUIS LEUR FONDATION JUSQU'AU TRAITÉ D'ANDRINOPLE (1829)

SECTION PREMIERE

LE CONTACT ET LES RELATIONS AVEC L'EUROPE CENTRALE ET LEUR SITUATION GÉOGRAPHIQUE

Dans les premiers temps de leur formation au XIII^e siècle, quand l'existence des deux principautés roumaines, la Valachie et la Moldavie, se fut affirmée, la production nationale était considérablement limitée, et les besoins de leurs habitants peu nombreux, extrêmement réduits.

On n'y trouve pas de villes-cités ayant une vie propre, ni des centres actifs, dont les relations commerciales nous permettraient d'envisager un système susceptible d'être étudié (1).

Dans la vie rurale où le paysan était maçon et charpentier, et la femme paysanne couturière et tisserande, l'échange des produits qui aurait pu faire naître des courants commerciaux, était presque inexistant (2). La faible production nationale, qui suffisait à peine aux besoins

(1) N. JORGA. Histoire du Commerce Roumain jusqu'en 1700. Préface.

(2) N. JORGA. Histoire du Commerce Roumain jusqu'en 1700. Préface.

des habitants, ne pouvait donc rendre favorable le commerce et les échanges internationaux, car pour acheter, il faut produire et produire plus qu'il n'est nécessaire pour satisfaire les producteurs, afin de pouvoir payer, avec le surplus, les marchandises achetées aux étrangers. Mais cet état de choses ne pouvait durer longtemps, et changea bientôt sous l'influence des facteurs extérieurs, et aussi grâce à la disposition géographique des deux Principautés situées aux embouchures du Danube et du Dniestr.

Un fait qui a eu une grande importance et qui a considérablement influencé la vie économique des deux principautés, a été la fondation, tout près de leurs frontières, de villes, par un courant migrateur de marchands et d'artisans allemands, attirés par les privilèges que les roi de Hongrie leur accordaient (3).

Ce courant commencé au XIII^e siècle s'accrût et les émigrants allemands, après avoir surpeuplé un grand nombre de villes de Hongrie et de Pologne, vinrent fonder des villes comme Brashov (Kronstadt), Sibiou (Hermannstadt), Rodna et Bistritza le long de la frontière de la Valachie et de la Moldavie.

L'activité commerciale et industrielle de ces villes prit un développement assez remarquable, et elles nouèrent de bonne heure des relations commerciales avec les principautés roumaines. Ensuite, leurs relations s'intensifièrent et se renforcèrent grâce à des privilèges spéciaux que les princes roumains leur avaient accordés.

A la suite du mouvement d'échange international qui s'était créé vers l'Europe centrale, des relations commer-

(3) N. JORGA. Le commerce et les métiers dans les pays Roumains. Buc. 1906.

ciales se sont établies, d'un côté, entre la Valachie et les villes de Presburg (Hongrie), Leipzig (Allemagne), et, de l'autre, entre la Moldavie, Leopold et Cracovie (Pologne).

Les commerçants des principautés qui fréquentaient les grandes foires de Leipzig, s'arrêtaient, à leur retour, à Vienne et à Braschov pour y acheter des objets confectionnés, surtout des habits et des articles en fer (4).

Les marchandises de cette partie de l'Europe centrale étaient envoyées dans la péninsule balkanique, à Constantinople, ou même jusqu'en Asie mineure, traversant en transit le territoire des principautés roumaines. L'importance que présente le transit pour leur vie économique, sera étudiée dans le chapitre suivant où nous envisagerons dans un trait d'ensemble les directions et les voies de commerce.

Si les relations commerciales entre l'Occident et l'Orient ont existé avant les croisades, elles ne sont devenues un facteur économique déterminant qu'après cet événement historique (5).

Le rôle d'intermédiaire entre l'Occident et l'Orient a été rempli par les villes italiennes Pise, Gênes et Venise, fait auquel sont dues leurs richesses et leur splendeur d'autrefois (surtout Venise qui a eu le plus vaste Empire colonial du Moyen-âge).

Pour le commerce international pratiqué entre l'Europe et l'Asie, les principaux dépôts de marchandises étaient Constantinople et Caffa, puissante colonie génoise en Crimée d'où, selon les besoins du commerce, les marchandises étaient dirigées sur différentes contrées.

(4) ZELETIN. La Bourgeoisie Roumaine, p. 45. Bucarest 1925.

(5) ZELETIN, *op. cit.*, p. 39.

Grâce à leur position géographique, entre les embouchures du Danube et du Dniestr, les principautés se trouvaient ainsi sur la voie de deux grands courants d'échange international (6).

L'un, qui partait de Cetatea Albă (Akerman) située sur la Côte de la mer Noire, à l'embouchure du Dniestr, traversait la Moldavie par Jassy et Suceava, et se dirigeait vers les villes polonaises de Lwow, Cracovie jusqu'à Danzig et même jusqu'en Angleterre, en traversant la mer.

L'autre, traçant une voie de commerce toute différente, partait des Pays-Bas, parcourait la Silésie et la Bohême, puis se dirigeait vers les villes de Transylvanie, Sibiu et Braschov fondées par les colons allemands dont nous avons parlé plus haut, et enfin, pour atteindre la péninsule Balkanique et l'Orient, traversait la Valachie jusqu'au Danube et à la mer Noire.

D'après notre grand historien, N. Jorga, la formation et l'existence même des deux principautés, la Valachie et la Moldavie, sont dues à ces deux grandes voies commerciales (7) qui mettaient en contact l'Europe centrale et l'Orient.

L'échange de marchandises, devenant de plus en plus actif, donna naissance à un transit, ayant une influence considérable sur le développement économique de la Valachie et de la Moldavie. Les marchands étrangers, ces agents d'échange international qui dans un sens ou dans l'autre traversaient avec leurs marchandises le territoire des principautés, nouèrent des relations avec les

(6) N. JORGA. Le commerce et les métiers dans les pays Roumains. Buc. p. 87-88.

(7) N. JORGA. Histoire du Commerce Roumain. Tome I. Valeni de Munte. Préface, p. 5.

habitants du pays en vue d'y créer de nouveaux débouchés pour leur activité commerciale, et par ce fait stimuler la production nationale mise en valeur par l'échange même (8).

Les navires italiens pénétrèrent dans les eaux du Danube vers 1300 (9). Un ouvrage plus récent, basé sur des documents, nous dit que vers 1281, des navires de commerce génois se trouvaient déjà dans les eaux du Danube (10).

La formation même des villes roumaines est due à l'immigration de marchands et d'artisans étrangers. La population des principautés a subi simultanément l'influence de deux mondes urbains différents.

D'une part, l'influence du Sud et de l'Ouest exercée par les villes italiennes, dont le contact sur le Danube (11) et la mer Noire facilitait les relations avec les provinces et d'autre part, celle du Nord, qui apportait le système d'organisation allemande. Mais, l'influence italienne ne s'était pas fait sentir de manière à pouvoir imposer son système d'organisation. Celle-ci aurait pu cependant influencer les habitants des principautés et leur faire apprendre l'art du négoce, puisque les Italiens qui fréquentaient les deux provinces ne cherchaient pas à s'y établir. Ceux-ci représentant les grands négociants des villes italiennes, se soumettaient à la dis-

(8) A. STAMATIN. Le commerce extérieur de la Roumanie. Paris 1914, p. 34-35. (Voir J. BOGDAN. Les relations de la Principauté de Valachie avec la ville de Brashov. Bucarest 1905, et MITILINEU : Les traités et les conventions de la Roumanie. Bucarest 1874).

(9) N. JORGA. Le commerce et les métiers dans les pays Roumains, p. 81-82.

(10) G. BRATIANO. Le commerce génois sur le Danube à la fin du XIII^e siècle. Bucarest 1922, p. 6-7.

(11) G. BRATIANO. Le commerce génois sur le Danube à la fin du XIII^e siècle. Bucarest 1922, p. 6-7.

cipline et à l'ordre de ces métropoles qui avaient une politique commerciale propre (12).

Les Italiens traitaient leurs affaires dans quelques villes du Danube et de la mer Noire et parfois, traversant la Moldavie, allaient à Suceava, d'où ils pouvaient se mettre en contact avec la Pologne.

L'influence du Nord, au contraire, s'exerçant d'une autre manière, a pu imposer le système d'organisation allemande. Cela s'est passé grâce aux éléments allemands qui, parfois accompagnés de Hongrois et rarement de Polonais, partaient des villes allemandes situées en Hongrie et en Pologne, pour venir s'établir dans les principautés et constituer la première population stable de leurs villes.

Ayant une culture et des aptitudes économiques supérieures, cette population représentait le progrès dans les deux provinces, fait qui a déterminé les habitants du pays, venant en contact avec elle, à apprendre peu à peu l'art du négoce et des métiers. Elle se mettait en rapport d'affaires non seulement avec les habitants des principautés, mais encore avec ceux des pays éloignés, de sorte qu'au cours des siècles suivants, l'importance économique des deux provinces et le transit effectué sur leur territoire, s'étaient considérablement accrus. Il serait intéressant de pouvoir estimer l'intensité du mouvement économique de cette époque et d'indiquer le montant des importations et des exportations et la valeur du trafic, mais malheureusement les statistiques et les dates nous font défaut. Malgré cela, d'après le contenu des nombreux traités de commerce conclus,

(12) ANGELESCO. Histoire économique des Roumains. Paris 1920, p. 237-238.

au xiv^e et xv^e siècle, par les princes roumains avec les pays voisins, surtout avec les villes marchandes de Transylvanie, et d'après les divers tarifs douaniers conservés où sont enregistrées des marchandises, des lettres commerciales il résulte que les relations économiques des deux principautés étaient assez actives.

Si la région entre le Danube et le Dniestr avait pu garder la même importance pour l'échange international commencé au xiv^e siècle, la situation de la Roumanie aurait eu aujourd'hui une autre physionomie, beaucoup plus avancée.

Les événements survenus orientèrent vers d'autres buts les voies du commerce international établi, en anéantissant ce premier mouvement de prospérité (13).

Parmi les faits qui eurent une influence prépondérante en Orient, l'invasion des Turcs en Europe et l'extension de leur Empire après la prise de Constantinople en 1453 eurent une importance capitale pour les principautés qui ne purent rester en liaison avec le commerce mondial. Après de longues luttes entreprises pour la conquête, les villes fortes de Chilia et de Cetata Alba, principaux ports de la Moldavie sur la mer Noire, les deux provinces tombèrent sous la vassalité turque. Pour nous rendre compte de l'importance que ces cités présentaient pour le commerce de ce temps-là, nous citons plus bas une lettre de Bayazid, annonçant sa victoire aux citoyens de Raguse et enfermant en même temps les appréciations suivantes : Kilia « qui est la clef et la porte d'entrée de la Moldavie et de la Hongrie, ainsi que de toute la région du Danube » et Akkerman « clef

(13) ZELETIN, *op. cit.*, p. 39.

et porte d'entrée de la Pologne, de la Russie, de la Tartarie et de la mer Noire » (14).

La domination turque a été très dure. Après avoir conquis les villes du sud situées sur le Danube, la mer Noire et le long du Dniestr, les turcs établirent, à leur profit, des droits de douane (15) de plus en plus élevés, lesquels jusqu'alors étaient perçus par les princes roumains. A cette perte de revenu s'ajoutait encore la diminution de transit causée par leurs entraves. Mais l'immixtion turque se fit bientôt sentir dans tout ce qui concernait la vie économique des principautés en leur imposant un commerce forcé, un vrai monopole. Les habitants des provinces étaient obligés d'envoyer en Turquie les principales richesses, céréales, bétail, miel, bois, pour un prix, moindre que leur valeur réelle, fixée par les soi-disant acheteurs.

Même, il n'était pas étonnant de voir souvent des produits envoyés sans être payés, car les turcs, quand cela leur semblait bon, ordonnaient un impôt équivalent à la valeur des marchandises (16).

Par le traité de Koutchouc-Kainargi (1774) on arriva à une certaine amélioration économique, mais elle ne fut jamais traduite en fait.

L'obligation imposée aux deux principautés, de vendre aux turcs le blé et les brebis pour l'approvisionnement de leur capitale, se trouve encore insérée, beaucoup plus tard, dans la convention d'Akerman (17) (1826)

(14) N. DASCOVICI. La question du Bosphore et des Dardanelles. Genève 1915.

(15) J.-N. ANGELESCO, *op. cit.*, p. 244.

(16) A. STAMATIN. Le commerce extérieur de la Roumanie. Paris 1914, p. 39.

(17) N. JORGA. Histoire du Commerce Roumain. Bucarest 1925, p. 142.

et il s'ensuit que le même sort était aussi réservé à d'autres produits non prévus.

Comme chacun protestait contre ce monopole et que l'on réclamait la liberté du commerce, on trouve dans la pétition adressée au Tzar, en 1825, par l'opposition Moldave, ceci : « le bonheur public s'appuie sur la liberté du commerce et exige la suppression de l'odieux monopole qui appauvrit le pays pour approvisionner la capitale de l'empire turc » (18).

D'un côté, la rivalité entre les Russes et les Turcs pour la domination des principautés, et de l'autre l'esprit des temps modernes qui se faisait sentir partout en Europe, ont eu comme conséquence la liberté économique accordée aux deux provinces par le traité d'Andrinople (1829).

SECTION II

PLAN D'ENSEMBLE

DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET COMMERCIALE

Après avoir jeté ce coup d'œil, si nous voulions essayer d'envisager la politique commerciale de cette période, ce serait bien audacieux d'y chercher des principes dirigeants d'après lesquels les principautés roumaines se seraient conduites dans leur vie économique.

Jusqu'au siècle dernier, on ne suivait, dans les provinces, aucune politique économique nationale ayant eu comme but la protection de l'agriculture, du commerce ou de l'industrie, par des tarifs douaniers. D'abord par les privilèges des princes roumains accordés aux villes

(18) N. JORGEA, *op. cit.*, p. 155-156.

marchandes ⁽¹⁹⁾ à la fin du xiv^e siècle et au début du xv^e, et ensuite par les tarifs proprement dits, on voit clairement que les princes ne songeaient guère à encourager la production intérieure, ou à empêcher l'importation qui pouvait anéantir la production nationale par la concurrence.

On ne protégeait par des taxes, ni l'importation, ni l'exportation. Dans les tarifs douaniers qui se sont conservés, on trouve les marchandises enregistrées avec leur nom et les taxes qu'elles devaient payer. Celles-ci étaient perçues sur les produits importés comme sur ceux que l'on exportait. Afin de pouvoir les encaisser régulièrement, on gardait les frontières et surtout leurs défilés, de sorte que les marchandises devaient payer les taxes, une fois fixées pour elles toutes, lesquelles ne variaient plus pendant longtemps ⁽²⁰⁾.

Dans le traité de commerce conclu, sous le règne du prince Mircea de Valachie avec Vladislav, roi de Hongrie, en 1408 ⁽²¹⁾, on trouve cité que « les négociants hongrois paieront les droits de douane à leur arrivée à Targoviste » qui était alors la capitale de la Valachie. Nous n'avons pu retrouver la situation des autres postes de douane.

D'autres conventions commerciales ont été ultérieurement conclues : en 1413, 1421, 1422, 1424, 1431, 1437, 1474, 1477, 1478, 1479, 1480, 1482.

Par ces traités on assurait la liberté du commerce aux sujets des deux provinces, on interdisait la confiscation des marchandises pour le non paiement des dettes et en-

(19) N.-J. ANGELESCO. Histoire économique des roumains, p. 305.

(20) J. BOGDAN. Les relations de la Principauté de Valachie avec la Ville de Brashov. Bucarest 1905.

(21) HASDEU. L'Archive historique de la Roumanie. Tome 01.

fin on accordait des réductions sur les droits de douane.

A son tour, la Moldavie aussi a conclu de nombreux traités avec la Pologne : en 1407, 1518, 1539, 1546... Un traité avec la Transylvanie en 1433 et un avec l'Angleterre même en 1588. Par le contenu de ces traités, on peut envisager le régime douanier suivant : En Valachie on payait des droits de 3 % à l'entrée du pays et à la traversée du Danube, tandis qu'en Moldavie le système douanier était plus compliqué, comprenant trois sortes de douanes : douanes frontières, douanes intérieures et douanes principales.

Les droits variaient suivant les pays de destination. Pour la Pologne, on faisait des concessions, mais pour la Turquie ou le pays des Tartares, on surchargeait les droits.

Les principaux produits exportés par les deux pays sont les mêmes que ceux qu'on trouve mentionnés dans le tarif de 1717, appartenant à la douane de Vilcan ; ceux-ci sont : céréales, bétail, porcs, chèvres, moutons, vin, cire, poisson du Danube (poisson salé), peaux de loup, d'ours, de renard, de belette, beurres et fromages, laine, chanvre (cordovane), en échange on importe surtout des outils agricoles en fer et du mercure (22).

A l'intérieur des principautés se trouvait une catégorie de douanes établies sur leurs propres fiefs par les seigneurs, propriétaires du terrain, mais assujettis aux ordres du prince.

La douane intérieure, par ses nombreuses divisions, faisait naître beaucoup de conflits d'intérêt qui étaient très défavorables au développement du progrès économique des deux provinces, puisque chaque domaine, cha-

(22) N. JORGA. Histoire du Commerce Roumain, p. 8.

que ville ou chaque village ne pouvait satisfaire ses exigences économiques. Comme la Valachie et la Moldavie étaient morcelées en un grand nombre de domaines féodaux, les produits en circulation devaient s'arrêter et payer des droits à l'entrée de chacun pour passer plus loin.

Seuls les grands boyards, les seigneurs, étaient exempts de toute charge envers l'Etat.

Le prince disposait à son gré des douanes qu'il pouvait, comme un simple propriétaire, affermer ou donner. C'est ainsi que le prince Mircea a cédé le 28 mars 1415, au profit du monastère Cozia, la douane de Gemme. L'administration du monastère y avait installé son douanier qui percevait 3 % sur les marchandises quelle que fut leur provenance (23).

Si la perception des droits à la douane frontière obligeait parfois le prince à prendre une attitude qui revêtait un caractère politique, généralement les droits perçus n'avaient pour but que l'augmentation des revenus du prince.

Plus tard, lorsque le mercantilisme eut changé la politique économique des peuples, les deux provinces se trouvèrent forcées d'en supporter les effets sans pouvoir y répondre.

Alors que, de toute part, on encourageait la production intérieure en même temps que l'exportation des marchandises, les principautés roumaines gardaient toujours leur ancienne politique fiscale, non économique, et les princes qui encaissaient les taxes d'exportation et d'importation ne songaient guère à soutenir une entreprise nationale quelconque (24). Car il était bien im-

(23) DOBRESKO. Histoire de l'Eglise d'Olenie. Bucarest 1906, p. 243.

(24) J.-N. ANGELESCO, *op. cit.*, p. 306.

possible, dans la situation où elles se trouvaient, d'avoir une politique économique propre.

On a vu plus haut ce que signifiait la suzeraineté turque pour l'économie des provinces : l'occupation de leurs ports situés sur le Danube, le Dniestr et la côte de la mer Noire et l'enlèvement des principales richesses du sol, souvent sans les leur payer.

Dès que le déclin de la puissance turque commence, les principautés deviennent la proie, tant convoitée de ses deux voisins, l'Autriche et la Russie. Souvent le territoire des provinces servait de champ de bataille aux trois empires voisins, ce qui amenait la destruction et le dépeuplement de régions entières. A la suite de tels événements, la Valachie et la Moldavie passaient alternativement sous la domination russo-turco-autrichienne, et les défaites turques étaient presque toujours payées par l'amputation de leur territoire comme cela a été le cas pour l'Oltenie ⁽²⁵⁾ (1718), la Bucovine (1775) et la Bessarabie (1812).

Par le traité d'Andrinople (1829) les principautés gagnent la liberté commerciale, et sous l'occupation russe, elles commencent à s'organiser.

Voici, en quelques mots, la situation lamentable dans laquelle se trouvaient à cette époque la Valachie et la Moldavie : « Le traité d'Andrinople ouvrait aux principautés danubiennes une ère nouvelle ; l'espoir renaissait avec la délivrance. Avant 1829, il n'existait pour elles ni sécurité, ni indépendance, ni stabilité, ni commerce possible. »

(25) L'Oltenie passée sous la domination autrichienne par la paix de Passarowitz (1718) est rendue par la paix de Belgrade (1739), tandis que la Bucovine et la Bessarabie ne sont rendues qu'après la grande guerre.

Être gouvernées par les princes nommés par la Porte, se trouver sans cesse menacées du régime des princes fanariotes, qui, pour la plupart, les exploitaient dans l'intérêt de la suzeraine ; être en butte aux incursions dévastatrices des Turcs qui tenaient garnison dans les places fortes de la rive gauche du Danube ; voir les produits de leur sol accaparés par la Porte, qui en avait prohibé l'exportation à son profit ; gémir sous des impôts excessifs, assister, impuissantes, au gaspillage des revenus, aux vexations les plus audacieuses des gouverneurs de districts et des employés chargés de lever les impôts ; enfin, pour comble d'infortune, souffrir les horreurs de la guerre, de la peste, de la famine, de l'épizootie qui enleva au labour près d'un million de bœufs, voilà quel était, en septembre 1829, le sort de la Valachie et de la Moldavie après avoir subi la double amputation de la Bucovine passée aux mains de l'Autriche (1775) et de la Bessarabie cédée à la Russie (1812) » (26).

(26) Prince Georges BIBESCO. Règne de Bibesco. Roumanie d'Andrinople à Balta. Liman (1829-1849), p. 8.

DEUXIÈME PARTIE

**La politique commerciale de la Roumanie
depuis le traité d'Andrinople
jusqu'en 1914**

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE COMMERCIALE ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES PRINCIPAUTÉS ¹ ET DE LA ROUMANIE DEPUIS LE TRAITÉ D'ANDRINOPE JUSQU'EN 1875

SECTION PREMIERE

APERÇU GÉNÉRAL

Le traité d'Andrinople conclu entre la Russie et la Turquie en 1829, marque une date bien importante pour la liberté et le développement économiques des principautés, il est même le point de départ du progrès ultérieur.

Le traité même, par l'article 5, ayant rendu aux principautés danubiennes la liberté du commerce, leur avait créé une place distincte parmi les provinces de l'Europe turque.

Voici le contenu de l'article 5 : « Les principautés de la Valachie et de la Moldavie s'étant par suite d'une capitulation, placées sous la suzeraineté de la Sublime Porte, et la Russie ayant garanti leur prospérité, il est entendu qu'elles conserveront tous les privilèges et immunités qui leur ont été accordés, soit par leur capitulation, soit par les traités conclus entre les deux empires, ou par les hattî-chérifs à diverses époques.

(1) L'union des principautés, sous le nom de Roumanie, a été réalisée en 1859.

En conséquence, elles jouiront du libre exercice de leur culte, d'une sûreté parfaite, d'une administration nationale indépendante et d'une pleine liberté du commerce : les clauses additionnelles aux stipulations antécédentes jugées nécessaires pour assurer à ces deux provinces la jouissance de leurs droits, sont consignés dans l'acte séparé ci-joint, qui est et sera considéré comme faisant partie intégrante du présent traité ».

Mais la Russie qui avait occupé les principautés en 1828, y est restée aussi après le traité d'Andrinople, sous prétexte de faire régner l'ordre et de protéger la cause chrétienne ; le général russe Kiseleff a été chargé d'élaborer un règlement organique, d'après lequel elles devaient être administrées.

Celui-ci, après de lourds travaux et de grandes difficultés, a réussi à mettre en application, en 1831, le premier règlement administratif qui devait ramener l'ordre dans les provinces. Au point de vue de son contenu, le règlement organique était : « une constitution, un statut administratif et judiciaire, un budget-type de l'Etat, une loi électorale, financière, sanitaire, un règlement des prisons, du commerce, un manuel élémentaire de comptabilité » (2).

Malgré les privilèges accordés aux boyards et même en consacrant parfois des abus, par le fait qu'il leur donnait une base de légalité, le Règlement Organique représentait un progrès surtout par rapport à l'époque phanariote, alors que les princes étrangers achetaient leur trône à Constantinople.

Sans énumérer les dispositions d'ordre financier par lesquelles on supprimait les abus de l'ancien régime pha-

(2) POMPILIN ELIADE. La Roumanie au XIX^e siècle, pag. 6.

nariote, il faut en rappeler quelques principes fiscaux. L'ancien impôt « linde » était remplacé par une capitation annuelle sur toutes les familles paysannes, 30 lei par chef de famille, et par un droit de patente pour les artisans et les marchands qui, selon leur importance, constituaient deux classes : 90 et 60 lei. Seuls les prêtres et les boyards en étaient exempts. On a supprimé encore des catégories qui étaient exemptes d'impôt, mais l'Etat les a dédommagées.

Le général Kisseleff, au moment de présenter le Règlement Organique à l'Assemblée nationale fit la déclaration suivante : « Le Règlement Organique nous a été présenté afin de l'examiner, disait-il, comprend les principes qui correspondent le plus à votre situation sociale actuelle » (3).

Or, le Règlement Organique, considérant que l'économie nationale des principautés se trouvait à la première étape de son évolution, c'est-à-dire au pâturage, et que la première richesse n'était représentée que par le bétail, la politique commerciale devait particulièrement s'en occuper.

En conséquence, on avait établi des taxes d'exportation seulement pour le bétail, par exemple, les bœufs, les vaches et les chevaux étaient taxés d'un demi ducat. Quant aux produits agricoles, ils suffisaient à peine pour la consommation intérieure et par suite, aucune disposition ne fut prise à leur égard. Etant donné les conditions sociales de cette époque, l'organisation administrative, les moyens de contrôle financiers et le manque de voies de communication, une production plus grande que celle qui satisfaisait aux besoins immédiats eut été ris-

(3) Analele parlamentare. I. partea I, p. 70.

quée et par conséquent il ne pouvait pas être question d'exporter d'autres produits.

Le Règlement Organique qui « devait mettre l'ordre dans les principautés » ne prévoyait pas l'avenir, pour la phase économique qui suivait l'établissement de la paix, aucune disposition pour la stimulation de l'activité nationale, une fois la liberté commerciale acquise. Même les taxes établies à l'exportation, loin d'être économiques, avaient un caractère purement fiscal.

Le Règlement Organique supprime, pour la première fois, les douanes intérieures qui constituaient de grandes entraves pour le commerce et fait passer à l'Etat — chose importante pour les finances du pays — les taxes des douanes extérieures que les princes encaissaient jusqu'alors.

Le transit devient libre, les portes du Danube étant ouvertes aux pavillons de toutes les nations, mais il ne faut pas envisager cette mesure comme le dessein d'une politique commerciale quelconque, mais comme le résultat immédiat des exigences politiques des pays européens qui commençaient à s'intéresser à ces régions pour le profit de leur commerce. Ainsi l'Angleterre (4), la Prusse, la Sardaigne, Naples, la Hollande, avaient déjà des agents commerciaux à Galatz. Les ports danubiens Galatz et Braïla acquirent une grande importance. Le consul prussien Kuch écrivait en 1830 : « Galatz est la route du commerce allemand en Orient. »

Après un aperçu sommaire sur le contenu du Règlement Organique concernant les dispositions relatives à la partie économique, nous allons envisager le progrès

(4) STAMATIN, *op. cit.*, pag. 44.

réalisé par les deux principautés, à partir du traité d'Andrinople (1829) jusqu'en 1859, date de leur fusion en un seul pays. Le traité d'Andrinople rendant aux provinces danubiennes, en même temps que leurs anciens privilèges, « une administration nationale indépendante et la pleine liberté de commerce », leur avait créé une place distincte parmi les autres provinces de l'Europe turque, mais au point de vue de leurs relations douanières avec d'autres pays, elles se trouvaient sous la dépendance de la Turquie, lors de la retraite russe en 1834 (5). Dans ce temps, leurs douanes percevaient le droit de 3 % pour toute marchandise, tout produit du sol acheté dans le pays, comme pour toute marchandise étrangère importée.

Une fois les droits acquittés, les produits ou les marchandises pouvaient traverser librement le territoire turc ou en sortir, sans être frappés à nouveau (6). Les droits de douane étaient perçus pour le compte des deux provinces.

La Turquie signa avec l'Angleterre en 1838, à Balta Liman, puis avec la France, des traités de commerce qui servirent de base à ceux qu'elle conclut successivement avec d'autres puissances en 1844. Par ces traités le droit d'entrée des marchandises de 3 % fut porté à 5 % *ad valorem*, l'augmentation de 2 % étant la compensation pour les droits intérieurs supprimés. Quant à l'exportation, les droits en furent également portés à 12 %. Le transit par voie de terre était soumis à un droit de 3 %, tandis que celui par mer en était exempt.

(5) BAICOIANU. Histoire de notre politique douanière jusqu'à nos jours. Bucarest 1904.

(6) BIBESCO, *op. cit.*

Le Sultan obligea les principautés à se conformer aux dispositions de ces traités qui leur étaient applicables. Le prince et les assemblées soulevèrent d'énergiques protestations contre les préjudices apportés aux finances publiques. Enfin, on reconnut, *par firman*, aux douanes des principautés, le droit de percevoir 5 % au lieu de 3 % sur toutes les marchandises qui y entraient. On frappa du même droit les produits nationaux envoyés en Turquie. En février 1847, les deux principautés supprimèrent toute barrière douanière, fait qui constitue « l'acte le plus important dans la vie économique de nos pays » (7) et décidèrent l'élaboration d'un tarif en commun. Comme le régime des capitulations turques subsistait encore, les deux provinces demandèrent, mais sans obtenir de résultat, aux puissances réunies en congrès à Paris (1856) de leur accorder l'autonomie commerciale. En 1859, date de leur union politique en un seul pays, l'unification du régime douanier était déjà accomplie. Ce n'est qu'en 1860 que fut élaborée la première loi douanière de la Roumanie, dont le tarif tendait à favoriser l'industrie nationale, en exemptant de droit d'importation le charbon, les ustensiles et les machines nécessaires aux fabriques roumaines.

Dans le tarif douanier, concernant l'exportation, il était prévu des droits sur des produits n'existant même pas dans le pays. On percevait pour l'importation comme pour l'exportation 5 % de la valeur des marchandises. Les droits d'exportation étant élevés, furent diminués en 1861, et même par une loi de 1862, l'exportation du bétail et des produits bruts ou fabriqués, fut laissée libre. Les exportations passèrent de 113.991.625 francs

(7) N. JORGA. Histoire du Commerce Roumain, p. 167.

en 1862 à 148.520.669 francs en 1864 ; mais le droit d'exportation de 5 % était rétabli, à l'exception des produits de l'industrie nationale. Le régime douanier y a subi plusieurs modifications. En 1865, le droit d'exportation de 5 % fut réduit à 4 %, l'année suivante, pour faciliter encore l'exportation, il fut abaissé à 3% et enfin il arriva à 1 % en 1867-1868. En échange le droit d'importation fut augmenté, en 1866, de 5 % à 7 1/2 %. Par l'augmentation du droit d'importation, le régime douanier roumain s'acheminait vers le protectionnisme. Une loi douanière générale fut élaborée en 1874, d'après laquelle les taxes douanières étaient calculées selon le poids, la mesure ou le nombre des produits, et non plus selon la valeur, comme cela s'était passé jusqu'alors.

Par la loi de 1874, le gouvernement roumain décida l'élaboration d'un régime douanier autonome, manifestant ainsi ouvertement l'intention de s'affranchir de la Turquie. Ce tarif fut mis en vigueur par la loi du 1^{er} juillet 1876.

SECTION II

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Le traité d'Andrinople accordait, par l'article V, la pleine liberté commerciale aux deux principautés, mais elles ne purent avoir des rapports commerciaux normaux avec les autres pays qu'après la retraite des troupes russes, c'est-à-dire après 1835. L'agriculture commençait à se développer et le cheptel s'était facilement reconstitué. Les consuls, par leurs rapports, signalèrent aux principaux pays européens qui consommaient le plus de céréales, les grandes possibilités de production agricoles dans les deux provinces. Par suite de l'ouver-

ture des embouchures du Danube à la navigation maritime, le commerce extérieur prit un développement considérable.

Il est difficile de traduire en chiffres la valeur des importations et des exportations de ce temps-là, car les statistiques officielles ne datent que de 1850. Avant cette date, la plupart des sources qu'on puisse consulter sont étrangères. Ainsi, pour l'année 1833 concernant la Valachie, il existe le rapport adressé par le Consul de France au Ministre des Affaires étrangères de France, dans lequel il évaluait le chiffre d'importation à 12 millions 440.000 francs et celui de l'exportation à 15.480.000 francs.

Dans le livre intitulé « De l'état présent et de l'avenir des principautés de Moldavie et de la Valachie », de Félix Colson, on trouve des données plus précises sur la situation commerciale des années 1832-1837. C'est un ouvrage qui s'occupe beaucoup du commerce roumain en en répartissant les marchandises par catégories et par pays de provenance ou de destination.

Dans un ensemble de huit tableaux statistiques, il nous donne avec beaucoup de détails, des dates sur les exportations et les importations et même sur le mouvement des ports.

D'après ces tableaux, la balance du commerce extérieur de la Valachie, pendant la période de 1835-1836, est la suivante :

	IMPORTATIONS en piastres	EXPORTATIONS en piastres
1835.....	27.454.973	23.592.083
1836.....	32.001.275	41.180.170

A cette époque, la Moldavie se trouvait aussi dans la même situation.

A partir de 1860, il y a des statistiques plus précises qui renseignent sur le développement commercial extérieur.

Voici le tableau des exportations et des importations :

ANNÉES	EXPORTATIONS	IMPORTATIONS	BALANCE commerciale	TOTAL du commerce extérieur
	Valeurs en milliers de lei	Valeurs en milliers de lei	Valeurs en milliers de lei	Valeurs en milliers de lei
1850	47.431	28.263	+ 18.889	76.473
1860	116.400	62.718	+ 53.449	178.883
1863	111.700	68.000	+ 43.700	179.700
1870	138.264	71.500	+ 86.764	229.767
1875	144.900	100.800	+ 44.100	245.700
1880	219.000	255.400	— 36.400	474.400
1885	248.000	268.240	— 20.540	516.540
1890	276.000	362.800	— 86.800	638.800
1895	265.000	300.600	— 35.500	565.700
1900	280.000	216.980	+ 63.020	796.980
1905	457.000	377.600	+ 119.400	794.600
1910	615.500	409.600	+ 205.800	1.025.200
1913	671.000	590.000	+ 81.000	1.261.200
....				
1919	104.385	3.762.300	— 3.657.915	3.866.685
1920	3.447.848	6.980.290	— 3.532.443	10.428.138
1921	8.263.009	12.145.405	— 3.882.396	20.408.504
1922	14.039.296	12.325.366	+ 1.713.930	26.364.662
1923	24.594.129	19.516.026	+ 5.078.103	44.110.155
1924	28.361.044	26.264.582	+ 2.096.462	54.625.626
1925	29.024.957	30.097.931	— 1.088.488	59.122.888
1926	38.223.521	37.135.032	+ 1.088.488	75.348.653
1927	38.110.810	33.841.804	+ 4.269.006	71.952.614
1928	26.919.257	32.145.101	— 5.225.845	59.064.353
1929	28.914.934	29.896.504	— 981.570	58.811.432

On voit clairement qu'en dix ans, c'est-à-dire de 1850 à 1860, la valeur des importations et des exportations, ensemble, avait plus que doublé, passant de 76.400.000 lei or à 179.000.000 lei or.

Par suite de l'union des principautés en un seul pays (1859-1860), le commerce extérieur de la Roumanie augmente encore, atteignant à la fin de l'époque dont nous nous occupons (1876), la valeur considérable de 420.100.000 lei or.

Pendant cette période de vingt-cinq ans (1850-1876), les échanges commerciaux entre la Roumanie et l'étranger augmentèrent donc de six fois environ.

Un fait frappant et remarquable, c'est que pendant cette période la balance commerciale se soldait par d'assez sensibles excédents, tandis qu'à l'époque suivante, comme on le verra, la situation a été totalement renversée.

Les chiffres d'exportation qui n'étaient que de 47.152.000 lei en 1850, atteignent 236.200.000 lei en 1876 ; cela constituait une somme énorme pour un pays aussi petit et aussi jeune que la Roumanie d'alors, où les méthodes et les procédés de l'agriculture et de l'élevage, principales ressources de revenus, étaient encore assez rudimentaires.

Les produits qui font l'objet de l'exportation sont de nature agricole, dont les principaux le froment et le maïs représentent 80 % du total des exportations, pendant cette dernière période.

Le bétail et les produits de l'élevage forment 18 % de l'exportation. Le bois et les objets en bois n'en représentent qu'un faible pourcentage. Les minéraux et leurs dérivés représentent à peine, de 1862 à 1868, 2.300.000 ou 1,74 % du total des exportations, et 1.500.000 ou 0,98 % de 1871 à 1875. Parmi les produits minéraux, le sel atteint la valeur la plus élevée. Comme l'immense majorité de ce que l'on exportait était de nature agricole, il en résulte clairement que l'économie nationale

avait passé, vers la fin de l'époque, de la phase demi-pastorale, demi-agricole, où elle se trouvait au moment de la mise en vigueur du Règlement organique (1831), à une phase purement agricole. Or, cet état de choses entraîna les fluctuations des exportations, car le montant dépendait chaque année de la bonne ou de la mauvaise récolte, par conséquent du stock disponible pour être exporté.

En 1864, un autre événement concernant la politique intérieure influença la production agricole. Ce fut, à la suite d'un coup d'Etat, le partage d'une certaine partie de la propriété foncière rurale entre les paysans.

La caractéristique des exportations roumaines à cette époque consistait surtout en produits bruts, car les produits demi-ouvrés se trouvaient en très faible quantité.

Les pays qui recevaient la majeure partie de ce que l'on exportait, étaient la Turquie, l'Autriche, la Hongrie, la France, l'Angleterre, la Russie, l'Italie et l'Allemagne.

Importations :

L'augmentation des importations a été moins rapide que celle des exportations, mais vers la fin de l'époque, la situation changera brusquement.

Les produits textiles demi-ouvrés ou finis forment la principale catégorie de ce que l'on importait. Le coton est très employée dans l'industrie domestique par les paysans. Puis viennent des produits métallurgiques, des aciéries, des armes, des machines agricoles et industrielles, des ustensiles, etc... Ensuite des produits coloniaux comme le riz, le café, les fruits exotiques, le sucre... des fourrures, du cuir, des objets en cuir, des verreries, des articles de papeterie, des produits pharmaceutiques, des plantes médicinales, des instruments de musique, des jouets.

SECTION III

LA BALANCE COMMERCIALE DE L'ÉPOQUE 1850-1875

Nous pouvons connaître par l'évolution de la balance commerciale roumaine, l'effort continuuel que le pays a fait pendant l'époque de 1850-1876.

Pour nous en rendre mieux compte, il faut que nous nous rappelions que les armées russes avaient quitté les principautés quinze ans avant 1850, après une occupation d'environ six années. Pendant l'occupation, elles « s'étaient montrées aussi néfastes pour l'économie nationale que les bandes turques. »

En 1850, la valeur des importations et des exportations des deux principautés s'élevait à peine à 76.400.000 lei or. Pendant les dix années suivantes, elle avait plus que doublé en atteignant 179.000.000, et vers la fin de l'époque (1876), elle accusait la somme relativement considérable de 402.100.000.

Pendant cette période, les exportations dépassent constamment les importations, la balance commerciale se solde chaque année par de sensibles excédents.

L'année 1868 marque l'excédent le plus élevé : 107 millions 200.000 ; l'année 1871 : 95.467.000 et l'année 1876 : 70.300.000.

Les excédents représentent des sommes énormes, si l'on tient compte que la Roumanie était un petit pays, ayant comme principales ressources de revenus l'agriculture et l'élevage pratiqués encore avec des procédés assez rudimentaires.

Or, comme la production agricole se trouve directement sous l'influence des facteurs climatologiques qui déterminent le montant quantitatif de la production, les

oscillations annuelles des exportations sont facilement compréhensibles.

Nous verrons qu'à partir de 1876, la situation favorable de la balance commerciale sera, pour un intervalle de vingt-cinq ans, totalement renversée.

SECTION IV

LE COMMERCE EXTÉRIEUR AVEC LES PRINCIPAUX PAYS

§ 1. — *L'Autriche*

L'Autriche-Hongrie occupait la première place parmi les pays avec lesquels la Roumanie se trouvait en relations commerciales à cette époque-là. Les anciennes liaisons commerciales entre les principautés roumaines et les villes de Transylvanie et de Galicie (Lemberg), lesquelles, à ce moment, faisaient partie de l'Autriche-Hongrie, loin d'être abandonnées, elles devinrent de plus en plus fortes au cours de l'époque de 1850-1875.

Avant l'existence même des chemins de fer, la valeur des exportations roumaines pour l'Autriche-Hongrie montait à 25.000.000 lei en 1862 et 31.000.000 lei en 1868, donc une moyenne annuelle, à cette époque, de 25.700.000 lei ou 19,30 % de la valeur totale des exportations. En même temps, les importations austro-hongroises en Roumanie étaient, en moyenne, de 33.700.000 lei, ce qui représentait la proportion considérable de 50 % du total des importations. Grâce à la construction des voies ferrées qu'on poursuivait avec ténacité, et à l'amélioration des transports sur le Danube, les exportations en Autriche-Hongrie atteignirent, en moyenne annuelle, 58.900.000 lei ou 37 % du total des exportations de 1871

à 1875, tandis que les marchandises austro-hongroises importées par la Roumanie s'élevaient à 38.800.000 ou 37 % du total des importations.

On verra plus loin que, par suite de la conclusion de la convention commerciale de 1876, la valeur des produits importés de l'Autriche-Hongrie dépassera la proportion de 50 %, ce qui indique bien la tendance de la domination économique austro-hongroise.



§ 2. — *L'Angleterre*

A cette époque-là, le blé constituait à peu près la totalité des exportations roumaines en Angleterre,

7.500.000 lei en moyenne de 1862 à 1868

17.600 lei en moyenne de 1871 à 1875.

Les sommes indiquées ne correspondent pas tout à fait à la réalité, puisque souvent de grandes quantités de céréales dirigées vers Constantinople ou vers les pays de l'occident changeaient en cours de route de destination pour se rendre en Angleterre. Les produits anglais importés par la Roumanie avaient une valeur supérieure :

12.500.000 lei en moyenne de 1862 à 1868

25.000.000 lei en moyenne de 1871 à 1875

Comme importance, les produits textiles tenaient la première place et par conséquent représentaient une moyenne annuelle de 16.500.000 (1871-1875) de la somme totale moyenne de 25.000.000 lei.

§ 3. — *La Turquie*

Jusqu'au traité d'Andrinople (1829), par lequel les principautés roumaines acquérèrent leur autonomie éco-

nomique, ce furent les Turcs qui disposèrent de tous leurs produits comme on l'a déjà relaté plus haut. La Turquie continue, même après 1829, à s'approvisionner sur le marché roumain, mais cette fois en se conformant au prix courant des marchandises. En attendant, le marché turc présente de moins en moins d'importance pour les exportations roumaines, surtout après la guerre de l'indépendance (1877-78). Ce que l'on exportait en Turquie représentait, en moyenne annuelle, 73.100.000 lei en 1862-1868 et à peine 35.800.000 lei en 1871-75. Les importations roumaines de Turquie qui variaient chaque année, se faisaient sur un plan plus restreint : en moyenne 8.800.000 lei en 1862-68 et 10.600.000 en 1871-75.

§ 4. — *La France*

La France est le pays auquel la Roumanie est le plus attaché au point de vue économique. Mais ce serait bien difficile de préciser exactement l'époque à laquelle se rattachent les relations commerciales entre la France et les principautés roumaines. Peyssonnel, ancien consul général de France à Smyrne et ambassadeur du Roi dans les Etats du Chan de Crimée, étudiant vers la fin du XVIII^e siècle (1) le commerce de la mer Noire, nous donne des détails intéressants sur le commerce de son pays avec les principautés roumaines. Il constate qu'alors que les autres puissances étaient en relation avec les régions danubiennes, le pavillon français y était rarement représenté.

Il déplore en même temps l'absence de consuls fran-

(7 bis) PEYRONNEL, Traité sur le commerce de la mer Noire. 2 volumes, Paris 1787.

çais dans les principautés, car leur présence y était nécessaire non seulement pour la protection des négociants français contre l'arbitraire administratif, mais aussi pour faire connaître à leur pays les besoins ainsi que les possibilités d'exportation des provinces roumaines. Au début du XIX^e siècle, le consul britannique Wilkinson (8) et les français Thouvenel (9) et Colson constatent, eux aussi, l'absence dans les principautés d'agents commerciaux et d'un service régulier de courrier français. Colson (10) fait remarquer en même temps l'intérêt qu'il y aurait pour la France de prolonger l'itinéraire de son courrier de Constantinople jusqu'à Galatz et Braïla.

Pour démontrer le profit que son pays pourrait retirer de relations commerciales avec les pays roumains, il écrit ceci : « Marseille peut, dans l'état actuel des deux principautés, s'occuper avec bénéfice des articles suivants : les céréales, le bois de construction, les immenses forêts des Karpathes sont encore vierges. Les laines qui pourraient s'améliorer de plus en plus et que les Anglais demandent beaucoup mieux lavées. Les peaux de bœufs et de vaches, généralement assez mal tannées et livrées à très bon marché, pourraient soutenir la concurrence avec les cuirs de Russie. Le suif, quoique assez demandé, offre de grands bénéfices. Les viandes salées qui fourniraient des approvisionnements immenses pour notre marine. Le sel y est pour rien, et le bœuf se vend de 65 à 70 francs. Le beurre mal préparé et les fromages

(8) W. WILKINSON. Tableau historique, géographique et politique de la Moldavie et de la Valachie (traduit de l'anglais par M. de la Roquette). Paris 1821.

(9) Ed. THOUVENEL. La Hongrie et la Valachie (souvenirs de voyages et notices historiques). Paris 1840, chez Arthus Bertrand.

(10) F. COLSON. De l'état présent et de l'avenir des principautés de Moldavie et de Valachie. Paris 1839.

qui sont excellents. La cire de Valachie est égale en qualité à la cire de Volhinie et de Podolie et pourtant elle est très peu demandée. Les graines de lin et de chanvre réussissent très bien. Les vins eux-mêmes pourraient être exportés avec avantage, le goudron, le mercure. »

Peu à peu, et surtout vers la fin de l'époque que nous étudions, les relations commerciales entre la France et la Roumanie deviendront assez importantes, mais, étant donné la communauté d'idées et les liens spirituels des deux pays, elles auraient pu l'être plus encore et la France aurait pu occuper la première place parmi les autres pays.

La France occupait la troisième place parmi les principaux pays qui se trouvaient en relations commerciales avec la Roumanie.

La valeur globale des échanges entre les deux pays accusait les moyennes annuelles suivantes :

ANNÉES	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	Valeur % des export. totales en lei		Valeur % des import. totales en lei	
1862-68	14.900.000	10.90	9.800.000	16 %
1871-75	18.900.000	12.50	14.500.000	14 %

Les principaux achats de la France en Roumanie, consistant en céréales, atteignent la somme moyenne annuelle de 15.400.000 du total des achats, de 1871 à 1875.

Elle achète encore des produits d'élevage et de la laine, mais pas de bétail.

A l'importation de France, les produits textiles tiennent le premier rang ; viennent ensuite les denrées alimentaires, le sucre, les pelleteries, les objets en cuir. On importe les métaux, surtout vers la fin de l'époque.

Ce n'est qu'à partir de 1870 que l'Allemagne figure

dans les statistiques roumaines. De 1872 à 1875, les achats en Allemagne accusent la somme de 25.900.000 lei.

Vers la fin de l'époque suivante, elle arrivera à tenir la première place dans la vie économique de la Roumanie.

SECTION V

CONSIDÉRATION SUR LA POLITIQUE COMMERCIALE DE L'ÉPOQUE 1829 A 1875

On ne peut parler de politique commerciale en Roumanie avant 1834 ; les Principautés étant sous la suzeraineté de la Turquie, celle-ci les considère au point de vue économique comme faisant partie intégrante de son Empire. Par conséquent, toute initiative sur le terrain économique ne pouvait dépasser le cadre tutélaire.

Le Règlement Organique considérant que l'économie nationale des principautés se trouve à la première marche de son évolution, c'est-à-dire représentée par le bétail, la politique commerciale ne peut s'occuper que de cette partie de la richesse nationale.

Il résulte, de l'examen des dispositions prises, que les taxes d'exportation établies pour le bétail, loin d'être économiques, sont purement fiscales à cette époque.

Le fait que le Règlement Organique prévoit la liberté du transit « ouvrant à tous les portes du Danube, n'est pas l'indice d'une politique commerciale spéciale à la Roumanie, cette mesure étant la suite des exigences politiques des pays dont le commerce extérieur est supérieur à celui de la Roumanie dans la configuration européenne d'alors » (11).

(11) Alexandre HALLUNGA. L'évolution et la révision récente du Tarif douanier en Roumanie. Thèse de Doctorat. Paris 1927, p. 151.

Les taxes étaient perçues pour l'importation et pour l'exportation.

Mais à partir de 1860, les dispositions douanières prises sont basées sur des principes économiques car jusqu'alors on ne poursuivait que l'encaissement des taxes douanières élevées sans aucune autre préoccupation.

Ainsi, on constate la tendance de favoriser l'industrie, en exemptant de taxes d'importation les machines, les outils et le charbon pour les fabriques nationales.

Les exportations sont favorisées et encouragées.

En 1862, pour faciliter les exportations et encourager le travail national, les produits bruts ou fabriqués sont dispensés de droits et libres à l'exportation.

Les mesures économiques prises par tous les gouvernements qui se sont succédé jusqu'en 1875 reflètent la tendance bien marquée d'instituer un régime douanier qui puisse non seulement procurer des revenus, mais encore favoriser le commerce du pays par tous les moyens possibles.

Par la suite, les taxes d'importation augmentent de 5 % à 7 1/2 %, tandis que les taxes d'exportation diminuent successivement ; en 1866, elles sont réduites de 4 % à 3 %, en 1867 à 2 % et en 1868 elles descendent à 1 %.

Au cours de l'année 1875 a été sanctionnée la loi générale des douanes ; elle prévoyait l'arrangement d'un tarif qui devait correspondre à la nécessité économique du pays. Une commission spéciale a été instituée pour l'élaboration du tarif. On arrive en 1875 à un tarif douanier autonome d'importation ayant comme modèle les tarifs français et belges. « Il était assez bien présenté,

même comparativement aux tarifs de tous les pays à cette époque. » (12)

Ce tarif marque des tendances visiblement protectionnistes. On imposait, par des taxes assez élevées à l'importation, des marchandises qui faisaient la concurrence aux produits du pays, ainsi : la farine, les peaux tannées, les planches, les draps, les confections, les objets ordinaires de bois et de métal, la pelleterie, les fourrures, etc.

Il ne fut mis en vigueur qu'en 1876, après des modifications dans le but de dégrever à l'importation certains produits.

La tendance d'inaugurer une politique commerciale protectionniste, a subi l'opposition non seulement de la Turquie intéressée comme pays souverain, mais encore de tous les grands pays européens qui trouvaient plus avantageux pour leur commerce, que la Roumanie demeurât sous la tutelle économique turque.

L'efficacité de ce tarif a été affaiblie par la mise en vigueur de la convention commerciale avec l'Autriche-Hongrie, que la Roumanie avait conclue sans tenir compte de la tutelle économique de la Turquie.

Par cette convention qui « nous livrait à elle (Autriche-Hongrie) pieds et poings liés », la Roumanie d'alors cherchait à recouvrer la liberté ; liberté si chère aux grands pays et dont ils jouissaient depuis bien des siècles.

Les conditions et les conséquences de cette convention, seront étudiées au chapitre suivant.

(12) Alexandre HALLUNGA, *op. cit.*, p. 25.

CHAPITRE II

L'ÉPOQUE DE 1875 A 1914

SECTION PREMIERE

LE RÉGIME DOUANIER

Nous avons vu que par le traité russo-turc d'Andrinople, 1829, les principautés roumaines obtinrent l'autonomie administrative en même temps que l'autonomie commerciale. Ce fait les ramenait à l'état de choses du passé, tel qu'il avait été établi par les traités de vassalité aux xv^e et xvi^e siècles. A plusieurs reprises, les principautés roumaines protestèrent auprès de la Porte et des principaux Etats européens, contre cet anachronisme si nuisible à la bonne marche de sa vie économique. Par suite de leur union de 1859, elles firent des tentatives pour obtenir l'indépendance économique, mais elles rencontrèrent toujours la résistance tenace des mêmes Puissances européennes intéressées à ce qu'elles demeurassent dans la situation qu'elles avaient connu avant 1875. On ne pouvait donc élaborer un tarif douanier que dans les limites des capitulations et tous les traités commerciaux conclus par la Turquie avec les pays étrangers étaient appliqués aux « Principautés Unies », puisqu'elles étaient considérées, au point de vue douanier, comme une partie de l'Empire ottoman.

En 1875, la Roumanie s'affranchit complètement de l'ancienne dépendance économique envers l'empire turc.

La loi de 1874, par laquelle on manifesta ouvertement l'intention de s'affranchir, décida l'élaboration d'un régime douanier autonome.

La loi douanière de 1874 (1) fait place à quelques principes protectionnistes, marquant la tendance d'une politique commerciale en ce sens. Elle accorde des exemptions de droits à l'importation des articles nécessaires à l'industrie nationale, tels que les matières premières, minéraux, charbon, machines diverses. L'exportation de différents produits, comme le sel, farine, vins, tabac, pétrole est aussi dispensée de droits. Quelques articles sont prohibés à l'importation, tels que le sel, tabac, armes ou munitions de guerre (non comprises pour les besoins de l'Etat).

En 1875, le tarif douanier prévu par la loi est achevé. Il poursuit un triple but : 1) créer au fisc des revenus si nécessaires pour l'entretien d'un appareil administratif modernisé ; 2) ne pas frapper trop lourdement le consommateur ; 3) protéger l'industrie nationale. Les marchandises importées sont taxées d'après leur poids, la taxation *ad valorem* est supprimée. Les matières premières nécessaires à l'industrie nationale et les articles de consommation à l'usage des classes moins aisées, sont frappées d'un droit plus faible variant entre 4 % et 6 % tandis que pour les autres objets les taxes s'élèvent à 7, 8, 10 et 15 %. Ceux qui sont protégés sont taxés de 10-20.

(1) Voir C.-J. BAICOIANU. L'histoire de notre politique douanière et commerciale depuis le Règlement Organique jusqu'à nos jours. Bucarest 1904.

Ce tarif qui devait être mis en vigueur le 1^{er} juillet 1875, par suite des critiques soulevées et surtout en raison du mécontentement de l'Autriche-Hongrie, fut modifié dans le sens de la diminution des droits. Il fut mis en vigueur par la loi du 1^{er} juillet 1876.

Le tarif ainsi modifié, et contenant trois catégories de droits : les droits d'importation, d'exportation et de réexportation, souleva beaucoup de mécontentements non seulement en Turquie qui était la première intéressée comme pays souverain, mais encore en Angleterre, en Autriche-Hongrie, en France et en Russie.

Ces puissances trouvaient que la situation de fait, c'est-à-dire la Roumanie englobée dans le régime douanier turc, était plus favorable à leurs intérêts.

Pendant que les travaux pour l'élaboration du nouveau régime se poursuivaient, l'Autriche-Hongrie qui avait grand besoin du marché roumain pour placer ses produits industriels, se montra disposée à conclure un traité de commerce directement avec la Roumanie, sans demander le consentement turc.

Le gouvernement de Vienne connaissant bien le grand désir de la Roumanie de se débarrasser de la tutelle économique turque, et sans tenir compte du tarif roumain, proposa des conditions excessivement rigoureuses.

« La proposition autrichienne ressemblait plutôt à un ultimatum économique, car elle menaçait, à défaut d'acceptation, de négocier directement avec la Turquie » (2).

La petite Roumanie, dès le début de son existence, dut choisir entre deux alternatives : continuer à rester englobée dans le régime douanier turc, ou accepter les lour-

(2) A.-J. STAMATIN. Le commerce extérieur de la Roumanie. Thèse de doctorat. Sciences politiques et économiques. Paris 1914.

des conditions de l'Autriche-Hongrie. Dans cette alternative elle se résigna pour la dernière solution.

En de pareilles circonstances, la Roumanie, après des négociations basées sur le projet présenté par le gouvernement autrichien, le projet roumain ayant été rejeté sans avoir été discuté, couclut, le 22 juin 1895, une convention commerciale avec l'Autriche-Hongrie. Elle était applicable pour une durée de dix ans et fut mise en vigueur à partir du 19 juin 1876.

A part quelques prohibitions (tabac, sel, munitions de guerre) la liberté absolue du commerce était proclamée.

Les deux parties s'accordaient réciproquement la clause de la nation la plus favorisée, mais avec des restrictions pour la Roumanie, de sorte qu'en fait elle ne pouvait tirer aucun avantage de cette clause.

Elle dispensait de droits d'entrée un grand nombre d'articles de provenance autrichienne, tels que les machines agricoles, charbon, fer, minéraux, acier, bois, peaux, farines, livres, objets d'art...

D'autres articles, prévus dans le tarif, payaient des droits très réduits, ce qui rendait illusoire la protection que la Roumanie voulait leur accorder. Les autres produits qui ne figuraient pas dans le tarif étaient taxés à 7 % de leur valeur au lieu d'origine. Quant aux exportations, la Roumanie s'engageait à ne pas taxer la farine, le tabac, le sel, les livres, le vin, l'eau-de-vie, le pétrole brut et raffiné.

En échange des avantages qu'elle accordait, la Roumanie bénéficiait des concessions suivantes : exemption de droits pour les céréales exportées et certains avantages pour l'exportation des animaux vivants; ces derniers

étaient soumis aux droits d'entrée que l'Autriche percevait à l'occasion de son commerce de frontière. Ces droits, perçus pour le commerce de frontière, furent élevés à trois reprises différentes et la Roumanie ne bénéficia en aucune façon de cette dernière clause en apparence très favorable (3).

Les avantages accordés à l'Autriche-Hongrie et surtout à l'importation pour les produits industriels amenèrent, dès les premières années de l'application de la convention, la ruine presque complète de l'industrie nationale naissante. La création d'une grande industrie nationale devenait impossible, car, faute d'une protection douanière suffisante, le marché roumain était inondé par les articles austro-hongrois. Devant le Parlement roumain, la convention fut vivement critiquée et même regardée comme un désastre économique. Le journal « *Românul* » du 30 juin 1875 parut en deuil. Pour apaiser toutes ces attaques, on déclara que les sacrifices consentis n'étaient que la rançon moyennant laquelle on pourrait racheter une partie de la liberté économique et politique que les deux principautés avaient perdu quelques siècles auparavant. Par suite de ces déclarations la convention fut ratifiée. Les dirigeants du pays étaient donc conscients de la disproportion des avantages compris dans la convention et l'acceptation de ces lourdes conditions ne doit pas être imputable à l'absence d'un concept économique chez eux, mais à « des fatalités politiques ».

« Nous étions alors au début de notre existence d'Etat indépendant et, par suite, en grande partie à la merci

(3) Voir A.-J. STAMATIN. *Le commerce extérieur de la Roumanie*. Paris 1914.

des grandes puissances occidentales, mais en premier lieu de l'Allemagne et de l'Autriche, auxquelles nous rattachaient de puissants intérêts commerciaux. Pour mériter les faveurs de ces puissances, surtout de l'Autriche, notre voisine la plus proche, nous avons été obligés de passer, à maints égards, sur nos propres intérêts et même de les sacrifier à la prééminence de nos intérêts politiques. C'est là l'unique explication qu'on puisse donner du sacrifice que la Roumanie a fait d'elle-même quand elle a conclu en 1875 une convention commerciale avec l'Autriche, convention qui nous livrait à elle pieds et poings liés » (4).

Par suite de la conclusion de cette convention, la situation de l'Autriche était absolument privilégiée. Tandis que les autres pays avec lesquels nous n'avions point passé de traités de commerce payaient, pour leurs produits les droits d'après le tarif général des douanes de 1875-76, lequel prévoyait au minimum 7 1/2 % *ad valorem*, l'Autriche ne payait pour les siens que des droits très inférieurs à ceux-là.

Sur 806 articles que comportait le tarif de 1876, la convention passée avec l'Autriche en comprenait 711, donc plus de 7/8 du tarif étaient sacrifiés.

Pour se rendre compte de ce que la convention de commerce passée avec l'Autriche signifiait pour notre commerce et nos métiers à l'époque où elle a été conclue — situation qui a persisté jusqu'au jour où la guerre douanière a éclaté entre la Roumanie et l'Autriche (1866) nous allons citer quelques articles du tarif autonome roumain de 1876 et donner les taxes établies dans le

(4) Un article de la Roumanie économique. 1927.

tarif conventionnel du traité de commerce passé avec l'Autriche en 1875.

ARTICLES du tarif des douanes de 1876	UNITÉ de taxation	DROITS de douane du tarif général de 1876	UNITÉ de taxation	DROITS du tarif conventionnel
Vins ordinaires.....	—	Prohibé	—	5 % ad. valor.
Vins sup. en bouteilles	100 kg	48 lei	—	5 % »
Spiritueux.....	»	60 »	100 kg	25 lei
Bonbons et sirops	»	60 »	»	20 »
Parfums.....	»	110 »	—	7 % ad. valor.
Phosphore.....	1 kg	0.80 »	—	Libre
Iode.....	»	4.50 »	—	»
Acide benzoïque.....	»	4.70 »	—	»
Plumes de parure.....	»	12 »	—	7 % ad. valor.
Chaussures.....	100 kg	360 »	100 kg	90 lei
Articles fins en cuir...	»	520 »	»	90 »
Chaussettes de laine ..	»	240 »	»	150 »
Lustrine et foulard de laine.....	1 kg	10 »	»	360 »
Tulle de soie.....	»	12 »	»	750 »
Chapeaux de soie.....	»	7 »	1 kg	350 »
Papier imprimé, éti- quettes, factures....	»	70 »	—	7 % ad. valor.
Cartes à jouer.....	100 kg	180 »	—	7 % »
Lie de vin.....	—	Prohibé	—	7 % »
Allumettes.....	100 kg	40 lei	100 kg	10.50 lei
Farine de blé.....	—	8 »	»	Libre

Ce tableau ne nous donne qu'une faible idée de l'état d'esclavage économique auquel nous nous étions soumis de notre propre gré. Cela nous permet aussi de constater que l'Autriche aspirait à nous subjuguier, non seulement dans le domaine purement industriel, mais encore dans d'autres domaines. Ainsi s'explique l'introduction des vins, des chevaux, de la farine de blé et d'autres produits dans le tarif conventionnel.

Ce qui retient plus particulièrement l'attention, c'est la question de la farine de blé, qui, à cette époque-là nous arrivait en grandes quantités d'Autriche-Hongrie. Notre blé était envoyé en Hongrie où il alimentait les minoteries de Timisoara, Arad, Budapesth, d'où la farine repartait sous une étiquette en langue hongroise, pour la Roumanie et les marchés européens. Bien plus, grâce au tarif conventionnel de 1875, qui prévoyait l'exonération de tous droits de douane à l'importation pour la farine, le blé roumain revenait dans le pays comme produit fabriqué, pour lequel nous devions payer le prix imposé par l'industrie austro-hongroise de la minoterie. Les autres produits agricoles et d'élevage avaient le même sort, ils passaient en Autriche-Hongrie, d'où ils revenaient transformés en marchandises austro-hongroises.

Quelques années après la mise en vigueur du traité, l'Autriche-Hongrie, malgré les énormes profits qu'elle en tirait, trouva que le seul avantage que la Roumanie avait de cette convention, c'est-à-dire l'exportation du bétail sur le marché austro-hongrois était encore trop important. Ainsi pour protéger les éleveurs hongrois qui voulaient améliorer et augmenter leur cheptel, elle commença par empêcher l'entrée du bétail sur pied d'origine roumaine en prétextant sa qualité inférieure, pour finir par l'interdire définitivement sous le prétexte de mesures préventives contre des épizooties inexistantes (5). Comme le marché austro-hongrois était le seul, en ce temps-là pour l'exportation du bétail, tout notre commerce de bestiaux si prospère et qui était réputé jusqu'en Prusse orientale et jusqu'à Dantzic, se trouva d'un coup ruiné par la fermeture de ce marché.

(5) J. BAICOIANU, Convention commerciale avec l'Autriche-Hongrie (en roumain). Bucarest 1908.

Les chiffres d'importation roumaine pour l'époque 1880-1885, mettent en lumière, en même temps que les tristes effets de la convention pour la Roumanie, les nombreux profits pour l'Autriche-Hongrie :

ANNÉES	IMPORTATION totale de la Roumanie (en milliers de lei)	IMPORTATION d'Autriche-Hongrie (en milliers de lei)	COTE par rapport au % du total
1880.....	255.336	126.401	49,5
1881.....	274.757	124.963	49,1
1882.....	268.852	134.515	50,03
1883.....	359.907	152.973	42,7
1884.....	294.986	129.867	44,02
1885.....	268.539	120.684	44,9

Durant cet intervalle, les importations d'Autriche oscillaient autour de 44 à 50 % du total des importations roumaines. D'autre part, la balance commerciale qui, jusqu'en 1876, date de la conclusion de la convention, était toujours active, se solde constamment, après cet événement, par de sensibles déficits. Dans de telles conditions, la Roumanie ne pouvait qu'attendre l'expiration de la convention. En 1878, le gouvernement roumain a décidé d'appliquer la convention avec l'Autriche-Hongrie, aux pays qui avaient signé des conventions commerciales avec la Roumanie, ou qui auraient entamé des pourparlers dans ce but. Aussi des accords furent conclus en 1876 avec la Russie, en 1877 avec l'Allemagne, en 1878 avec la Suisse, l'Italie et la Grèce, en 1880 avec l'Angleterre et la Belgique, en 1881 avec la Hollande.

Toutes ces conventions contenaient la clause de la nation la plus favorisée. On appliquait le tarif général à tous les autres pays n'ayant pas de conventions. La France bénéficiait du tarif conventionnel.

Le régime était si défavorable pour la production na-

tionale, que le gouvernement dut bientôt, afin de protéger l'industrie, lui accorder des primes ou lui assurer l'adjudication des fournitures nécessaires à l'Etat.

Le courant protectionniste, alors très puissant en Europe, devait exercer son influence également en Roumanie, où il trouvait de nombreux partisans. On réclamait avec énergie la dénonciation de la convention avec l'Autriche-Hongrie. Elle a été respectée quand même jusqu'en 1886, date de son expiration.

Une fois la convention expirée, la Roumanie refusa la demande autrichienne de la prolonger et ouvrit des pourparlers pour en conclure une nouvelle. Mais l'Autriche-Hongrie, loin de vouloir renoncer à tous ces avantages, pensait même renforcer la tutelle économique exercée sur le marché roumain, comme nous l'avons vu dans le tableau ci-dessus. Ainsi le nouveau projet de convention autrichien contenait des clauses dont l'admission aurait nécessité une modification de la constitution roumaine.

D'autres clauses étaient même vexatoires pour la dignité de l'Etat roumain. Un exemple nous en est donné par l'article 21 du projet, où certaines contestations étaient soumises à l'arbitrage d'un délégué autrichien ou hongrois, mais jamais à celui d'un délégué roumain. Le tarif conventionnel proposé par l'Autriche comprenait 357 articles, sur lesquels 50 devaient être exempts de droits et les autres taxés d'une façon très réduite. La Roumanie demandait à son tour des exemptions pour dix articles, des réductions pour deux autres et, pour que l'exportation du bétail ne soit plus chicanée par l'invocation d'épizooties inexistantes et une convention sanitaire (vétérinaire). Les pourparlers ne purent aboutir à un résultat satisfaisant pour les deux parties. La consé-

quence fut la guerre douanière par laquelle l'Autriche-Hongrie aidée aussi par sa force politique, espérait pouvoir imposer les conditions voulues pour asservir économiquement sa petite voisine, la Roumanie. Elle dura de 1886 à 1892, mais les relations commerciales normales ne furent reprises qu'à partir de 1894. La Roumanie, après la dure expérience que la convention commerciale, avec l'Autriche lui avait fait subir, voulut élaborer un nouveau tarif général pour servir de base aux négociations ultérieures. En ce sens, le premier tarif provisoire fut élaboré en 1885, et un autre définitif fut établi en 1886.

Ce tarif qui reflétait les nécessités impérieuses du pays était comme l'écho tardif de la politique économique qui avait dominé l'Europe jusque-là. Le but de ce tarif était le suivant : 1) la protection de l'agriculture par la suppression des droits sur les exportations, 2) la protection de l'industrie nationale, 3) une base nouvelle pour la conclusion des conventions futures, 4) la création de nouveaux revenus pour le fisc. 1) Il comprenait 25 catégories de marchandises et 490 articles, taxés ainsi :

22 articles frappés de droits représentant une valeur de 50 à 180 %.

31 articles frappés de droits représentant une valeur de 40 à 50 %.

43 articles frappés de droits représentant une valeur de 30 à 40 %.

113 articles frappés de droits représentant une valeur de 20 à 30 %.

53 articles frappés de droits représentant une valeur de 10 à 20 %.

107 articles frappés de droits représentant une valeur au-dessous de 10 %.

121 articles exempts de droits.

Il fut ratifié par la loi du 17 mai 1886, qui, dans son article 2, disposait :

« Le gouvernement est autorisé à ajouter aux taxes douanières fixées au tarif annexé, une surtaxe pouvant aller jusqu'à 30 % de la valeur des marchandises et produits importés des Etats qui soumettraient les marchandises et produits roumains à des droits supérieurs aux taxes ordinaires de leurs tarifs douaniers ou à tout autre charge exceptionnelle. Cette surtaxe de 30 % pourra également être appliquée aux articles exemptés de droit par le tarif annexé. »

Le tarif ainsi conçu désignait une politique douanière protectionniste.

« Aux vexations et à la malveillance de l'Autriche-Hongrie » — dont elle avait fait preuve pendant la convention qui prit fin en 1886.

Ce tarif devait être appliqué aux pays avec lesquels aucune convention commerciale n'avait été signée. La France qui n'avait signé aucune convention commerciale avec la Roumanie, bénéficiait du tarif conventionnel, grâce aux liens d'amitié qui existaient entre les deux pays. Elle fut invitée par le gouvernement roumain à conclure un traité de commerce.

Tandis que d'autres puissances reconnaissaient à la Roumanie le droit de régler elle-même ses intérêts douaniers et commerciaux, la France, dans une note adressée au gouvernement roumain en 1885, s'exprimait ainsi : « Vous n'avez pas le droit de traiter, parce que vous n'avez pas le droit extérieur. Une puissance qui traiterait avec vous, n'aurait aucune garantie, car en cas de

violation, elle ne pourrait vous attaquer sans léser les droits du Sultan, qui protesterait, disant qu'il ne peut laisser envahir son Empire (6) ». La France considérait encore la Roumanie comme vassale de la Turquie et prétendait régler ses relations commerciales avec elle dans le sens du traité franco-turc de 1861 qui était appliqué aux Principautés.

On ignore le mobile qui avait dicté cette attitude, mais elle paraissait d'autant plus étonnante, que la Roumanie avait acquis son indépendance après la guerre contre les Turcs de 1877 et qu'une fois proclamée royaume, elle avait été reconnue par tous les pays européens.

La conséquence de ce regrettable incident fut, que le Parlement français vota la loi du 8 août 1885, d'après laquelle les produits roumains exportés en France furent frappés d'un droit de 50 % perçu « ad valorem ». Heureusement cet état ne dura pas longtemps, et le 16 juin 1886 les deux pays conclurent une convention de commerce sur la base de ce tarif, dont l'une en 1886 avec la Suisse, pour une durée de cinq ans. Celle-ci enfermait la clause de la nation la plus favorisée limitée, c'est-à-dire qu'on ne devait pas l'appliquer à un certain nombre d'articles, dont le gouvernement roumain voulait favoriser la production dans le pays. On conclut, sur la même base, l'arrangement avec la France en 1886, et des conventions avec la Russie (1886), l'Angleterre et l'Allemagne.

Ce nouveau régime fut profitable à l'industrie. On vit les manufactures renaître. Les tanneries, les fabriques de chaussures, de drap, de bonneterie, prirent un déve-

(6) Voir C.-J. BAÎCOÎANO. Histoire de notre politique douanière et commerciale depuis le règlement organique jusqu'à nos jours. Bucarest 1904.

loppement rapide ; le bois, la chaux, le ciment, le pétrole, les huiles minérales et végétales remplacèrent les produits similaires étrangers.

En 1891 on procéda à la modification du tarif de 1886. On essaya de dresser un tarif général qui ne gênât pas les intérêts des autres pays, et de l'appliquer sans avoir besoin de recourir aux conventions de commerce. Bien que ce tarif était beaucoup plus réduit que celui de 1886, il ne donna pas les résultats espérés, car tous les pays, à l'exception de l'Angleterre, offrirent d'appliquer leur tarif général, par suite duquel les produits roumains devaient subir des droits plus élevés. Une nouvelle modification du tarif a été faite en 1893 dans le but de servir pour base aux négociations avec l'Allemagne. Une convention fut signée avec elle en 1893 contenant la clause de la nation la plus favorisée. La Roumanie recevait, au prix de concessions importantes, des avantages pour l'exportation des viandes.

Dans le courant de la même année, on signa avec l'Autriche-Hongrie une convention encore moins avantageuse. Aucune exemption pour l'exportation des céréales et du bétail, dont l'admission était soumise à des règlements d'une sévérité telle, qu'ils devenaient en fait prohibitifs.

Des conventions, sans tarif conventionnel, furent également conclus avec l'Angleterre, la Suisse, la France et la Belgique sur la base de la clause de la nation la plus favorisée.

Tels sont les tarifs douaniers et les conventions les plus importantes que la Roumanie a signé jusqu'en 1904, date à laquelle on établit un nouveau tarif douanier qui ne fut mis en vigueur qu'en 1906, et lequel servit de base à l'organisation de la politique douanière roumaine jusqu'en 1927.

§ 2. — *Le tarif douanier de 1904 à 1906*

En 1906 fut mis en vigueur le tarif douanier dénommé Costinesco, d'après le nom du ministre des Finances d'alors. Cette année marque une date dans l'histoire économique de la Roumanie. Vers 1904-1906, comme la plupart des traités de commerce étaient sur le point d'expirer, le gouvernement commença l'élaboration d'un nouveau tarif plus conforme aux besoins de la production nationale et aux tendances protectionnistes de l'époque.

Le tarif de 1904 s'est gardé de tomber dans un excès de protectionnisme. Mais, comme les mesures de protection industrielle du passé commençaient à montrer des résultats favorables pour l'économie du pays, Emile Costinesco, l'auteur du tarif, considéra comme un acte de trahison nationale que d'abandonner le terrain gagné avec tant de sacrifices.

L'exposé des motifs (7) nous montre qu'on a tenu compte des droits adoptés par l'Allemagne, la France, l'Autriche-Hongrie, sans s'élever jamais jusqu'aux limites du tarif russe.

Après avoir constaté que l'élément primordial de l'économie nationale était l'agriculture, on remarqua que les grandes richesses nationales offraient des possibilités de progrès industriels. Aussi, le nouveau tarif, contraire au précédent, accorda une protection suffisante là où c'était nécessaire.

L'exemption en masse n'a pas été admise. L'exemption d'une matière fabriquée, sous prétexte qu'elle sert de matière première dans l'industrie nationale, n'est pas

(7) Voir E. COSTINESCO. *Le tarif des douanes de 1904*. Bucarest 1904.

raisonnable. Autrement, on devrait exempter les draps qui servent à la confection des vêtements, ou les cuirs qui servent à la confection des chaussures. Le tarif n'accorde d'exemptions que pour les matières premières, nécessaires à l'agriculture et à l'industrie ; les matières ayant déjà été soumises à une transformation industrielle quelconque et que l'on importe comme matières premières pour un travail plus fini, ne sont pas dispensées de droits. Ces matières bénéficient d'une faveur, qui consiste à frapper plus lourdement les produits étrangers similaires à ceux résultant de la transformation de ces matières en Roumanie. Le but des taxes douanières n'étant pas seulement économique, mais aussi fiscal, il fut donc raisonnable d'établir des taxes pour l'importation des produits n'existant pas dans le pays, comme les bananes, les olives, etc. Ainsi pour poursuivre le but fiscal, les marchandises payées cher furent imposées proportionnellement plus que les marchandises payées bon marché, on frappa surtout les articles de luxe.

On constate dans ce tarif la grande préoccupation d'une juste évaluation et d'une bonne classification des marchandises. Les taxes sont plus élevées que dans le tarif précédent, atteignant souvent 10 et 15 %.

Le tarif contient :

- 1) Des taxes protectrices modérées, dans tous les cas où l'exige le travail national.
- 2) Des taxes fiscales un peu plus élevées que celles en vigueur précédemment.
- 3) Des exemptions, en nombre limité, et seulement dans un intérêt économique.

Les marchandises sont divisées en quatre groupes qu'on a conservé jusqu'en 1926, et dans lesquels on

énumère d'abord les produits primitifs puis ceux qui subissent de plus en plus des transformations.

Ces quatre groupes sont :

1) Animaux et produits d'élevage ; 2) produits du sol ; 3) produits du sous-sol ; 4) produits combinés avec les trois autres.

Le tarif compte 854 articles classés en 35 catégories. Son caractère protectionniste est ainsi apprécié : par M. Stamatin dans son ouvrage déjà cité : « Le caractère protectionniste de ce tarif réside moins dans le taux même des taxes, que dans l'article 3 de la loi qui l'institue. Par cet article, le gouvernement est autorisé à frapper d'un droit supplémentaire de 50 % au-dessus du tarif général, les produits des Etats avec lesquels la conclusion de conventions commerciales serait impossible, par suite des tarifs différentiels qu'ils pourraient appliquer aux marchandises roumaines.

Dans cette hypothèse une taxe de 30 % « ad valorem » pourra frapper les produits exempts de droits. La loi autorise même le gouvernement à prohiber l'importation des produits provenant de ces Etats et le transit de leurs marchandises par la Roumanie.

C'est donc un tarif protectionniste, fondé sur la réciprocité (8).

Voté par le Parlement en avril 1904, le tarif ne put être mis en vigueur qu'en janvier 1906, après l'expiration des dernières conventions commerciales, à l'exception de celle avec la Turquie.

Les conventions conclues sur la base du nouveau tarif ne diffèrent que très peu des précédentes.

(8) A.-J. STAMATIN. Le commerce extérieur de la Roumanie, pag. 97. Thèse sciences politiques et économiques.

Il y a une série de conventions qui accordent la clause de la nation la plus favorisée avec réciprocité, et une autre série bénéficiant d'autres réductions.

On a signé sept conventions avec liste de tarif :

1) Avec l'Allemagne en 1904 et mise en vigueur le 16 février 1906.

2) Avec l'Angleterre en 1905 et mise en vigueur le 16 février 1906.

3) Avec la Belgique en 1906 et entrée en vigueur le 9 janvier 1907.

4) Avec l'Italie en 1906 et entrée en vigueur le 1^{er} avril 1907.

5) Avec la France en 1907 et mise en application le 21 juillet 1907.

6) Avec l'Autriche-Hongrie en 1909 et mise en vigueur le 20 septembre 1910.

Avec la Turquie, et dont nous avons parlé plus haut.

Les conventions sans listes de tarif en vigueur après l'application du tarif de 1906 ont été conclues avec les Etats suivants :

1) Avec la Suisse en 1905.

2) Avec la Russie le 24 février 1906.

3) Avec la Serbie le 23 décembre 1906.

4) Avec la Bulgarie le 20 décembre 1907.

5) Avec l'Espagne le 18 novembre 1908.

6) Avec la Suède le 24 avril 1910.

7) Avec la Norvège le 19 juin 1910.

8) Avec le Danemark le 8 juin 1910.

Telles étaient les conventions commerciales existant entre la Roumanie et les autres pays au moment de son entrée dans la grande guerre.

Nous passons maintenant à l'examen des importations et des exportations pour nous rendre compte du développement économique de la Roumanie à cette époque.

§ 3. — *Importations*

Nous avons vu que la valeur moyenne des importations durant la période antérieure était la suivante :

74.100.000 lei, de 1862 à 1868
102.700.000 lei, de 1871 à 1875

L'augmentation représentée par la somme de 28.000.000 n'est pas assez importante.

Au début de l'époque dont nous nous occupons, c'est-à-dire à partir de 1876, nous remarquons un brusque changement dans le sens que les importations se sont, d'un bond, accrues considérablement. Au cours des années 1876-1880, elles atteignent en moyenne 263.600.000 lei, ce qui représente une forte augmentation évaluée à 160 %. La conséquence fut que la balance commerciale, qui, jusqu'en 1876 se soldait toujours par de sensibles excédents se solda désormais par d'énormes déficits. De sorte que le solde déficitaire était de 194.500.000 en 1877, de 89.500.000 en 1878, de 86.000.000 en 1890, de 131.000.000 en 1897, et 184.150.000 en 1899. A partir de 1900, la balance commerciale accuse d'importants excédents, à l'exception des années 1904 et 1907.

Cette brusque augmentation des importations a été la conséquence, non d'une plus forte capacité d'absorption du marché national, lequel avait d'ailleurs gardé une progression normale, mais de la mise en vigueur de la convention commerciale avec l'Autriche-Hongrie (1876), par laquelle les marchandises fabriquées dans ce pays

étaient exemptées, ou faiblement frappées, du droit d'entrée.

La construction des chemins de fer et la pénétration de grands bateaux sur le Danube jusqu'aux ports de Galatz et de Braila, ont considérablement facilité le commerce en même temps que l'entrée des produits étrangers.

La première place est tenue par les produits textiles finis ou demi-ouvrés. Sur la valeur totale moyenne des importations qui monte à 263.600.000 de 1876 à 1880, les produits textiles représentent la somme de 84.100.000, soit 32 %.

Les produits textiles gardent toujours la première place jusqu'à la fin de la période. De 1900 à 1910, ils sont suivis de près par les produits métallurgiques demi-ouvrés, machines, outils, lesquels, à partir de 1911, finissent par tenir le premier rang à l'importation.

§ 4. — *Exportations*

Pendant les années 1871-1875, qui marquent la fin de l'époque précédente, la moyenne des exportations était de 156.700.000. Elles passèrent à 210.000, de 1876 à 1880.

Dans l'intervalle de 1880 à 1900, les exportations exprimées en chiffres se présentent ainsi :

ANNÉES	QUANTITÉS	VALEURS
	Tonnes	
1881-1890	1.896.000	242.400.000
1891-1900	2.499.000	263.130.000

Il en résulte que les exportations avaient beaucoup gagné comme quantités et relativement peu, en ce qui concerne les valeurs. Cela s'explique par le fait, que les produits agricoles représentaient 84 % du total des exportations ; les grains en représentaient 72 %. Vers 1880, par suite de la concurrence américaine, le prix du blé

baissa considérablement. Ainsi, le prix du quintal métrique qui, avant 1880, variait entre 25-32 francs, baissa, après cette date, au-dessous de 20 francs.

C'est à cause de l'avilissement des prix, que l'augmentation des valeurs n'a pu correspondre à celle des quantités.

Ce que l'on exporte pendant vingt ans, ce sont, comme à l'époque précédente, les produits agricoles, qui représentent 84,70 % de la valeur totale, de 1881 à 1890, et 84,48 % de 1890 à 1900.

Dans l'intervalle de 1890-1900, le blé tient la première place avec une valeur moyenne de 109.500.000, soit 35,88 %. Le maïs le suit de près. Ensuite viennent l'orge et l'avoine qui sont moins recherchés, et divers fruits, semences, boissons. Les animaux vivants ou tués représentent en moyenne 6 % des exportations totales. Le bois, ou les objets en bois, après 1900, figurent dans une proportion plus élevée. Presque tous les produits exportés sont à l'état brut. De 1900 à 1914, le commerce extérieur de la Roumanie prend un très grand essor.

A partir de 1908, le pétrole et ses dérivés ainsi que quelques autres produits industriels commencent à figurer dans le tableau des exportations pour des valeurs considérables. Les grains représentaient encore des chiffres très élevés, mais tandis qu'en 1901-1910 leur pourcentage était de 83 % des exportations totales, en 1911-1915, il était descendu à 77 %.

§ 5. — *Importations et exportations avec les principaux pays*

L'Autriche-Hongrie, à la fin de l'époque précédente, tenait une place prépondérante sur le marché roumain,

mais à partir de 1876, date de la mise en vigueur de la convention commerciale, cette prépondérance s'est brusquement accrue.

Les marchandises importées d'Autriche représentaient de 1871 à 1875 une valeur moyenne de 38.800.000, soit 37,8 % des importations totales. Cette valeur quadrupla de 1876 à 1880 en atteignant 135.600.000, soit 52 %.

L'essor de cette prépondérance économique se trouva d'un coup, arrêté en 1886 par l'expiration de la convention commerciale, si avantageuse pour l'Autriche-Hongrie ; et comme une autre ne fut pas conclue, une guerre douanière commença entre les deux pays. Ainsi, les achats d'Autriche-Hongrie fléchissent de 1886 à 1890, à 51.600.000, soit 19,40 % des importations totales.

Par suite de la nouvelle convention de commerce conclue en 1893, l'Autriche reprend sa place avec une proportion de 33 % du total des importations. Mais à partir de 1890, elle est dépassée par l'Allemagne, de sorte que ses exportations en Roumanie ne représentèrent plus que 26,32 %.

Par une nouvelle convention conclue en 1906, sur la base des concessions réciproques, l'Autriche-Hongrie obtint des réductions de droit considérables pour une multitude de produits manufacturés, ce qui favorisa beaucoup les exportations en Roumanie.

Mais la prépondérance allemande s'étant déjà accentuée s'empara du marché roumain ; elle devait s'exercer jusqu'à la grande guerre.

Les exportations roumaines furent toujours entravées en Autriche, surtout pendant la première convention commerciale de 1876-1886. La fermeture du marché autrichien au bétail roumain entraîna la ruine de ce commerce.

De 1891 à 1900, la Roumanie exporta, en moyenne, pour 43.400.000 et de 1901 à 1910, pour 47.100.000 lei.

Pendant les années de 1911 à 1915, à cause de la guerre balkanique et de la grande guerre, la Roumanie fût forcée de placer ses produits en Europe centrale. Ainsi les exportations en Autriche atteignirent en 1915, la somme considérable de 339.400.000 lei. Ce fut la dernière année d'échanges commerciaux avec l'Autriche-Hongrie.

L'Angleterre.

L'Angleterre important de Roumanie surtout du grain, était considérée comme un des principaux acheteurs de grain roumain.

Les exportations en Angleterre atteignaient en moyenne, de 1876 à 1880, 37.000.000, soit 18 % des exportations totales; pendant la décade suivante 1880-1890, elles s'élèvent à une valeur moyenne de 115.000.000 lei, soit 57,50 %.

De 1891 à 1900, l'Angleterre tient le second rang parmi les clients de la Roumanie, avec une moyenne de 74.200.000 lei, soit 27,72 % des exportations totales.

Les exportations d'Angleterre tinrent le second rang de 1881 à 1890, pour passer au troisième de 1890 à 1900. On importait des produits textiles et métallurgiques.

L'Angleterre qui avait gagné le marché roumain au détriment de l'Autriche-Hongrie pendant la guerre douanière roumano-austro-hongroise, ne mit aucun intérêt à garder ce qu'elle avait acquis, chose qui n'était pas si difficile. Elle a fini par céder à la concurrence allemande.

La convention commerciale assez favorable, conclue en 1906, ne changeant pas la situation, l'Angleterre passa, de 1900 à 1914, au quatrième rang parmi les pays importateurs de la Roumanie en accusant la cote de 9,30 % du total des exportations roumaines.

L'Allemagne.

Poursuivant sa pénétration économique en Europe par des méthodes commerciales supérieures, l'Allemagne est arrivée, en peu de temps, à s'assurer en Roumanie un important débouché. « Une connaissance parfaite du marché roumain, l'emploi de méthodes commerciales supérieures, une politique douanière habile, et le soutien financier continuellement accordé aux opérations commerciales ont assuré à l'industrie allemande une supériorité contre laquelle aucun concurrent ne pouvait lutter. Depuis la pacotille ou les produits les plus grossiers à l'usage des masses jusqu'aux articles les plus spéciaux, les plus fins, les marchandises de provenance allemande, trouvaient sur le marché roumain un débouché dont l'importance augmentait sans cesse » (9).

Depuis 1900 jusqu'à la grande guerre, elle a régné sur le marché roumain. Alors que de 1871 à 1880 les achats d'Allemagne ne représentaient que 7,9 % des importations totales, ils étaient de 28,07 en 1891-1900 et de 31,23 % en 1901-1910.

A l'importation, les produits métallurgiques et les machines tenaient le premier rang ; venaient ensuite les produits textiles, animaux ou végétaux.

L'Allemagne était un faible débouché pour les exportations roumaines ; de sorte qu'elles représentent en moyenne 6,23 % des exportations totales de 1901 à 1910, avec une faible augmentation de 1911 à 1914.

France.

Tandis que les échanges commerciaux avec l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, l'Angleterre, la Belgique, la Tur-

(9) Voir Georges D. GORICEANU. *La Roumanie économique*. Paris 1928, p. 399.

quie accusaient certaines variations, ceux avec la France étaient presque toujours stationnaires.

« Après le malentendu de l'année de 1886 où le gouvernement français considérait encore la Roumanie comme partie intégrante de l'empire ottoman, la France s'est de plus en plus éloignée des pays du Bas-Danube. La question coloniale occupe toute son attention. Ses relations commerciales avec d'autres grands pays industriels ou avec les Etats américains en voie d'expansion économique la détournent des marchés où elle tenait jadis une grande place. Les commerçants et les industriels français en viennent jusqu'à ne plus s'occuper directement du marché roumain ; leurs expéditions par terre à destination de la Roumanie s'effectuent presque toutes par l'intermédiaire de maisons de Vienne, qui transforment bon nombre de produits français en produits autrichiens en changeant la marque de fabrique. Les transports par voie d'eau entre la Roumanie et la France se font souvent sur les bateaux étrangers. Cependant des navires de la Cie Fraissinet de Marseille assuraient encore un service tantôt bi-mensuel, tantôt hebdomadaire avec les ports du Bas-Danube. Des bâtiments des Messageries Maritimes mouillaient parfois à Galatzi ou à Constantza. Mais les tarifs douaniers élevés, protégeant l'agriculture française enlevaient à ces bâtiments leur fret de retour formé par les céréales roumaines qui n'allaient plus en France. Dans ces conditions, les primes que l'Etat français accordait à sa marine marchande ne pouvaient suffire à activer les rapports par mer entre la Roumanie et la France » (10).

(10) Voir Georges D. CIORICEANU. *La Roumanie économique*. Paris 1928, p. 294.

La France, grâce aux liens amicaux et spirituels qui existaient entre les deux pays, aurait pu tenir le premier rang dans le commerce de la Roumanie ; mais son attention ayant été orientée vers d'autres pays, elle ne s'occupait qu'indirectement du marché roumain.

Les importations de France ne varient pas beaucoup ; elles étaient en moyenne de 23.600.000 entre 1876 et 1880, de 27.000.000 entre 1880 et 1890 et de 28.200.000 entre 1891 et 1900. Pendant la première période la France se classe troisième parmi les pays avec lesquels la Roumanie avait le plus de rapports commerciaux ; elle se classe quatrième pendant les deux dernières décades.

A l'importation, les textiles venaient en tête, ensuite les denrées alimentaires, surtout le sucre et les fruits exotiques.

Si on constate une augmentation pour les importations de produits métallurgiques de provenance française de 1880 à 1900, c'est grâce aux travaux publics exécutés par des entrepreneurs français en Roumanie ; ceux-ci faisaient venir toutes les fournitures de France.

Les produits pharmaceutiques, les articles de bonneterie fine française, les soieries ou les confections de Paris et la parfumerie, pour lesquels la France aurait pu obtenir un meilleur rang, étaient dépassés par les produits similaires austro-allemands.

Cependant les Roumains qui avaient séjourné en France rapportaient, à leur retour, les susdits articles qui échappaient au contrôle de la douane roumaine.

Dans l'intervalle de 1880 à 1900, sur un total de 600.000.000 lei des travaux publics réalisés en Roumanie, 60.000.000 représentaient la part des maisons françaises. La part des intérêts français dans les industries roumaines atteignait 10.000.000 lei environ. La quote-part

des souscriptions françaises aux emprunts de l'Etat Roumain atteignait à peine 120.000.000 (11).

Les importations de France ne représentent en moyenne que 19.900.000 soit 5,73 % des importations totales, de 1900 à 1910 ; elles accusaient une diminution de 8.300.000 lei par rapport à l'époque précédente. Elles remontent, de 1911 à 1914, à 34.100.000 ou 6 % de la valeur totale ; la proportion est bien faible par rapport aux importations d'Allemagne (186.800.000) et d'Autriche-Hongrie (128.000.000), lesquelles représentent à elles seules, 58,70 % des importations totales roumaines.

Les exportations en France étaient moins stationnaires ; elles s'élevaient à 20.600.000 en moyenne de 1876 à 1880, à 18.600.000 de 1881 à 1890, mais elles descendent à 7.900.000 de 1891 à 1900. Elles étaient surtout constituées par des céréales accusant, pour ces deux périodes décennales respectives, la valeur de 15.300.000 et 6.700.000 en moyenne.

Pendant la période de 1901-1910, la valeur globale des exportations roumaines en France était en moyenne de 21.200.000 lei, soit 4,07 % des exportations totales.

Le fléchissement continu des exportations se trouve justifié par les faits suivants :

« En ce qui concerne les exportations roumaines en France, le tarif douanier français demeurait presque prohibitif. En 1913, par exemple, pour une valeur totale de 88.400.000 lei d'importations de Roumanie, on a perçu 26.200.000, soit 24 % de la valeur totale de ces achats (12). Les démarches du gouvernement roumain auprès du

(11) Georges D. CIORICEANU, *La Roumanie économique*. Paris 1928, p. 297.

(12) Tableau général du Commerce extérieur de la France pour 1913, *La Roumanie*.

gouvernement français afin d'obtenir une réduction de ces droits sont restées sans résultat. En France, on était à l'époque du protectionnisme agricole.

Pratiquement, la clause de la nation la plus favorisée insérée dans le traité de commerce franco-roumain en 1907 n'a pas eu d'effet.

Même pour les produits pétroliers dont la France avait un si pressant besoin, le gouvernement français n'a pas voulu rabattre ses droits d'entrée. Cependant 10 % du capital engagé dans l'industrie du pétrole roumain représentait l'apport français. La production des sociétés pétrolières françaises en Roumanie s'élevait à 12 % de la production totale.

Devant un pareil régime douanier, on allait forcément chercher ailleurs un débouché pour les produits nationaux, en Belgique, en Hollande et en Italie surtout.

Et bien des fois c'était par l'intermédiaire de ces pays que les grains et le bois roumains pénétraient en France » (13).

Pendant les cinq dernières années qui ont précédé la guerre (1910-1914), on remarque une certaine augmentation dans le chiffre des ventes à la France. Elles atteignent en moyenne 37.400.000 ou 6 % des exportations. Le pétrole et ses dérivés ont contribué à cette augmentation.

Les autres exportations en France, le bois, les animaux ou produits d'élevage, étaient de moindre importance.

Les participations des capitaux français dans les différentes entreprises économiques de Roumanie ont contri-

(13) Georges D. CIORICEANU. La Roumanie économique. Paris 1928. p. 411.

bué en quelque sorte, à l'accroissement du mouvement commercial à la fin de l'époque qui précéda la grande guerre.

En 1914, on estimait à 90.000.000 lei la valeur de ces participations qui mettaient la France au troisième rang parmi les principaux pays intéressés dans les entreprises économiques de Roumanie. Mais elle tenait le second rang en ce qui concernait la détention de titres de rentes roumaines émis à l'étranger : 580.000.000 lei ⁽¹⁴⁾.

Belgique :

Jusqu'en 1880, les échanges commerciaux roumano-belges, en raison de leur faible valeur, ne figuraient pas dans les statistiques roumaines. Mais à partir de cette date, ils commencent à se développer progressivement.

La cote belge atteint, en 1891, 15 % du total des exportations roumaines ; elle monte à 50 % en 1900. Les céréales formaient la majeure partie des exportations.

D'ailleurs, ce qui a favorisé cette augmentation, ce furent les marchandises roumaines expédiées en Allemagne ou en Suisse, lesquelles, par le fait de passer généralement par Anvers, étaient enregistrées sous la rubrique « Belgique ».

De 1900 à 1914, la Belgique a reçu plus de 40 % des grains que la Roumanie écoulait à l'étranger.

Les importations de provenance belge en Roumanie n'ont acquis une certaine importance qu'à partir de 1910. Par ordre d'importance, les produits métallurgiques, les machines et les outils venaient en premier lieu, ensuite c'étaient les produits textiles.

(14) Georges D. CIORICEANU. La Roumanie économique. Paris 1928, p. 412.

Italie :

Avant 1900, les relations commerciales italo-roumaines ne sont pas si étroites, mais leur importance s'accroît après 1900.

Les exportations roumaines en Italie représentaient 40.600.000 lei en moyenne de 1901 à 1910, soit 9,42 % du total des exportations ; elles sont passées à 62.000.000 de 1911 à 1914, soit 10,30 %.

Les importations d'Italie atteignent 19.600.000 lei en moyenne de 1901 à 1910 et 25.800.000 de 1911 à 1914.

Hollande.

De même que l'Italie, la Hollande commence à resserrer ses rapports commerciaux avec la Roumanie après 1900.

Turquie.

Naguère le principal client de la Roumanie, elle n'occupe depuis 1880 qu'une place secondaire sur le marché roumain. Après 1900, elle redevient un bon client, surtout pour les achats de bois et de pétrole.

La Turquie fournissait à la Roumanie des produits coloniaux : café, fruits, tabac, etc.

Des échanges commerciaux ont existé aussi entre la Roumanie, l'Égypte, la Grèce, la Serbie, la Bulgarie et la Russie.

SECTION II

LA BALANCE COMMERCIALE

Jusqu'en 1875, la balance commerciale a été active; après cette date, et pour une période de vingt-cinq ans, elle se solde constamment par un déficit. Ce renverse-

ment concorde avec la mise en vigueur de la convention commerciale conclue avec l'Autriche-Hongrie. L'exemption et l'abaissement des droits d'entrée accordée par ce traité ont favorisé l'importation de grandes quantités de marchandises fabriquées, dépassant de beaucoup la valeur des exportations. La situation de l'industrie domestique, de l'artisanat et des fabriques s'aggravant par la concurrence des produits étrangers, eut comme conséquence l'accroissement de l'importation, car les articles qui, jusque-là étaient fabriqués dans le pays devaient être importés. La valeur des exportations roumaines consistant surtout en produits agricoles, spécialement en céréales, a beaucoup diminué. Cet avilissement des prix est dû à la concurrence des céréales américaines.

Malgré la majoration du tarif des douanes, malgré tous les efforts accomplis pour donner plus de vigueur à l'industrie nationale, la balance commerciale de la Roumanie n'est point parvenue à secouer sa passivité. Le régime conventionnel octroyé aux grands Etats d'Occident avec lesquels nous étions en relations commerciales, était extrêmement favorable à l'importation ; d'un autre côté, la concurrence entre les produits industriels étrangers était si grande qu'elle ne permettait pas, étant donné le faible protectionnisme accordé, d'obtenir une rémunération, même relative, de l'industrie nationale. Le seul qui en ait profité, c'est le consommateur roumain qui a payé bon marché la marchandise importée. Mais, alléché par le bon marché, le consommateur s'est livré à une foule de dépenses inutiles, en achetant des marchandises dont il n'avait pas absolument besoin et en rendant plus difficile la situation de la balance commerciale.

C'est à peine en 1900, après la terrible crise agraire de 1899, qui a eu de profondes répercussions sur la situation de la Roumanie, que le caractère de notre balance commerciale a subi un changement définitif et que de passive qu'elle était, est devenue active.

La puissance d'achat, affaiblie, du consommateur roumain se refléchit également dans les chiffres de l'importation des années suivantes. En ce qui regarde l'importation, la différence entre 1899 (année de la crise) et 1900 est à l'avantage de 1899 pour un total de 117.000.000 lei. De 1900 à 1905, l'importation reste au-dessous du niveau de 1899. C'est seulement en 1905 que le total de 1899 est de nouveau atteint.

La période 1901-1910 a été dominée par l'esprit du tarif des douanes de Costivescu. Ce tarif, un des travaux les plus méritoires qui ait été fait dans notre pays, a inauguré une ère de protectionnisme conscient qui, quelle que soit l'opinion principale qu'on ait sur l'opportunité du protectionnisme en Roumanie, a permis de consolider notre industrie nationale.

Les effets de ce tarif ont été éprouvés de plus en plus et ils ont projeté une lumière toujours plus vive sur la balance commerciale roumaine jusqu'au jour où la Roumanie a pris part à la grande guerre. Le tarif Costinescu est le premier travail systématique qui ait été exécuté en Roumanie dans le domaine douanier.

La balance commerciale, passive jusqu'en 1900, paraît avoir complètement changé. Elle a été active pendant les dix premières années du xx^e siècle, hormis en 1904 et 1907. Sa passivité est une conséquence du caractère, encore purement agraire de notre pays. La faible récolte de 1904 ainsi que les troubles agraires de 1907 ont projeté une ombre sur l'exportation roumaine et l'ont affaiblie.

On doit considérer les années 1911-1915 comme une période de perturbation et de préparation. En 1912 a éclaté la guerre balkanique entre la Bulgarie, la Serbie, la Grèce et le Montenegro d'un côté et la Turquie de l'autre.

Mais tandis que les années 1912 et 1913 n'ont pas trop influencé notre commerce extérieur, dirigé, en premier lieu, vers le Danube et l'Ouest, les années 1914 et 1915 sont un regroupement de ce commerce, qui devient passif en 1914 à cause du fléchissement considérable de l'exportation et, en 1915, se réduit, conséquence de la fermeture de la voie vers l'Occident, à un commerce orienté uniquement vers les pays du centre : l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Un changement dans les prix s'est produit sur le marché mondial. A l'exception de l'année 1914, la balance commerciale de la Roumanie se solde avec des excédents assez importants. De 1901 à 1915 la contribution des textiles et des métaux représente, comme pour le passé, plus de 50 % de la valeur des importations. Ainsi, en 1901, les textiles représentant 48,53 % et les métaux 16,33 % du total des importations. En 1910, les textiles représentent 32 % et les métaux 33,70 % du total des importations. Nous remarquons une tendance de diminution pour les textiles et d'augmentation constante pour les métaux. Les produits textiles commencent à être fabriqués dans le pays.

A l'exportation, pendant la même période, les céréales et leurs dérivés tiennent la première place. Les produits industriels commencent à figurer par des cotes remarquables dans le total des exportations. Le pétrole et les bitumes représentent en 1913, la cote de 19.60 % du total des exportations.

SECTION III

LA POLITIQUE COMMERCIALE DE L'ÉPOQUE 1875-1914

Jusqu'en 1875, la Roumanie n'a pas eu une politique commerciale extérieure indépendante, car les traités signés jusque-là par la Turquie lui furent imposés.

Le premier grand acte de son indépendance économique est le traité de commerce qu'elle signa en 1875 avec l'Autriche-Hongrie.

Seulement, les considérations qui ont présidé à l'accomplissement de ce traité ont été plutôt politiques qu'économiques.

Désireuse de disposer seule d'elle-même, la petite Roumanie a sacrifié le côté économique en acceptant les lourdes conditions imposées par l'Autriche-Hongrie, sous la menace de traiter directement avec la Turquie en cas de non acceptation.

L'Autriche-Hongrie savait très bien qu'elle pourrait tirer de grands avantages en négociant directement avec la Roumanie ⁽¹⁵⁾. Ainsi la *Neue Freie Presse* de Vienne écrivait le 17 février 1875 :

« Si l'Autriche-Hongrie conclut un traité avec la Roumanie, avec un Etat vassal avide d'indépendance, brûlant d'accomplir l'acte international qui la manifeste, on peut bien demander que ce traité soit aussi avantageux que possible pour l'Autriche et que pas le moindre doute n'existe sur ses avantages. »

(15) C.-G. ROMMENHOLLER, Consul général de Roumanie. *La Grande Roumanie*. La Haye 1926, p. 566.

Nous connaissons par les chapitres précédents, les négociations préalables et les circonstances dans lesquelles la convention a été conclue, ainsi que les grands avantages obtenus par l'Autriche-Hongrie.

Les effets du tarif douanier roumain élaboré en 1875-76 avec une tendance protectionniste ont été anéantis, les marchandises autrichiennes jouissant à leur entrée en Roumanie d'un régime absolument privilégié. Le tableau annexé à la page 45 représentant d'un côté quelques articles du tarif autonome roumain de 1876 et de l'autre les taxes prévues dans le tarif conventionnel avec l'Autriche est assez édifiant.

L'Autriche accordait à la Roumanie la libre importation des céréales, mais aucune réduction du tarif douanier pour d'autres articles importants, tels que le pétrole, la farine, les spiritueux, les vins, etc.

Ce traité qui marque le début de la politique douanière extérieure de la Roumanie repose sur le principe libre-échangiste. Sa base est la clause de la nation la plus favorisée, la liberté du commerce et de la navigation. Il a été conclu pour une durée de dix ans.

En 1876, un autre traité de commerce fut signé avec la Russie qui obtenait les mêmes faveurs que l'Autriche-Hongrie ; il a été en vigueur de 1876 à 1886. La conclusion a été un acte de prudence politique ; en 1877 éclate la guerre russo-turque par laquelle la Roumanie, luttant aux côtés de la Russie, a gagné son indépendance politique.

En 1877, un traité de commerce fut conclu avec l'Allemagne. Ce traité devait empêcher le monopole du commerce austro-hongrois sur le marché roumain.

L'Allemagne obtint les mêmes taux de tarifs que l'Autriche-Hongrie et des réductions spéciales sur l'importa-

tion de bonneterie, de lainage et de cotonnade, d'articles en cuirs ordinaires et fins, etc.

La convention n'accordait pas à la Roumanie l'entrée libre de ses céréales, mais elle stipulait la clause de la nation la plus favorisée.

Sur le tarif de la convention austro-hongroise et sur la clause de la nation la plus favorisée, la Roumanie a conclu d'autres traités de commerce avec la Suisse, la Grèce, l'Italie, l'Angleterre, la Belgique et la Hollande.

La France, en raison de l'étroite amitié qui la lie à la Roumanie, bénéficiait pour ses importations en Roumanie de la clause de la nation la plus favorisée, bien qu'aucune convention commerciale n'existât entre les deux pays. Par contre, les exportations roumaines en France ont été très fréquemment frappées de forts droits d'entrée ⁽¹⁶⁾.

Cette période de libre-échange qui caractérise ces traités de commerce a eu des conséquences destructrices pour l'industrie indigène. Même la minoterie a reçu un grand coup. Le blé roumain était envoyé en Hongrie où il était moulu, et d'où la farine repartait sous une étiquette en langue hongroise pour envahir les marchés européens. Bien plus, grâce au tarif conventionnel de 1875, qui prévoyait l'exonération de tout droit de douane à l'importation pour la farine, le blé roumain revenait dans le pays comme produit fabriqué, pour lequel nous devions payer le prix imposé par l'industrie austro-hongroise de la minoterie.

L'industrie domestique, de l'artisanat et des fabriques a été ruinée par la concurrence des produits fabriqués à l'étranger et offerts à meilleur marché. Le paysan a été

(16) Georges D. CIORICEANU. Œuvre citée, p. 266.

obligé de se procurer du marché les articles industriels qui avaient été fabriqués par lui avant, spécialement les habits.

Le temps libre pendant l'hiver n'est plus employé à la production industrielle, ce qui a considérablement diminué le revenu du paysan.

Après la ruine de l'industrie, le seul facteur productif est resté l'agriculture et l'élevage.

En dépit de toutes ces conventions conclues avec les principaux pays européens, la Roumanie eut à subir les fâcheuses conséquences de la politique commerciale générale pratiquée depuis 1880, en ce qui concerne le bétail et les produits agricoles.

Vers la fin du dernier siècle, la concurrence des céréales américaines sur les marchés de l'Europe a eu une influence considérable sur les prix des produits agricoles.

Le prix du blé à Londres, à cause de cette concurrence, a subi la diminution suivante ⁽¹⁷⁾ : le prix de 25,75 fr. l'hectolitre en 1870-79, baissa à 15,65 fr. en 1880-89 pour tomber à 11,85 en 1900-07.

L'agriculture étant gravement menacée par l'avisement des prix, les Etats européens, même les Etats industriels, passèrent d'une politique douanière libre-échangiste à une politique nettement protectionniste. L'excès de protectionnisme « a commencé dans les vingt dernières années du xix^e siècle, après la courte période libérale qui s'était ouverte en 1860 » ⁽¹⁸⁾.

En 1879, l'Allemagne s'est engagée dans cette voie,, suivie de près par l'Autriche-Hongrie. Surtout cette der-

(17) E. LEVASSEUR. Le prix du blé dans divers pays depuis 1771.

(18) H. TRUCHY. La reconstruction économique d'Europe, p. 358. *Revue Politique et Parlementaire*, 1926. T. 126.

nière a poussé jusqu'à la prohibition les restrictions apportées aux importations du bétail roumain.

Privée de cet avantage lorsqu'en 1886 la convention commerciale avec l'Autriche expira, la Roumanie refusa de la renouveler. De nouvelles négociations eurent lieu, mais elles n'aboutirent à rien. La convention vétérinaire réclamée par la Roumanie les fit échouer. La guerre douanière éclata entre les deux pays.

L'augmentation des droits de douane sur les marchandises de provenance roumaine a réduit les échanges commerciaux entre les deux pays à des chiffres très bas.

La Roumanie s'est bornée à traiter l'Autriche-Hongrie comme un pays avec lequel elle n'avait pas de traité de commerce, c'est-à-dire à lui appliquer le tarif maximum qui d'ailleurs n'était pas trop élevé.

Cet état de choses a duré en somme jusqu'en 1891. La conséquence en fut la ruine du commerce extérieur du bétail roumain, ce qui eut les plus fâcheux effets sur l'élevage en Roumanie. Les céréales roumaines en échange empruntaient de plus en plus la voie de mer; elles s'orientaient vers les principaux pays industriels et commerciaux d'Occident, vers l'Angleterre et la Belgique surtout.

La diminution de l'exportation des produits d'élevage tels que laine, poils, peaux, ne fut pas funeste à la Roumanie, car le déficit du commerce extérieur fut compensé par le travail de ces produits dans le pays. De plus, les terres cultivées s'étendirent aux dépens des pâturages et l'exportation du blé s'accrut. La concurrence austro-hongroise manquant, l'artisanat et l'industrie domestique commencèrent à se ranimer. L'industrie roumaine fut incitée à produire, car pendant la guerre douanière

les articles de cuir, les textiles, les marchandises en métal, le sucre, articles principaux des exportations autrichiennes, avaient considérablement diminué.

Le changement de la politique commerciale dans les autres pays a influencé aussi la Roumanie, qui en 1886 a élaboré un nouveau tarif douanier.

La convention commerciale avec l'Autriche-Hongrie ayant comme résultat, pendant les dix années d'application, la ruine de l'industrie indigène et l'institution d'une vraie tutelle économique de la part de ce pays, la Roumanie a tenté de jeter les bases d'une industrie nationale viable.

Le tarif de 1886 avait donc des tendances protectionnistes et ne concerna pas les pays dont les traités de commerce avec la Roumanie n'étaient pas encore expirés.

Il avait quatre buts :

1) Protéger la production du sol en supprimant complètement les droits de sortie ;

2) Protéger les branches industrielles existantes et celles qui, reposant sur des conditions naturelles, promettaient de se développer à l'avenir ;

3) Etablir une base pour la conclusion des traités de commerce ;

4) Fournir de hauts rendements au fisc.

Ce tarif dont les taux étaient plus élevés n'a pas eu une grande importance pratique, car il s'agissait seulement des taux du tarif conventionnel. Il fit surgir beaucoup de difficultés dans les relations avec les autres pays.

En 1886, la Roumanie eut une guerre douanière avec la Turquie ; elle ne fut pas longue et causa à la Turquie de plus grandes pertes qu'à la Roumanie.

L'intervention du gouvernement roumain en 1886 auprès du gouvernement français pour la conclusion d'un traité de commerce a donné lieu au regrettable incident dont nous avons déjà parlé, et à la suite duquel une convention commerciale a été signée avec la France sur la base de la clause de la nation la plus favorisée réduite.

Des traités ont été conclus avec la Suisse, la Russie, l'Angleterre et on signa avec l'Allemagne, en 1877, une convention supplémentaire. Avec la Turquie, on signa une convention de commerce reposant sur la même clause que celle passée avec la France.

En 1891, la Roumanie se décida à établir un nouveau tarif autonome lorsque les traités de commerce allaient expirer. Ce tarif était contraire aux idées dominantes en Europe et qui tendaient vers la conclusion de traités douaniers à tarifs préférentiels.

Ce fut l'Allemagne qui adopta la première cette politique, en abandonnant le régime protectionniste qui, après avoir d'abord favorisé son essor industriel, devenait défavorable à son expansion commerciale.

Malgré les droits relativement modérés du tarif, les puissances étrangères n'étaient pas disposées à accorder à la Roumanie, sur la base de ce tarif, la clause de la nation la plus favorisée uniquement contre l'engagement des taux douaniers et à signer des traités dans ce sens.

Seule l'Angleterre fit exception.

Le gouvernement roumain se vit obligé de renoncer à l'application du tarif autonome en raison des difficultés qu'il rencontra.

En 1892, la Roumanie conclut avec l'Allemagne un accord commercial provisoire qui fut remplacé par un traité définitif signé en octobre 1893. Il repose sur la

clause de la nation la plus favorisée. L'Allemagne consentit à la Roumanie les taux du traité pour les céréales et autres produits agricoles, pour les produits de la meunerie, le bétail vivant ou abattu, mais toutes ces faveurs furent annulées par les mesures de police vétérinaire prises par le gouvernement allemand. Des réductions considérables furent accordées aux produits de provenance allemande importés en Roumanie. A partir de cette date, la Roumanie économique et politique dirige de plus en plus ses pas vers la sphère d'influence politique allemande. Ce traité de commerce a été mis en vigueur de 1894 à 1903.

En 1893, une nouvelle convention commerciale fut conclue avec l'Autriche-Hongrie qui avait été en guerre douanière avec la Roumanie de 1886 à 1891. Ce traité fut signé pour une durée illimitée avec un délai d'un an pour le dénoncer. Il ne renferme aucun tarif contractuel, mais il stipule la clause de la nation la plus favorisée.

D'autres conventions furent conclues avec l'Angleterre et l'Italie en 1892, la France et la Suisse en 1893, la Belgique en 1894, la Hollande en 1899, la Turquie et la Grèce en 1901. Ces conventions reposent sur la clause de la nation la plus favorisée.

En 1904, la Roumanie élaborait un nouveau tarif douanier qui entra en vigueur en 1906. Nous en avons déjà parlé au cours de cet ouvrage. Les produits finis étaient lourdement taxés afin de ne pas porter préjudice à l'industrie indigène. Les droits de douane furent relevés de 10 à 15 %.

Sur la base de ce tarif, on a signé des conventions commerciales avec divers pays. La convention passée avec l'Allemagne n'aurait pris fin qu'en 1917, si la guerre n'avait pas éclaté. Par cette convention, l'empire alle-

mand accordait les taux de son tarif minimum à la Roumanie pour ses blés, à l'exception du maïs et de l'orge non employés pour la préparation du malt. D'autres réductions étaient accordées pour les légumes, viande, volailles, poissons et œufs, pour quelques produits industriels, tels que les bois de construction, la benzine, etc. La Roumanie n'obtint pas de concessions pour le pétrole, car, en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, les Etats-Unis et la Russie approvisionnaient l'Allemagne en pétrole.

La Roumanie, en compensation, accordait à l'Allemagne des réductions de droits de douane pour un bon nombre de produits industriels.

Les conventions signées avec les autres pays contenaient des accords de tarifs et la clause de la nation la plus favorisée ou reposaient sur celle-ci.

Tous ces traités avaient le but d'assurer à la Roumanie des débouchés pour ses céréales et les produits principaux de son industrie dans ces pays. Cet avantage était payé à l'aide de réductions sur son tarif général. Les taux des nouveaux tarifs étaient à un niveau plus élevé que les anciens.

La politique commerciale de la Roumanie reposait sur le tarif douanier de 1906 et sur les traités de commerce signés après, lorsque la guerre mondiale éclata.

La Roumanie s'engageant dans la guerre en 1916, tous les traités passés avec les puissances ennemies furent annulés. Ceux qui avaient été conclus avec les Alliés perdirent leur effet, car la Roumanie étant isolée, ils ne pouvaient plus être exécutés.

TROISIÈME PARTIE

Les époques de la neutralité et de la guerre

Pendant la grande guerre, la Roumanie présente deux phases distinctes :

L'époque de la neutralité, qui prend fin le 14-27 août 1916 par la déclaration de la guerre aux puissances centrales, et l'époque qui commence à cette date, pour durer jusqu'à la fin de la guerre.

CHAPITRE PREMIER

L'ÉPOQUE DE LA NEUTRALITÉ (1914-1916)

La Roumanie, pendant l'époque de la neutralité, était entourée de tous côtés par des pays belligérants. Elle se trouvait également isolée, parce que les voies maritimes et le Danube avaient été coupées. C'est ainsi qu'elle a dû subir dans sa vie économique des perturbations analogues à celles dont les autres pays entrés dans la guerre étaient l'objet. Par conséquent, la Roumanie a été obligée de prendre les mesures nécessaires pour faire face aux difficultés survenues.

Jusqu'alors, à la base de l'organisation économique du pays existaient deux principes de politique commerciale : la liberté du commerce et la libre concurrence (1).

(1) Gh. CHRISTODORESCO, directeur général de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie. Notre politique commerciale. Le régime d'exportation de Roumanie pendant la neutralité et après la guerre. I. Introduction (en Roumain). Bucarest.

Le régime de l'exportation jouissait d'une liberté absolue établie par la loi. Une seule dérogation y était possible, mais dans des cas tout à fait exceptionnels prévus par la loi.

L'article 12 de la loi générale des douanes prévoit en effet que le décret royal peut :

1) Interdire l'exportation des céréales et d'autres produits nécessaires à l'alimentation des hommes de même que celle des articles employés pour la nourriture du bétail.

2) Prohiber l'exportation ou l'importation de n'importe quel article dans un but de sûreté publique.

Mais la possibilité de faire usage de cette dérogation est bien restreinte. Le même article prévoit que les dispositions provisoires prises, par décret royal, doivent, dans le plus bref délai, être ratifiées par le Parlement.

Tel était le régime d'exportation au début de la grande guerre ; un régime de pleine liberté qui fonctionnait normalement et par lequel la Petite Roumanie avait acquis une remarquable prospérité, ainsi que les meilleures espérances pour l'avenir.

Pendant la guerre mondiale, le régime de liberté a été remplacé par un régime de restrictions et prohibitions qui a eu la même justification que dans les autres pays où il a été adopté.

Au début de la guerre, pour établir le nouveau régime, on a du invoquer l'article 12 de la loi générale des douanes, mais un peu plus tard, les attributions de réglementer l'exportation sont passées du pouvoir législatif au pouvoir exécutif.

Les diverses mesures prises pendant la neutralité pour réglementer l'exportation, se trouvent réparties en trois

périodes par M. Christodorescu dans son remarquable ouvrage : « Le régime d'exportation de Roumanie » (2).

SECTION PREMIERE

LA PÉRIODE 15/28 JUILLET 1914 — 1/14 AOUT 1915

En ce qui concerne le commerce de l'exportation, la liberté des transactions a été remplacée en bonne partie, par un régime prohibitif, pour pouvoir assurer l'approvisionnement de la consommation à l'intérieur.

Toute une série de décrets prohibitifs se succèdent pendant cette période.

Ainsi, on a prohibé : la sortie des aliments nécessaires à la consommation, celle des animaux de trait, comme de ceux destinés à l'alimentation et celle du pétrole brut. Ce dernier devait substituer le charbon dont l'exportation était défendue dans tous les Etats de l'Europe.

Etaient encore prohibés les médicaments, les instruments chirurgicaux, les substances oléagineuses, les peaux de toute sorte, les fourrures, les chaussures, les objets en cuir et toute une série de produits très variés. Et c'est dans cette période qu'apparaissent pour la première fois, les droits d'exportation et le régime des permis d'exportation.

Le maïs étant libre à l'exportation a soulevé de grandes discussions au Parlement, et, il en est résulté le dépôt d'une proposition de loi à la Chambre des députés, tendant à prohiber cet aliment si nécessaire à la population rurale.

(2) Gh. CHRISTODORESCU, directeur général de l'Union des Chambres de Commerce et d'industrie. Notre politique commerciale. Le régime d'exportation de Roumanie pendant la neutralité et après la guerre. Tome I. Bucarest (en Roumanie).

En dépit de ces discussions, la liberté de l'exportation du maïs fut maintenue. En échange le gouvernement, par le projet de loi du 10 mars 1915, a établi des taxes douanières sur le maïs, la farine de maïs et les haricots.

Les taxes de 45 lei pour 100 kg maïs, de 7 lei pour 100 kg farine de maïs et 30 lei pour 100 kg haricots, devaient être perçues en lei-or et à partir du jour où le projet de loi avait été déposé au Parlement.

Le même projet accordait, en cas de fermeture du Parlement, la possibilité d'instituer par décret royal des droits d'exportation sur les articles dont on avait besoin.

Les graves perturbations causées par la guerre dans la vie économique de l'Europe dont l'état devenait de plus en plus alarmant, la crise qui se faisait sentir partout, et la crainte d'un avenir incertain, ont contribué à créer une opinion favorable aux restrictions. Par la suite, les droits d'exportation finirent par se généraliser.

Cet état de choses était justifié par le fait que les demandes exagérées de l'étranger menaçaient, d'un côté, de priver la population d'articles nécessaires à la consommation, et de l'autre, élevaient tellement le coût de la vie, que la population peu aisée se trouvait dans l'impossibilité de s'approvisionner.

Presque en même temps que l'apparition de ces taxes douanières, on inaugura le régime des permis d'exportation pour les articles prohibés.

Ceux-ci étaient délivrés par le ministre des finances dans les cas suivants : 1° lorsque les produits nécessaires à l'approvisionnement accusaient des réserves disponibles susceptibles d'être exportées ; 2° dans le cas d'exportation avec compensation lorsque les Etats importateurs de produits roumains prenaient l'obligation d'ex-

porter en Roumanie les marchandises dont celle-ci avait besoin.

L'opinion publique n'a pas été favorable à ce régime; mais malgré cela, il est devenu la base du régime d'exportation.

Après l'éclatement de la guerre, une grande crise de crédit se fait sentir surtout dans le domaine de l'agriculture.

Pour empêcher la ruine, causée par le régime prohibitif, la crise de crédit et les difficultés de transport, les grands propriétaires organisèrent « L'Union centrale des Syndicats agricoles », institution reconnue comme personnalité morale et juridique. Ils commencèrent alors une action énergique pour soutenir leurs revendications et en même temps pour imposer à la politique agraire du pays les quelques solutions qui auraient pu remédier à la crise de crédit : la vente et l'exportation des produits agricoles, l'amélioration des transports et la construction d'entrepôts pour stocker les céréales.

Par la suite, les grands propriétaires ont été satisfaits.

SECTION II

LA PÉRIODE 1/14 AOÛT — 13/26 OCTOBRE 1915

Le trait caractéristique de cette période, est le retour à la liberté d'exportation. Par le décret royal N° 1886 du 30 juillet 1915, toutes les prohibitions concernant les céréales ont été supprimées.

Une grande quantité disponible de céréales, résultant non seulement de la récolte de 1915, mais aussi des réserves de 1914, dépassait beaucoup les nécessités de la consommation à l'intérieur. De là, la satisfaction accordée

aux agriculteurs qui réclamaient la liberté de l'exportation.

Le même décret royal qui supprimait les prohibitions, instituait de nouvelles taxes douanières sur les articles suivants : le blé, l'avoine, les pois, le seigle, l'orge, le millet, etc.

Toujours dans cette période, on a inauguré le régime d'exportation avec compensation. Par le journal du conseil des ministres N° 1221 du 31 juillet 1915, on a institué auprès du ministère des Finances la commission de compensation. Celle-ci devait se prononcer sur les demandes d'exportation et de transit des produits prohibés.

Mais l'importance de cette commission diminuera à la suite de la création de la commission centrale de vente et d'exportation des céréales à l'époque suivante.

De nouvelles mesures ont été prises pour la réglementation des transports et ainsi que pour l'exportation des produits de la récolte de 1915, laquelle, avec le stock de 1914, a été, au mois de décembre 1915, d'après les déclarations des détenteurs, estimée à 2.328.900 tonnes.

De cette quantité, après avoir réservé à la consommation intérieure 60 % de blé, 50 % de maïs, d'orge, de haricots, de pois et 30 % d'avoine, il restait à l'exportation 1.442.999 tonnes.

SECTION III

LA PÉRIODE 13/26 OCTOBRE 1915 — 14/27 AOÛT 1916

Ce qui caractérise cette période, ce sont, d'un côté, les mesures prises pour l'augmentation de l'exportation des produits disponibles et de l'autre, la préoccupation de la

valorisation des prix de vente ; dans les deux cas, la situation était bien défavorable.

Avant la guerre, le commerce de la Roumanie se faisait par eau ; mais les hostilités amenant la fermeture des détroits turcs, la Roumanie fut obligée de se créer des débouchés sur les marchés austro-hongrois et allemand.

Le régime des prohibitions dont nous avons déjà parlé, et les difficultés de transport des produits libres à l'exportation, ont fait diminuer l'exportation. Avant la guerre, elle accusait le chiffre annuel de 400-450.000 wagons ; tandis que de 1914 à 1915, pour les mêmes marchandises, elle n'atteint plus que 111.939 wagons.

Les grandes disponibilités de céréales accusant 1 million 442.999 tonnes, ont déterminé la suppression de la prohibition au mois d'août 1915 ; mais de nouvelles difficultés se dressaient pour empêcher l'exportation. Cette fois-ci, c'était la question des prix.

L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie étant les seuls débouchés pour la Roumanie, voulurent profiter de cette situation. Dans ce but, elles créèrent un monopole d'Etat pour l'importation des céréales, qui fonctionna par l'intermédiaire de trois sociétés instituées comme suit : *Zentral Einkaufsgesellschaft m. b. h.* en Allemagne ; *Kriegsgetreide Verkehrsanstalt* en Autriche et *Kriegsprodukten A. G.* en Hongrie.

Ces trois organisations d'Etat formaient ce que l'on appelle un consortium. Celui-ci se présentant comme le seul acheteur, poursuivait l'idée de contraindre les agriculteurs roumains à vendre leurs produits à des prix extrêmement réduits.

Le consortium a essayé par tous les moyens d'abaisser les prix ; entr'autres l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie

se sont même, pendant quelque temps, abstenues de tout achat de céréales, malgré le grand besoin qu'elles en avaient.

On espérait par là faire accepter aux exportateurs roumains les prix fixés par le consortium.

Pour mettre fin à une telle situation, les agriculteurs, par l'Union générale des Syndicats agricoles, votèrent une motion dans laquelle ils exprimaient le désir que la vente des produits agricoles à l'intérieur comme à l'extérieur, fût effectuée par des mesures analogues à celles qu'on avait prises dans les pays acheteurs.

Au mois d'octobre 1915, le gouvernement roumain établissait la Commission centrale pour la vente et l'exportation des céréales et de leurs dérivés, qui opposait au monopole germano-austro-hongrois, le monopole du commerce des céréales, le monopole des transports et le monopole des ventes. La même commission établissait des prix minima pour l'exportation des céréales et dérivés au-dessous desquels les agriculteurs ne pouvaient vendre leurs produits.

De même à l'intérieur, elle fixait des prix maxima pour mettre fin à la spéculation des articles de première nécessité.

La commission centrale a donné de bons résultats ; la vente, par son intermède, des céréales et de leurs dérivés, a été très avantageuse.

En quelques mois, elle a réussi à vendre 2.000.000 tonnes de céréales et dérivés dont la valeur totale était de 600.000.000 lei.

Le gouvernement anglais ayant proposé d'acheter tout le blé disponible, un contrat fut passé entre la Commission centrale et le Bureau britannique pour une quantité de 800.000 tonnes.

42.722 wagons 4716 kg furent livrés au Bureau britannique ; celui-ci paya 133.788.344 lei pour 42.684 wagons 8005 kg., le reste de 87 wagons 6711 kg. restait à payer.

Comme il était impossible de transporter le blé en Angleterre, on le déposa dans les entrepôts.

Le 14/27 août 1916, la Roumanie entre en guerre. Par la suite, une bonne partie du blé vendu au Bureau britannique est capturée par les armées germano-austro-hongroises qui avaient occupé les trois quarts du pays. Sur la demande de l'Angleterre, le reste en fut livré, pour la consommation, aux armées russes se trouvant en Moldavie, territoire qui n'était pas tombé sous l'occupation ennemie.

Après la guerre, la Roumanie a été obligée de restituer à l'Angleterre la somme entière qu'elle avait reçue pour le blé vendu. Celle-ci fut évaluée à 5.500.000 livres sterling, et pour la payer des bons du trésor furent émis (3).

Pour les produits exportés pendant la neutralité, les taxes douanières étaient perçues en lei-or; ce qui permit l'augmentation du stock métallique de la Banque Nationale (4). Par la suite, on a pu augmenter la circulation du papier-monnaie, en remédiant ainsi à la crise de crédit qui se faisait de plus en plus sentir.

A la demande des syndicats viticoles on a établi, par le journal du Conseil des Ministres N. 12539 du 9 décembre 1915, la Commission pour l'exportation du vin qui eut pour mission de fixer la cote du vin à exporter.

Pour tous les autres produits, excepté les céréales et le

(3) En raison de la baisse de la livre, après la guerre, la somme à payer a été plus élevée.

(4) Le stock métallique et les objets d'art expédiés à Moscou en 1916 ont été confisqués par les bolchevicks.

vin, on institua une Commission qui eut pour mission de délivrer deux sortes de permis d'exportation : permis d'exportation avec compensation et permis d'exportation sans compensation.

Pour délivrer les permis d'exportation avec compensation, on eut toujours en vue la consommation à l'intérieur ; tandis que les autres, délivrés sans conditions, furent soumis à une taxe de commission.

Telles furent les mesures prises pendant la neutralité pour la réglementation du commerce extérieur, qui durèrent sans changement jusqu'à la guerre.

CHAPITRE II

L'ÉPOQUE DE LA GUERRE

L'entrée en guerre de la Roumanie amena la stagnation complète de l'exportation ; et l'activité des trois Commissions dut cesser. On ne peut pas considérer comme exportation la sortie du pays, pendant l'occupation de quelques produits qui étaient en majorité butin de guerre.

A partir du 1^{er} décembre 1916 jusqu'au 31 oct. 1918, d'après les statistiques officielles de l'administration ou d'occupation, on a exporté du territoire occupé dans les pays ennemis : Allemagne, Autriche-Hongrie, Turquie et Bulgarie, les principales marchandises qui suivent :

1) Céréales, fourrage et autres aliments : 216.160 wagons.

2) Matières premières et autres produits : 42.243 wagons.

3) Produits pétrolifères : 114.080 wagons (5).

On a exporté encore un grand stock de volailles et d'animaux (6) :

Volailles	25.870 têtes.
Bêtes à cornes	86.292 têtes.
Moutons et chèvres	97.563 têtes.
Porcs	106.351 têtes.
Autres	100 têtes.

(1) Gh. CHRISTODORESCO. Notre politique commerciale. T. II. Buc.

(2) Gh. CHRISTODORESCO, *op. cit.*, p. 278.

Les statistiques officielles ne mentionnent pas les exportations clandestines que les Allemands faisaient au détriment de leurs alliés, les produits emportés par les soldats partis en congé, de même que les produits expédiés par paquets, par les soldats ennemis dans leur pays.

L'exportation des produits pétrolifères n'a pas été en rapport avec la production d'avant-guerre, car les armées roumaines pendant leur retraite au mois de novembre 1916, dans l'intérêt de la défense nationale et d'accord avec les alliés, démolirent les installations de l'industrie pétrolifère en Valachie au moment où celle-ci allait être envahie par l'ennemi.

Ayant grand besoin de pétrole pendant la guerre, les armées austro-allemandes firent tous leurs efforts pour faire fonctionner les installations détruites. Pendant l'année 1917, 44.000 wagons de pétrole brut furent ainsi extraits, et en 1918, après le départ des armées ennemies au mois de novembre, la production avait atteint 108.000 wagons, ce qui, avec les 50.000 wagons trouvés lors de l'occupation en 1916, fait un total de 200.000 wagons sortis du pays.

Les armées roumaines purent résister encore pendant une année dans le territoire libre de la Moldavie, où, malgré les faibles moyens dont on disposait, on avait pris certaines mesures de circonstance pour l'approvisionnement de l'armée et de la population ; cette dernière ayant augmenté par suite des nombreux réfugiés venus de la Valachie occupée. Plus de 500.000 soldats russes bolchevisés avaient abandonné le front et s'étaient répandus en désordre par tout le pays, ce qui contribua à rendre le ravitaillement difficile.

Au mois de novembre 1917, par le décret-loi N. 1314, la capitale de la Roumanie fut établie à Jassy, ainsi que la

Direction générale de l'alimentation qui avait pour mission de faire l'approvisionnement d'aliments, de boissons, de fourrages, de régler leur distribution et de fixer en même temps les prix de gros et de détail.

Aussitôt la guerre terminée, de grands efforts furent tentés pour donner une nouvelle activité au commerce extérieur du pays. Les premières mesures furent prises dans ce but au mois de juin 1918, peu de temps après la paix de Bucarest imposée par l'ennemi le 7 mai 1918. Les conditions de cette paix étaient tellement lourdes qu'elles rappelaient le régime imposé par les Turcs aux régions chrétiennes pendant le xv^e siècle.

Par le décret-loi N° 1323 du 3 juin 1918, on institua auprès de la Présidence du Conseil des Ministres, la Direction générale économique comprenant trois directions spéciales : direction de l'exportation, de l'importation et de l'approvisionnement. Le but de cette institution était de faciliter l'exécution du traité de paix qui, par ses conditions économiques, mettait la Roumanie dans un état d'esclavage vis-à-vis de l'ennemi.

Par la convention spéciale des céréales insérée dans le traité, la Roumanie était obligée de vendre à l'ennemi, pendant neuf ans, sa production de céréales, fourrages, oléagineuses, textiles, bétail, volaille, sans que celui-ci fût obligé de tout acheter.

Les produits disponibles refusés par les Puissances centrales ne pouvaient être exportées qu'avec leur consentement et après livraison des produits réservés pour elles.

De même, les légumes, les fruits, les œufs, les vins, susceptibles d'être vendus, devaient être mis à la disposition des Puissances centrales.

La même convention prévoyait encore l'établissement

d'une Commission d'exportation austro-allemande, et d'une Société austro-allemande d'achat ; de telle sorte que les produits agricoles étaient directement enlevés aux producteurs par les organisations austro-allemandes elles-mêmes, sans que l'Etat roumain y fut mêlé.

En ce qui concerne le pétrole, le traité de paix de Bucarest prévoyait l'obligation pour l'Etat roumain d'instituer le monopole du pétrole brut et la transmission de l'exercice de ce monopole à une société financière désignée par les austro-allemands. Tous les producteurs de pétrole étaient obligés de vendre leur production à cette société qui fixait elle-même les prix. La société devait établir chaque année, d'accord avec le gouvernement roumain, les quantités de dérivés pétrolifères nécessaires à la consommation intérieure ; le surplus du pétrole brut et des dérivés était exporté par cette société qui avait aussi le droit exclusif de cette exportation.

QUATRIÈME PARTIE

La politique commerciale de la Roumanie après la guerre

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

SECTION PREMIERE

INTRODUCTION

Avant d'aborder l'étude de cette époque, il est nécessaire, pour mieux comprendre la situation économique actuelle de la Roumanie, de dire quelques mots sur son territoire et sa population.

La Roumanie d'avant-guerre était formée de l'Union de deux principautés : la Valachie et la Moldavie, en 1878 elle avait acquis la Dobroudja, province transdanubienne qui lui donnait accès à la mer Noire.

« Cependant la Moldavie avait été démembrée presque à la même époque que la Pologne et du fait des mêmes puissances. En 1775, l'Autriche lui ravissait au Nord la Bucovine y compris la ville de Suceava, l'ancienne capitale historique de la Principauté; tandis qu'en 1812, la Russie réduisait la Moldavie à la moitié de son territoire, annexant toute la région comprise entre le Pruth et le Dniester, qu'ils désignèrent par le nom de Bessarabie. » (1).

En 1914, la Roumanie avait 137.903 km. c. et 7.900.000 habitants.

Par le traité de Versailles, elle a recouvré les provinces roumaines de Transylvanie, Bessarabie et Bucovine qui,

(1) Professeur ARGHIRESCO. Esquisse géographique de la Roumanie. 1926.

par leur apports, ont porté le territoire à 294.967 km. c. Après douze ans de paix, la population est montée à 19 millions d'habitants.

Par son étendue et sa population, la Roumanie est le huitième pays de l'Europe, si l'on excepte la Suède et la Norvège qui manquent de terres arables.

La Roumanie d'aujourd'hui n'a plus comme voisins les deux grands pays, l'Autriche-Hongrie et la Russie, dont la convoitise menaçait autrefois son existence.

A présent, elle a d'autres voisins et d'autres relations économiques et politiques.

Tout ce bouleversement géographique, économique et politique a beaucoup influencé le commerce extérieur. La structure économique même a subi de profonds changements.

La Roumanie d'avant-guerre était un pays presque exclusivement agricole ayant une industrie à peine naissante. Aujourd'hui, elle possède, par les provinces acquises, de nouvelles richesses très variées, des industries bien aménagées qui continuent à se développer et à prospérer. Dans de telles conditions, la réparation des désastres de la guerre aurait dû s'effectuer dans un bref délai, si des circonstances défavorables n'étaient pas survenues.

Si, pour les pays de l'Occident, la paix suivit immédiatement l'armistice du 11 novembre 1918, pour la Roumanie la situation est beaucoup plus grave. Elle ne jouit de la paix qu'à partir de 1921. Jusqu'alors elle doit mener une âpre guerre contre les bolcheviks hongrois, qui prend fin par l'entrée des troupes roumaines à Budapesth. Dans le même temps, elle doit garder sa frontière du Dniestr menacée par les bolcheviks russes qui déclarent en 1921 la guerre à la Pologne. Pour faire face au dan-

ger, la Roumanie est contrainte de tenir sous les armes beaucoup d'hommes qui lui coûtent énormément d'argent.

La reconstitution de la production nationale commence à peine trois ans après l'armistice, ayant même dès le début beaucoup de difficultés à surmonter.

Un fait d'une importance considérable a été la réforme agraire ; étant donné les nécessités politiques, elle a été accomplie aussitôt la guerre finie. Cette réforme d'une grande ampleur, dont nous parlerons plus loin, a eu comme conséquence le déplacement des forces productrices, car, par suite de l'expropriation pour utilité nationale, la majeure partie de la grande propriété a été partagée aux paysans.

De même, le manque de bestiaux, d'outils et de machines agricoles détruits pendant la guerre et surtout l'instabilité des conditions économiques font que la production agricole se reconstitue lentement.

Ce qui a beaucoup empêché la restauration économique, a été la désorganisation complète des chemins de fer du pays.

Pendant l'occupation, les armées ennemies avaient capturé presque tout le matériel roulant. En Moldavie, il n'a pas eu un meilleur sort, étant donné les grands dégâts causés par les armées russes bolchevisées.

Au moment de la retraite, les armées roumaines avaient détérioré les rails sur de longues distances et fait sauter les ponts sur les grandes rivières et même sur le Danube.

Les chemins de fer de Transylvanie, Bucovine et Besarabie étaient orientés vers d'autres centres économiques et politiques, ce qui présentait un inconvénient pour la nouvelle structure de l'économie nationale.

Comme nous avons déjà vu, les installations de l'industrie pétrolifère avaient été détruites pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi.

Telle était la situation de la Roumanie à la fin de la guerre.

La réfection du pays nécessitait l'investissement de grands capitaux qui, juste à ce moment, manquaient à l'intérieur où la crise se faisait sentir par suite de la disparition de la monnaie métallique. Toujours dans le même temps, on avait retiré la monnaie fiduciaire dans les provinces acquises.

Pour faire face à tous ces besoins multiples, l'Etat roumain a suivi l'exemple des autres pays de l'Europe, en contractant des emprunts à l'intérieur par souscription publique. En même temps, il demanda à la Banque Nationale, un grand emprunt sans couverture, inaugurant de la sorte une politique inflationniste.

A l'exception des emprunts contractés par l'Etat, la Banque Nationale a eu recours à l'inflation, en mettant à la disposition des autres banques les capitaux nécessaires à toutes les branches de la production.

Pendant les premières années, la politique inflationniste a eu comme résultat le redressement économique du pays. De 1920 à 1923, on a créé de nombreuses sociétés bancaires, commerciales et industrielles et l'on a refait l'inventaire de l'agriculture. Les anciennes industries reprennent le travail avec succès, tandis que d'autres nouvelles commencent à naître.

D'autre part les conséquences fatales de cette politique ne tardent pas à se faire sentir comme partout où elle a été pratiquée. La dépréciation monétaire devenant de plus en plus forte entraîne l'enchérissement de la vie et fait surgir beaucoup d'obstacles qui s'oppo-

seront à toute prospérité économique. Cet état de choses ayant de graves répercussions sur le budget, l'Etat roumain, pour faire face aux dépenses toujours croissantes, a dû faire de grands efforts pour trouver le moyen de les couvrir.

Malgré l'instabilité monétaire la dette publique à l'étranger est consolidée.

En 1929, l'événement le plus important pour l'amélioration de la vie économique, a été la stabilisation du *leu* par un grand emprunt extérieur de 105 millions de dollars. (La France en tête avec 22.000.000 de dollars.)

Une fois la stabilisation monétaire accomplie et en même temps assurée, les heureux résultats ne tardèrent pas à se montrer.

§ 1^{er}. — *Agriculture*

La Roumanie, dont la superficie totale est d'environ 30.000.000 hectares, est aussi étendue que l'Italie qui n'a que 31.000.000 hectares.

Elle dépasse de beaucoup l'Angleterre qui compte 23.000.000 ha., la Yougoslavie qui a 24.900.000 ha., et la Tchéco-Slovaquie qui n'a que 14.000.000 ha.

Voici pour l'année 1928, la répartition des terrains au point de vue de leur emploi :

Terres labourables	12.751.725 ha. ou	43,24 %
Prairies naturelles et pâturages.....	4.054.475 —	13,74 -
Cultures arborescentes et arbustes....	613.657 —	2,08 -
Bois et forêts	7.228.319 —	24,50 -
Bâtiments, chaussées, eaux, carrières, mines, terrains improductifs.....	4.848.497 —	16,44 -
Total des superficies...	29.496.700 ha. ou	100 » % ⁽²⁾

(2) *Annuaire statistique de la Roumanie*. 1928, p. 50.

Les terres labourables, qui occupent 43,24 % de la superficie totale, suffiraient à assurer l'existence d'une population au moins deux fois plus nombreuse. Les terres fertiles ne sont pas encore assez rationnellement cultivées.

La crise économique qui existe en Roumanie depuis ces dernières années a été surtout ressentie, comme partout en Europe et même dans le monde entier, par les exploitations agricoles. Le manque de capitaux et d'une organisation de crédit agricole à long terme et à faible intérêt, n'a permis ni de refaire l'inventaire d'outils et des machines agricoles, ni de se procurer des bestiaux pour les travaux des champs, ni de réparer les installations détériorées, ni de remplacer celles que l'ennemi avait enlevées pendant l'occupation.

Néanmoins le progrès est visible d'une année à l'autre. En 1921 les superficiesensemencées sont de 10 millions 042.898 ha. et en 1929 de 13.010.989 ha., dans un intervalle de neuf ans les superficiesensemencées ont augmenté de 3.000.000 hectares.

a) Cultures de céréales et d'autres plantes.

En 1929, sur 13.010.989 ha. de terres arables, les cultures de céréales ont occupé 11.271.715 ha. réparties de la sorte pour les cinq principales plantes : avoine : 1.212.700 ha. ; froment : 2.737.114 ha. ; maïs : 4.794.952 ha. ; orge : 2.053.575 ha. ; seigle : 312.839 ha. ; millet : 99.465 ha. Toutes les autres plantes ont occupé une superficie de 1.739.274 ha.

La production agricole de 1929, considérée comme une bonne récolte, a été de 132.436.000 quintaux.

b) *La réforme agraire.*

La réforme agraire est le fait le plus important qui se soit produit en Roumanie depuis l'unité du pays. Par son ampleur, c'est un acte révolutionnaire qui s'est accompli dans l'ordre le plus parfait. Avant la guerre même, la réforme agraire, se présentant comme une nécessité nationale, figurait déjà dans le programme d'un parti politique ; seulement sa réalisation a été hâtée par les événements survenus pendant et après la guerre. Des motifs d'ordre, d'équité et de prévoyance sociale ont présidé à l'accomplissement de cette grande œuvre. L'équité réclamait que les payans qui formaient 85 % de l'armée roumaine, une fois la guerre finie, devinssent propriétaires des terres qu'ils avaient si ardemment défendues au prix de leur vie. C'était une sage mesure de haute prévoyance sociale que de chercher à assurer l'existence des paysans, constituant la classe la plus nombreuse ainsi que l'élément solide d'un ordre inébranlable, malgré la proximité de la Russie soviétique avec tout son cortège de propagande subversive.

La terre partagée aux petits cultivateurs a été distraite, par voie d'expropriation, des domaines de l'état et de diverses institutions, de même que de ceux d'un grand nombre de propriétaires qui se sont résignés avec patriotisme devant la réalisation de cette nécessité nationale. Seuls les propriétaires hongrois de Transylvanie ont protesté et porter plainte à la Société des Nations, ce qui a donné lieu à la fameuse question connue sous le nom de « l'affaire des Optants hongrois » (3).

(3) Les Optants hongrois et leurs défenseurs voulurent porter ombrage à cette œuvre d'intérêt national et social en soutenant que l'expropriation a été un motif pour déposséder les propriétaires hon-

Il a été exproprié au total 6.008.094 hectares, dont 3.629.824 ont été partagés. Il reste 2.378.270 ha. en forêts et pâturages communaux et comme réserves de diverses catégories.

Sur 1.983.728 de paysans, 609.105 n'ont pas reçu de terres cultivables.

Tel est le résultat technique de la réforme agraire qui, par sa réalisation, a mis fin au problème le plus important, existant même avant la guerre.

La réforme agraire qui sur le terrain social a donné les meilleurs résultats, apportant la concorde et la paix à l'intérieur et tendant par le relèvement matériel et moral des laboureurs au nivellement des classes sociales, si nécessaire dans un pays démocratique, a eu cependant comme effet, au point de vue économique, pendant les premières années, le fléchissement de la production agricole. La diminution de la production s'explique par le fait que les paysans, prenant possession des terres la guerre à peine finie, n'avaient presque pas d'outils, de machines agricoles, de bétail pour les travaux des champs et en même temps pas de crédit pour pouvoir se procurer ce dont ils avaient besoin. Peu à peu l'inventaire fut refait, le bétail remplacé ; nous avons vu plus haut le réel progrès en ce qui concerne les superficiesensemencées (année 1921 : 10 millions 042.898 ha. et en 1929 : 13.010.989 ha.) et la quantité de céréales.

Les prohibitions édictées en 1919 et les taxes fixées à l'exportation pour les céréales ont constitué des entraves au développement normal de l'agriculture. Le

grois. Le tableau d'expropriation nous fait savoir que l'ancien Royaume, où les propriétaires ne sont que des roumains, a subi l'expropriation aussi bien que les provinces acquises.

manque d'une organisation de crédit agricole à long terme et à faible intérêt se fait ardemment sentir aujourd'hui, ont fait de grands efforts pour la réalisation d'une telle institution avec la participation du capital étranger. L'avalissement du prix des céréales survenu ces derniers temps a porté un lourd coup aux producteurs agricoles, mais le mal ne s'est pas fait sentir seulement en Roumanie et s'étend dans tous les pays de l'Europe. •

c) *Cultures diverses.*

Forêts. — Les forêts occupent une superficie de 7 millions 228.319 ha. c'est-à-dire 24,5 % de la superficie totale du pays. La superficie occupée par diverses essences est répartie de la sorte pour 1928 : 1.593.326 ha. de conifères, soit 24,6% ; 2.445.868 ha. de hêtres, soit 37,7% ; 1.347.553 ha. de chênes, ou 20,8 % ; 69.564 ha. d'ormes et autres essences, soit 1,1 %. Le bois constitue la troisième richesse du pays, après l'agriculture et le pétrole.

Culture de la vigne et des arbres fruitiers. — La Roumanie possède des terrains qui se prêtent admirablement à la culture de la vigne et des arbres fruitiers. Les superficies plantées de vignes s'accroissent constamment chaque année ; en 1929 elles occupaient 271.647 ha. avec une production de 7.224.071 hl. Les vins roumains sont recherchés pour leurs qualités supérieures.

Les arbres fruitiers se cultivent sur de vastes superficies ; en 1929 on en compte 209.321 ha. Les prunes sont employées pour la préparation de l'eau-de-vie, de la compote, de la marmelade, ou séchées.

Elevage du bétail. — Malgré les pertes considérables subies pendant la guerre, le cheptel s'est rapidement

reconstitué, de telle sorte qu'aujourd'hui le bétail constitue un élément important à l'exportation. Vers la fin de l'année 1928, le bétail se répartissant comme suit : chevaux : 1.944.700 ; bœufs : 4.433.697 ; buffles : 189.641 ; moutons : 12.800.557 ; chèvres : 386.045 ; porcs : 2 millions 831.524 ; mulets : 2.134 ; ânes : 10.405.

Pêcheries. — L'immense surface d'eaux douces que représentent le Danube et les lacs qui l'avoisinent, la bonne qualité de l'eau et le climat favorable, fait que la Roumanie possède les plus importantes pêcheries en eau douce de toute l'Europe. Déjà, dans l'antiquité, les poissons d'eau douce venant des bouches du Danube étaient fort recherchés en Grèce.

On retire annuellement des lacs de l'Etat environ 31.000.000 kg. de poissons dont la valeur dépasse la somme de 400.000.000 lei. Une exploitation plus intense pourrait en doubler la quantité. Le poisson est le troisième aliment d'origine animale, après le fromage et la viande.

Actuellement la Roumanie n'exporte que du caviar qui est considéré comme aliment de luxe.

§ 2. — *Le pétrole et les richesses minières*

Richesses minières. Richesses du sous-sol. — Le sol de la Roumanie recèle d'immenses gisements de pétrole, de charbons, de gaz naturel et de minerais. L'exploitation de ces richesses minières est en plein développement (5).

A l'exportation, le pétrole tient le second rang après les produits agricoles.

(4) Paul NICORESCO. *La Roumanie nouvelle*, p. 53. Bucarest 1924.

(5) A ce sujet, voir « Les richesses minières de la Roumanie », par JANENLESCO.

Les données ci-dessous nous font connaître la production d'après-guerre par rapport à celle d'avant-guerre, ainsi que la valeur de la production :

ANNÉES	PRODUCTION en tonnes	VALEUR en lei
1913.....	1.898.545	81.371.000
1919.....	855.542	143.590.000
1929.....	4.817.488	8.500.000.000

L'année 1913 représente le maximum de la production d'avant-guerre, et les exploitations et installations de l'industrie du pétrole ayant été détruites en Valachie par les armées roumaines au moment de la retraite, la production en 1919 n'atteint plus que 855.542 tonnes, mais en 1929, elle accuse le chiffre considérable de 4.817.488 tonnes, dont la valeur est de 8.500.000.000 lei.

Gaz naturel. — Le combustible s'obtient par captation dans les sondes de pétrole mais surtout à l'état naturel, presque pur. Il se trouve en abondance dans les couches de certaines régions de Transylvanie, où il émane à la surface de la terre, il est connu sous le nom de gaz méthane. Le gaz naturel est utilisé dans les établissements industriels de même que pour le chauffage et l'éclairage des habitations. La production du gaz naturel, presque pur. Il se trouve en abondance dans les la mesure des besoins. Ne tenant compte que des quantités livrées à la consommation, on en a utilisé en 1927 dans tout le pays, 439.037.943 m³, dont la valeur s'élève à 240.070.768 lei.

Mais nos ressources naturelles ne se bornent pas au pétrole et au méthane.

A côté de ces biens inappréciables existent de vastes

gisements de bauxite, qui devraient être la genèse d'une puissante industrie d'aluminium, des mines de charbons, épars en de nombreux points ; des mines d'or et d'argent exploitées dès l'antiquité par les Romains ; des minerais de fer, de manganèse, de chrome, de cuivre, de mercure, de soufre, de plomb, de bismuth, d'étain, de zinc ; de l'ozokérite, du bitume, etc...

Ajoutons que de nombreuses sources d'eaux minérales se rencontrent un peu partout, et que leurs qualités curatives rivalisent souvent avec celles des eaux similaires les plus réputées.

Cet ensemble autorise à affirmer qu'on ne trouverait nulle part une aussi grande variété de minerais, sur une étendue comparable à celle de la Roumanie.

Les richesses minières de l'Ancien Royaume, complétées par celles que fournissent les territoires nouveaux, constituent une base des plus solides pour l'organisation économique de la Roumanie actuelle.

SECTION II

PÉRIODE D'APRÈS-GUERRE

Une fois la guerre finie et les frontières ethniques reconnues par le traité de paix, la Roumanie se trouva dans une situation économique et financière qu'il ne serait point exagéré d'appeler désastreuse.

Les deux tiers de l'ancien royaume appauvris par l'occupation ennemie, la production complètement désorganisée, les chemins de fer et les grands ports détériorés, le matériel roulant enlevé par l'ennemi ou bien détruit pendant la guerre, le manque d'outils agricoles et de bétail pour travailler la terre, tout ce lamentable

état de choses détermina le pays, pourtant producteur de blé, à importer des céréales et ensuite tout ce dont il avait besoin pour sa réfection.

Le traité de Bucarest, forçant la Roumanie à livrer aux puissances centrales de grandes quantités de céréales et un bétail nombreux, a beaucoup contribué à sa misère. Quelques années de sécheresse ont encore aggravé la situation de l'agriculture.

Bien que la Roumanie soit par excellence un pays exportateur de produits agricoles, au cours de l'année 1919, elle a importé d'Amérique 229.175 tonnes de céréales et dérivés pour une valeur de 390.000.000 lei. Il fallait tout importer, sans avoir la possibilité de rien exporter.

La situation financière n'était pas meilleure non plus.

La qualité du billet de banque a énormément souffert par la confiscation du Trésor de la Banque Nationale, représentant la garantie métallique, déposé à Moscou « selon l'obligation imposée à la Roumanie par les Alliés et sous la garde des Alliés » (6).

L'or effectif monnayé (monnaies étrangères d'or) appartenant à la Banque Nationale de Roumanie représente une valeur de 322.729.504 lei-or ; avec les autres dépôts de la Banque Nationale et de la Caisse des dépôts et consignations, elle dépasse un milliard lei-or.

Une charge énorme qui a beaucoup aggravé la situation financière du pays, a été l'obligation pour l'Etat roumain de racheter l'émission forcée des billets de banque pendant l'occupation ennemie. Sur les 2/3 du territoire occupé, les Allemands ont émis une quantité de billets pour 2.173.000.000 lei ; ce qui représente une

(6) Paul NICORESCO. La Roumanie nouvelle. Bucarest 1924, p. 78.

valeur triple de celle correspondant à la circulation fiduciaire de la Roumanie en 1914, valeur qui montait à 640.495.000 lei.

L'émission a été faite par l'intermédiaire de la Banque générale, et la couverture métallique a été déposée à la Reichsbank de Berlin.

Les billets de la Banque générale ont été changés et payés par la Banque Nationale, sans que leur couverture ait été restituée, fait qui a considérablement augmenté l'inflation.

Ensuite, l'opération de l'échange des couronnes en Transylvanie et en Bucovine et des roubles en Bessarabie, faute d'avoir été retardée, a nécessité une somme de 6 milliards de lei.

En de pareilles circonstances la Roumanie, comme presque tous les pays qui ont fait la guerre, a dû subir la dépréciation continue de la monnaie nationale. En 1920 la valeur du leu-papier s'effondra à $1/12$, en 1921 à $1/17$, en 1922 à $1/30$, en 1923-1924 à $1/40$; enregistrant de brusques fluctuations il a baissé en 1926 à $1/45$ de sa valeur.

Dans de telles conditions, la politique du commerce extérieur de la Roumanie, influencée pendant les 5-6 premières années d'après-guerre par la baisse désastreuse de la monnaie nationale, est restée au second plan comme un simple corollaire de la politique financière de l'Etat.

Toutes les mesures prises pour remédier à la crise financière qui était la principale préoccupation du moment, ont eu un caractère exceptionnel en revêtant l'aspect de certains procédés mercantiles : prohibitions d'importation et d'exportation, autorisations spéciales, taxes générales à l'exportation et augmentation des taxes

à l'importation. Par ces moyens on revenait ainsi à l'époque du premier tarif autonome, d'avant 1875, où les taxes d'importation et les taxes d'exportation, *ad-valorem*, se trouvaient à la base de l'organisation douanière.

Importations

L'importation est soumise à un régime compliqué de prohibitions, de restrictions avec permis et de taxes de luxe en or, pour réduire ainsi l'importation des marchandises de luxe qui, n'étant pas absolument nécessaires, mènent à l'accroissement du passif dans la balance des paiements.

Ces mesures ne visent point la protection de l'industrie nationale, mais la nécessité d'enrayer continuellement la baisse du change.

Le premier décret-loi pour la réglementation des importations après la guerre a été celui n° 2.969 du 10 juillet 1919. L'article 2 est ainsi conçu : « Les marchandises de luxe, prévues dans le tableau A, ci-annexé, sont prohibées à l'importation, d'une façon absolue » (7).

De même nous trouvons dans l'article 3 : « Les marchandises de luxe, ou celles peu nécessaires, prévues dans le tableau 8 ci-annexé, ne pourront être importées que si le ministère de l'Industrie et du Commerce accorde une autorisation préalable ».

Le rapport présenté par le ministre de l'Industrie et du Commerce au Conseil des Ministres justifie ainsi les raisons de cette réglementation :

(7) DIMITRESCO, directeur général du Commerce. La politique commerciale de la Roumanie après la guerre. Un article de la revue *Correspondance économique roumaine*, n° 1, 1926, p. 11-12.

« A une époque où nous n'exportons rien, une importation trop considérable amène une dépréciation du change, et, par suite, une augmentation du coût de la vie. Nous devons en conséquence réduire, dans les premiers temps, nos importations jusqu'au jour où, par la concurrence entre les pays exportateurs, les prix de vente s'abaisseront.

« Les marchandises dont la consommation ne nous est pas absolument nécessaire peuvent être réparties en deux catégories :

« I. Marchandises de luxe proprement dites, dont la valeur est considérable, et que nous pouvons nous dispenser de consommer ;

« II. Marchandises peu nécessaires, mais occupant dans les habitudes de certaines classes sociales une trop grande place pour être négligée.

« L'importation des marchandises de la première catégorie devra être absolument interdite. Celles de la seconde catégorie pourront être importées seulement en vertu d'une autorisation spéciale du ministère, qui aura soin de n'en permettre l'importation qu'en petites quantités. »

Ce régime vise les nécessités du change.

Le tableau A des marchandises prohibées à l'importation, comprenait 70 articles du tarif des Douanes. Au cours de l'année 1920, par voie de décision ministérielle on a majoré le nombre des articles prohibés de 70 à 129 articles ; de sorte que le tableau A se trouva grossi de 59 articles du tarif douanier, qui jusqu'alors figuraient dans le tableau B comprenant les marchandises qui pouvaient être importées sur autorisation spéciale.

Les 129 articles représentent 15 % de l'ensemble du tarif douanier d'importation.

Ce régime a été modifié par de nouvelles décisions ministérielles, en faisant passer certaines marchandises d'un tableau à l'autre.

Un régime plus stable pour les importations a été établi par le *Journal du Conseil des Ministres*, n° 2.742, du 11-21 octobre 1921.

« Le nouveau Journal modifie l'ancien Décret-loi, en ce sens qu'il prohibe seulement quelques articles : il en réduit le nombre de 129 à 76 : plus tard même, ce dernier chiffre a été ramené à 46. Ainsi l'importation des deux tiers du nombre des articles précédemment prohibés est laissée libre, après acquittement des taxes de douane. Certaines marchandises sont soumises à la « taxe de luxe simple ou double de la taxe ordinaire ; d'autres sont frappées de la taxe en or décomptée au cours du jour » (8).

Tout le régime douanier depuis 1920 jusqu'au 31 août 1929, date de la mise en vigueur du tarif douanier actuel, a été déterminé par le décret-loi n° 3.583 du 23 juillet 1921 qui réglementait l'importation, et par la loi du 6 octobre 1920 qui autorisait le gouvernement à établir des taxes à l'importation et à l'exportation, comme suit :

« Le gouvernement est autorisé à établir par décret-royal, rendu sur la proposition du ministre des Finances, et après approbation par le Conseil des Ministres, des taxes à l'exportation, à les augmenter, les diminuer, les supprimer par la même voie.

(8) J. Gr. DIMITRESCO, directeur général du Commerce. La politique commerciale de la Roumanie après la guerre. Un article de la revue *Correspondance économique roumaine*, n° 1, 1926, p. 6.

« Ces taxes ne pourront excéder 50 % de la valeur des produits exportés ou importés.

« De même, le gouvernement est autorisé à augmenter, abaisser ou établir des taxes à l'importation supérieures, inférieures au tarif général des Douanes, ou non comprises dans ce tarif ».

Donc, il en résulte que le pouvoir législatif — le Parlement — seul en droit d'établir ou de modifier le régime douanier en Roumanie, renonçant au droit de légiférer en matière de tarifs, a transmis cette prérogative au pouvoir exécutif.

Ce déplacement d'attributions parmi les divers facteurs constitutionnels, en matière de politique commerciale, est une conséquence de la dépréciation monétaire et du besoin d'adapter le tarif douanier aux fluctuations continues du change international, éléments auxquels le lent mouvement de la machine parlementaire ne saurait aisément s'adapter.

Les gouvernements, influencés par l'énorme passif de la balance commerciale (en 1919 3.762.300.000 lei importations et 104.384.000 lei exportations), et par l'abaissement continu du leu, usant des attributions qui leur avaient été concédées et en même temps ayant la responsabilité de la situation, ont pris souvent des mesures de circonstances visant des buts immédiats, sans chercher à suivre un programme économique bien déterminé. Par la suite, les diverses dispositions qui se sont succédées, ont créé un régime d'instabilité néfaste aux transactions commerciales et au crédit du pays.

A partir de 1923, les prohibitions d'importation vont s'acheminer vers un régime de liberté, dont nous parlerons au chapitre de la politique douanière.

Exportation

Le régime de l'exportation, après la guerre, a été aussi très variable, très instable, et assez inconséquent (9).

Cette époque est divisée en cinq périodes, ayant chacune son caractère spécial. Les quatre premières comprises entre les années 1919 et 1929 ont le caractère commun suivant :

Le Parlement qui a seul le droit de légiférer, a transmis cette prérogative au pouvoir exécutif en matière de tarifs.

La deuxième période commence le 1^{er} août 1929 par la mise en vigueur du tarif douanier actuel, et le pouvoir législatif reprend ses pouvoirs de légiférer en matière de douane.

§ 1^{er}. — *Période du 1^{er} janvier 1919 — 1^{er} mai 1920*

An cours de cette période, on rétablit le régime des permis d'exportation, inauguré pendant la neutralité. Aucune marchandise ne peut franchir la frontière, sans l'autorisation préalable de la Direction spéciale d'exportation instituée dans ce but au ministère de l'Industrie et du Commerce.

Il est caractérisé par l'insertion de clauses spéciales en vue d'obtenir l'autorisation d'exporter les produits disponibles, car le pays était si approuvi que les seuls produits disponibles pour l'exportation consistaient presque uniquement en pétrole et en bois.

Les autorisations d'exportation dépendaient de deux

(9) J. Gr. DIMITRESCO, directeur général du Commerce. L'article cité, p. 10.

conditions qui constituaient deux principes nouveaux en cette matière : la participation de l'Etat aux bénéfices des opérations d'exportation et l'abandon à l'Etat des devises étrangères résultant de ces mêmes opérations.

L'exportation des produits pétrolifères a été entièrement organisée sur la base du premier principe et de l'accord intervenu entre le ministère de l'Industrie et du Commerce et les principales Sociétés pétrolifères.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce s'était réservé le droit de vendre pour son compte, quand l'intérêt général le réclamerait, les produits pétrolifères achetés aux producteurs au prix minimum fixé pour la consommation à l'intérieur, prix qui était considérablement inférieur à celui du marché mondial.

Le ministère de l'Industrie et du Commerce usant de cette clause avantageuse, contracta quatre transactions avec compensation, dont trois avec le gouvernement autrichien et une avec le gouvernement tchécoslovaque.

Les quatre transactions représentaient le total de 24.782 tonnes de divers produits pétrolifères, et l'on reçut en compensation du sucre et des locomotives pour les chemins de fer. Les sus-dites opérations exigèrent de grands sacrifices de la part des sociétés pétrolifères. Seulement pour la transaction avec la Tchécoslovaquie, atteignant 15.000 tonnes, les sacrifices dépassèrent la somme de 11.000.000 lei ⁽¹⁰⁾.

Les devises étrangères reçues pour les marchandises exportées, en vertu du second principe, étaient cédées au ministère de l'Industrie et du Commerce qui payait aux exportateurs la contre-valeur en lei sur le cours

(10) Gh. CHRISTODORESCO. Notre politique commerciale. T. II, p. 296.

établi par le service de contrôle des changes. Ce cours était toujours inférieur à celui du marché.

La préoccupation dominante de ce régime a été de satisfaire à quelques besoins économiques et financiers de l'Etat : se procurer des devises dans des conditions avantageuses pour le paiement à l'étranger, le cours de la monnaie nationale étant déprécié, et augmenter les revenus de l'Etat par la participation de l'Etat même aux bénéfices d'exportation des entreprises pétrolifères.

Nous constatons par ce procédé l'immixtion de l'Etat dans l'acquisition du pétrole.

Pendant cette période on a fixé, par le décret-loi du 12 janvier 1919, une taxe de commission de 2 % sur la valeur des marchandises autorisées à l'exportation, et, par un autre décret-loi du 7 juin 1919, une taxe d'exportation de 20 % *ad valorem* sur les marchandises exportées.

§ 2. — Période de 1^{er} mai 1920 — 27 novembre 1920

b) Le 1^{er} mai 1920 est mis en vigueur, par le décret-loi n° 1.573 du 10 avril 1920, un nouveau régime d'exportation qui n'a duré que quelques mois, ayant été radicalement modifié par la loi du 27 novembre 1920. Il a maintenu intégralement et même a généralisé le principe, qu'aucune marchandise ne saurait être exportée sans une autorisation préalable du ministre de l'Industrie et du Commerce, en donnant une forme légale aux simples dispositions de l'époque antérieur.

Les opérations d'exportation ont été partagées en deux catégories : opérations d'exportation exercées par les particuliers et opérations d'exportation exercées par l'Etat.

On créa au ministère de l'Industrie et du Commerce, une commission consultative dénommée « commission d'exportation », qui eut pour rôle de donner des avis sur la modalité d'après laquelle les particuliers devaient effectuer les exportations. Les avis étaient en réalité des arrêts sous l'approbation du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Une exception était faite pour l'exportation avec compensation. Les approbations en étaient réservées au Ministère, sus mentionné, par le règlement même de l'organisation de l'exportation.

Le principe de la participation de l'Etat aux bénéfices de l'exportation des produits pétrolifères, était basé, à la période précédente, sur l'accord intervenu entre le ministère de l'Industrie et du Commerce et les principales Sociétés pétrolifères. Par la suite, il a été consacré par la loi et généralisé pour l'exportation de toutes les marchandises. La même loi fixait aussi les cotes de participation de l'Etat. Par conséquent il a été reconnu à l'Etat le droit d'effectuer des opérations commerciales pour son compte, soit directement, soit par un consortium autorisé par lui.

Seulement, dans cette période le droit accordé a été plus catégorique et beaucoup plus grave.

Dans l'article 5 du décret-loi n° 1.573 du 10 avril 1920, le texte était ainsi formulé :

« L'Etat achète des marchandises de l'intérieur du pays pour l'exportation à des prix inférieurs. »

Sous cette forme le principe devenait plus dangereux, parce que l'Etat ayant le droit de faire opération commerciale pour l'exportation, pouvait acheter des marchandises aux producteurs aux prix internes maxima fixés par lui-même, et il ne faut pas perdre de vue

que les autorisations d'exportation pour les particuliers étaient à la discrétion de l'Etat qui pouvait accorder ou refuser à son gré. L'Etat pourtant n'a pas usé de ce monopole et les exportations ont été effectuées par les particuliers.

Un des principes qui constituait la base de la réglementation de l'exportation dans la période antérieure « la cession de devises étrangères à l'Etat » a été abandonné car on a estimé que c'était un obstacle à l'amélioration de la devise nationale, et on a décidé que le paiement des produits exportés serait fait en lei. Le service du contrôle des changes a été supprimé.

Dans cette période une nouvelle politique d'exportation a encore été inaugurée, c'est la politique de contingentement d'exportation.

Comme le régime de l'importation et de l'exportation a été soumis à diverses prohibitions et restrictions, par une convention avec l'Autriche il a été convenu que le gouvernement roumain est obligé pour un temps déterminé de laisser libre l'exportation d'un nombre de 55 articles fixés dans une liste, au moins jusqu'à la limite d'une quantité prévue, et le gouvernement autrichien a pris l'obligation pour le même temps et dans les mêmes conditions de laisser libre l'exportation d'un nombre de 146 articles. La convention a soulevé de grandes protestations et a eu des conséquences fâcheuses dans les rapports avec les autres pays étrangers qui, avec raison, ont demandé et obtenu le même traitement.

Avec la mise en vigueur de ce régime d'exportation, les taxes douanières de 20 % créées antérieurement ont été supprimées. Mais l'Etat doit percevoir pour les marchandises autorisées à l'exportation des taxes douanières *ad-valorem*, d'après certains coefficients.

Toutes ces réglementations sont faites par le pouvoir exécutif à qui le Parlement, par la loi du 6 septembre 1920 a concédé ce pouvoir qui lui appartient exclusivement. Cette loi autorise le gouvernement « à établir par décret royal rendu sur la proposition du ministre des Finances, des taxes à l'exportation ; à les augmenter, les diminuer ou les supprimer par la même voie ». — Ce régime a eu une courte durée en raison des mécontentements qu'il a soulevés.

§ 3. — *Période du 27 novembre 1920 — 8 juillet 1922*

Le 27 novembre 1920, une nouvelle loi a été votée pour la réglementation de l'exportation, qui décrète: « le gouvernement est autorisé par le journal du Conseil des ministres d'après la proposition du ministère de l'Industrie et du Commerce, à désigner les catégories de marchandises et de produits du pays qu'il est possible d'exporter. Dans le même conseil seront déterminées les conditions dans lesquelles sera faite l'exportation ».

Par cette disposition de la loi le pouvoir législatif concéda dorénavant au pouvoir exécutif l'attribut de la réglementation des exportations. Seulement, cet attribut exercé jusqu'à présent par le ministère de l'Industrie et du Commerce ou par les divers services des départements est maintenant attribué au gouvernement entier.

Dans cette période, les marchandises et tous les produits du pays ont été partagés en quatre catégories, on a établi pour chacune de ces catégories un régime d'exportation spécial.

1) Marchandises et produits prohibés à l'exportation : (régime prohibitif) : les denrées alimentaires, certaines matières premières, spécialement les métaux.

2) Marchandises et produits réservés pour les compensations de l'Etat (régime du monopole d'Etat) : le blé et ses dérivés, seigle, haricots et bétail de toutes espèces.

3) Marchandises et produits libres à l'exportation seulement sur autorisation spéciale (régime des autorisations d'exportation). Les autorisations n'étaient accordées qu'à condition de réserver une cote égale destinée à la consommation intérieure à des prix convenables.

4) Marchandises et produits libres à l'exportation sans aucune autorisation, seulement avec le paiement d'une taxe d'exportation (régime de liberté).

Les marchandises ainsi réparties ont été l'objet d'une série de modifications, provenant du passage de certaines d'entre elles d'un régime à l'autre, au commencement avec une tendance générale à augmenter le nombre des prohibitions.

Par une série de Journaux du Conseil des Ministres, on a décidé « la prohibition complète comme nécessaire, de l'exportation de tous les articles alimentaires, de première nécessité, afin d'assurer l'approvisionnement intérieur à des prix convenables, de faciliter l'exécution des contrats passés par l'Etat et d'arrêter la baisse de la devise nationale ».

Le régime des permis « a eu pour conséquence de laisser l'exportation à la discrétion des administrations publiques, qui purent la diriger non seulement pour des fins économiques basées sur des études et sur des statistiques, mais souvent pour des raisons de favoritisme politique ou personnel » (11).

Le premier pas vers la normalisation de l'exportation

(11) J. Gr. DIMITRESCO, directeur général du Commerce. La politique commerciale de la Roumanie après la guerre. Un article de la revue *Correspondance économique roumaine*, n° 1, 1926, p. 11-12.

a été franchie le 8 juillet 1922, lorsque le gouvernement prit les deux mesures suivantes :

1) On supprima le régime des restrictions en accordant la liberté au commerce intérieur et à l'exportation pour une série de produits agricoles, tels que : orge, avoine, haricots, pois, lentilles, trèfle, grains, luzerne, millet.

2) On institua pour chacun de ces produits une taxe douanière à l'exportation.

L'établissement de ce régime spécial de liberté avec taxes douanières fut regardé comme un régime de transitions successives du régime des prohibitions et restrictions à celui de la liberté complète.

Une fois commencée, la politique de normalisation de l'exportation a été poursuivie sans cesse.

§ 4. — *Période du 8 juillet 1922 — 1926*

d. Ainsi, entre le 8 juillet 1922 et le 20 octobre 1923, une autre série de marchandises soumises au régime des restrictions est passée au régime de liberté avec taxes douanières.

Dans le même but ont été prises les mesures suivantes: Le régime de premiers permis d'exportation fut supprimé pour tous les produits et marchandises du pays, en dehors de quelques articles à titre exceptionnel, comme : machines et outils qui ne pouvaient être exportés sans l'avis de la Commission Industrielle.

Le maintien des prohibitions d'exportation est justifié par la nécessité de garder dans le pays certains produits qui se trouvent en quantités insuffisantes et qui sont nécessaires à la défense nationale, ou considérés comme absolument indispensables.

La réduction des prohibitions se poursuivant, les articles prohibés à l'exportation, qui en 1920 étaient au nombre de 126, sont portés en 1923 à 53 et en 1926 tombent à 28.

Le maintien des taxes à l'exportation envisagé comme mesure de politique commerciale extérieure, est justifié dans l'exposé officiel des motifs de la loi :

— « Il est vrai que la dépréciation de la monnaie à l'intérieur stimule l'exportation et entraîne par la suite une importation payable en devises étrangères, ce qui nous mène très loin de la dépréciation de notre monnaie intérieure. En même temps, l'ouverture des frontières pour l'exportation des produits agricoles a comme conséquence immédiate une forte hausse du prix de ces produits jusqu'à concurrence de leur cours sur le marché mondial. Le résultat est une augmentation de la circulation monétaire à l'intérieur, pour que les transactions conclues sur les nouveaux prix soient possibles, ce qui aboutit à une nouvelle dépréciation de notre change.

« La protection de la devise nationale, la sécurité assurée à la consommation intérieure, grâce au contrôle de l'exportation, se concilient fort bien entre elles et provoquent une tendance vers l'offre plus considérable à l'intérieur, par suite d'une exportation difficile; le résultat est une baisse des cours sur les marchés de l'intérieur.

« L'abaissement du prix des produits alimentaires profite à tous les consommateurs et se répercute, en même temps que la réduction du coût des matières premières, sur le prix de revient des produits fabriqués devenus dès lors d'un placement plus aisé à l'intérieur, et capables de soutenir la concurrence sur les marchés étrangers.

« C'est pour cette raison que le maintien des taxes à l'exportation s'est imposé, en ces dernières années, comme une mesure nécessaire de politique commerciale extérieure, car elles constituent :

« a) Un moyen de modérer les prix à l'intérieur et par conséquent de les stabiliser dans l'intérêt d'une production normale;

« b) Un obstacle à l'accroissement désordonné de la circulation fiduciaire qui proviendrait d'une hausse brusque des prix jusqu'à leur parité sur les marchés mondiaux.

« Grâce aux devises à change fort que procurent à l'Etat les taxes d'exportation, la Banque Nationale réalise la couverture strictement nécessaire à l'émission; le maintien du cours du lei, et par conséquent sa stabilisation, se trouvent assurés, ce qui est le but suprême de toute politique de la monnaie et du change. »

Mais, les taxes d'exportation deviennent à un moment si élevées qu'elles équivalent, à leur tour, à une véritable prohibition. La situation désastreuse de l'agriculture réclamait des dégrèvements, tandis que l'équilibre du budget général de l'Etat, qui tirait en grande partie ses revenus des taxes sur les exportations, ne permettait que des dégrèvements lents et successifs au fur et à mesure qu'ils étaient remplacés par d'autres revenus.

Pour nous rendre compte de ce que représentent les taxes douanières d'exportation pour les revenus de l'Etat, il suffit de mentionner qu'en 1924, sur un budget de 30 milliards de lei, la valeur des taxes d'exportation était de 5.112.587.714 de lei, tandis que celle des taxes d'importation n'atteignait que 1.988.035.400 de lei. En même temps, la taxe d'exportation maxima perçue par wagon sur le blé, le maïs, l'orge était respectivement de 45.000,

30.000, 20.000; actuellement, par suite de nouveaux dégrèvements, elle est descendue à 1.800 lei.

Comme nous le voyons dans le stade actuel des taxes d'exportation, leur abolition totale ne représente pas de difficultés, même au point de vue fiscal, et elles vont disparaître, car des déclarations officielles ont été enfin faites en ce sens.

Actuellement, l'exportation comme l'importation sont gouvernées par la loi du tarif douanier mise en vigueur le 1^{er} août 1929. En abrogeant toutes les lois antérieures, on a mis fin à un régime d'instabilité si nuisible aux relations commerciales et si dangereux au point de vue économique.

La politique du commerce extérieur pendant les cinq premières années après la guerre, se caractérise par un manque de stabilité et de continuité dû aux mesures exceptionnelles prises pour régler l'importation et l'exportation ; ces mesures trouvent l'explication dans les difficultés même où la Roumanie se trouvait comme presque tous les pays qui ont pris une part active à la guerre mondiale.

Par suite de l'effondrement de la monnaie nationale et de la situation financière désastreuse, la politique du commerce extérieur est passée au second plan, réduite à un simple corollaire de la politique financière de l'Etat.

Pour remédier à la crise financière, on a adopté des procédés mercantiles, en ayant recours aux moyens les plus faciles, mais aussi les moins efficaces.

Les taxes d'exportation ont été regardées à un moment donné comme le principal instrument qui doit servir à l'amélioration d'une situation désespérée.

Basées sur le rôle de ces taxes d'exportation, deux politiques bien distinctes ont été poursuivies : l'une éco-

nomique pour comprimer les prix à l'intérieur ayant le double but de protéger les consommateurs et d'arrêter l'inflation monétaire avec toutes ses conséquences ; et l'autre fiscale pour équilibrer le budget.

Mais, les taxes d'exportation constituent une entrave à la normalisation de l'exportation, dont l'intensification ne saurait résoudre des problèmes d'une importance vitale : l'augmentation de la production nationale et l'amélioration du change.

L'accord de ces deux intérêts a été l'idée dominante dans les dernières années pour l'établissement des taxes douanières. Nous allons voir qu'en dehors des mesures à caractère exceptionnel indiquées ci-dessus, l'Etat roumain a fait de grands efforts pour arriver à rendre normal le régime douanier d'importation et d'exportation.

SECTION III

COMMERCE EXTÉRIEUR

§ 1. — *Le développement du commerce extérieur de la Roumanie pendant l'époque d'après-guerre, en comparaison avec la situation d'avant-guerre.*

Une comparaison des données statistiques relatives au commerce extérieur de la Roumanie d'après-guerre avec la situation d'avant-guerre nous permet de constater une différence considérable dans la structure économique de l'Etat roumain.

Sur un territoire sensiblement plus étendu qu'auparavant, avec une force de production et de consommation de beaucoup supérieure grâce à une population considérablement accrue, la nouvelle Roumanie enferme au-

jourd'hui entre ses frontières des industries importantes, comme l'industrie métallurgique, celle du gaz méthane, celle du bois, du ciment, des cuirs, des industries chimiques et textiles.

Les provinces recouvrées (Transylvanie, Banat, Bucovine et Bessarabie) constituent un apport de forces et de ressources considérables ayant déterminé un changement très important dans la structure économique du pays.

Les facteurs élémentaires qui caractérisent l'économie nationale d'après-guerre, comparés à la situation d'avant-guerre, se présentent ainsi :

	1913	1929
Étendue du pays . . .	137.903 kmq	295.000 kmq
Population	7,7 millions d'hab.	18,5 millions d'hab.
Surface cultivable . . .	6 — d'ha.	17,5 — d'hab.
Surface baissée.	2,5 — —	7,3 — —

La production annuelle se répartit ainsi :

	1914	1926
Produits agricoles	1.200 mill. de lei	2.085 mill. de lei
— animaux	100 »	350 »
— forestiers (sans les planches) . .	70 »	150 »
Production industrielle.	380 »	1.100 »
Production pétrolifère	100 »	200 »
	<u>2.050 mill. de lei</u>	<u>4.085 mill. de lei</u>

De ce tableau il résulte, si on garde la proportion d'accroissement des ressources et de la capacité de production du pays, que l'accroissement de la production annuelle n'a pas suivi le même pas. Les causes qui justifient ce ralentissement dans la progression normale de la production sont multiples et il est suffisant d'en rap-peler quelques-unes : ce sont surtout la rareté des capi-

taux et l'instabilité monétaire avec tout le cortège des mesures prohibitives et restrictives que nous avons vus ci-dessus.

Egalement de l'examen des chiffres du commerce extérieur dans la période qui a suivi la guerre, avec la situation d'avant-guerre, il résulte une disproportion entre l'augmentation de la capacité de production et l'augmentation de la production effective.

	IMPORTATION		EXPORTATION	
	Quantité (Tonnes)	Valeur (Lei or)	Quantité (Tonnes)	Valeur (Lei or)
1913.....	1.374.116	590.012.640	4.569.076	670.605.335
1916.....	1.145.298	504.240.522	3.127.449	451.890.823
.....				
1914.....	825.754	648.327.930	4.833.419	688.930.000
1925.....	899.925	723.505.000	4.664.892	697.715.000
1926.....	917.714	844.000.000	6.103.675	688.750.000
1927.....	990.097	967.775.000	7.346.812	1.090.912.929
1928.....		1.004.534.412		841.226.767

A la différence dans la structure économique du pays, correspond également une modification dans l'aspect du commerce extérieur. Ainsi, l'ordre dans lequel les principales catégories de marchandises participaient à l'importation totale du pays en 1914 et 1926 était le suivant:

	1914	1926
Métaux et ouvrage en métal.....	24.78 %	21.24 %
Textiles végétaux.....	14.76	25.81
Machines.....	8.53	10.11
Laine, poils et ouvrages de ces matières.....	7.02	7.35
Véhicules.....	4.45	6.09
Cuirs et articles de cuir.....	4.26	3.17
Objets en bois.....	4.26	1.44

De ce tableau, il résulte que pour certains produits industriels, et spécialement pour la métallurgie, les ouvrages en bois et les objets en cuir, malgré que le pays et les besoins de la consommation se soient accrus, on eut recours dans une plus faible mesure à l'étranger en 1926 qu'en 1914. Au contraire, la participation relative de l'étranger a augmenté pour les textiles végétaux, les machines et les véhicules (automobiles).

La transformation de la structure économique nationale roumaine ressort avec une plus grande évidence encore, si nous considérons la participation en pour cent des différents articles d'exportation dans les années 1914 et 1926 en comparaison avec l'exportation totale du pays.

	1914	1926
Céréales et dérivés.....	68.64 %	30.71 %
Pétroles et dérivés.....	18.22	32.80
Bois et produits en bois.....	2.73	14.74
Bétail.....	2.53	6.26
	<u>92.12</u>	<u>84.51 (12)</u>

On constate ici également un déplacement des disponibilités d'exportation des céréales vers le pétrole, le bois et le bétail, c'est-à-dire un déplacement d'exportation des articles purement agricoles, vers l'exportation des articles de l'industrie agricole, de l'industrie extractive et de l'industrie du bois.

Une comparaison entre l'exportation d'après-guerre avec l'exportation d'avant-guerre fait ressortir la situation suivante :

(12) Chiffres provisoires.

Moyenne des années 1911-1915 : lei or 605.320.489.

Moyenne des années 1919-1923 : lei or 379.321.250.

Moyenne des années 1924-1928 : lei or 812.437.285.

De cette comparaison, il ressort que les exportations d'après-guerre, par rapport à l'exportation d'avant-guerre, non seulement ne sont pas accrues, mais au contraire se trouvent en régression évidente, étant donné l'étendue et les possibilités actuelles du pays.

Cette situation s'explique non seulement par la crise de production, due au fait que nous n'avons pas encore reconstitué, même aujourd'hui, l'outillage nécessaire tant dans l'industrie que dans l'agriculture, mais encore aux difficultés du placement de nos produits par suite de la concurrence sur les marchés étrangers et surtout des barrières douanières que les divers pays acheteurs de nos produits ont élevées dans les dernières années, sous prétexte de protéger leur propre agriculture.

Ainsi on constate encore une régression sensible dans les dernières années en ce qui concerne l'exportation des dérivés des produits agricoles, c'est-à-dire de ceux qui représentent un premier stade d'industrialisation. L'exportation du bétail marque un recul sensible, si nous tenons compte qu'avant la guerre, la Roumanie exportait 50.000 bœufs, 100.000 moutons, 100.000 porcs, tandis que la Transylvanie en exportait à la même époque respectivement 90.000, 60.000 et 210.000. Il serait normal — puisque ces pays ne forment aujourd'hui qu'une seule unité économique — que notre exportation atteigne par catégorie les totaux de ces chiffres, soit 140.000 bœufs, 160.000 moutons et 310.000 porcs. En effet, les quantités exportées n'accusent après guerre qu'une moyenne de

70.000 bœufs (1/2), 80.000 moutons (1/8) et 150.000 pores (1/2).

Un autre changement s'est effectué dans la participation des principaux pays aux exportations de la Roumanie et un déplacement des centres d'approvisionnement se fait sentir aux dépens de l'Allemagne, en faveur des États successeurs de l'Autriche, de la France et de l'Italie.

Tous ces changements imposent une autre politique commerciale à la Roumanie d'après-guerre, par rapport à ce qui a été avant guerre, il faudra surtout s'efforcer de rechercher une nouvelle méthode de conventions capable d'assurer des débouchés aux produits agricoles.

§ 2. — *Importations — Exportations* (13)

Les importations de la Roumanie après la guerre marquent une ascension continuelle et assez rapide durant toute une première période et elles commencent à diminuer dans l'époque suivante jusqu'à nos jours. Ainsi, les importations de l'année 1919 représentent la somme de 3.762.300.000 et par un accroissement régulier atteignent dans un intervalle de sept ans, c'est-à-dire en 1926, le chiffre le plus élevé d'importation, soit 37.135.032.000. Depuis 1926, les importations sont en baisse continuelle et en 1929, elles sont tombées à la somme de 29.896.504 lei, représentant une différence d'à peu près 8 milliards.

Le chiffre record de 1926 peut s'expliquer par un accroissement passager de la capacité d'achat de la Roumanie, mais mieux encore par la dépréciation du leu,

(13) Voir le tableau p. 27.

qui nous obligeait à payer plus cher, en monnaie du pays, une même quantité de produits. Sa revalorisation a été un commencement d'adaptation des prix au niveau mondial, au cours de l'année 1927, mais elle a eu un effet contraire au précédent, c'est-à-dire qu'il fallut déboursier moins de lei pour une même somme de marchandises importées.

En 1928 et 1929, la crise économique engendrée non seulement par la revalorisation mais aussi par l'avilissement du prix des produits agricoles prend une ampleur de plus en plus grande, provoque une baisse réelle du pouvoir d'achat du pays et diminue ainsi la quantité des marchandises importées. La même tendance d'une baisse à l'importation s'observe dans l'année 1930.

En regardant les chiffres de l'exportation on remarque des fluctuations encore beaucoup plus accentuées dues aux éléments excessivement variables sur lesquels on peut se baser.

La Roumanie pays de production essentiellement agricole, ne se trouve pas seulement sous l'influence des facteurs monétaires et de la conjoncture du marché international, mais surtout sous l'influence du facteur climatologique. Les exportations sont étroitement liées à trois grandes catégories de produits : 1) la production agricole, 2) la production du pétrole et de ses dérivés, 3) la production du bois. Et, comme l'importance relative de la production agricole est incomparablement plus grande que celle de la production industrielle (122 millions pour la production agricole contre 70 millions en 1927), il s'ensuit que toute la vie économique roumaine se trouve dépendre directement de l'influence du facteur climatologique.

En regardant le tableau d'exportation pendant la pé-

riode qui a suivi la guerre, on remarque dans les dernières années des oscillations sensibles. Les exportations qui depuis 1919 ont suivi une augmentation continue dépassant dans les années 1926 et 1927 la somme de 38 milliards, descendent en 1928 à 26.919.257.000 lei et en 1929 ne représentent plus que la somme de 28.914.000.000 lei.

Si pour l'année 1928, la diminution de la valeur des exportations qui représente presque 12 milliards lei s'explique par la grande sécheresse, on ne trouve pas la même justification pour l'année 1929 dont la valeur des importations est presque de 10 milliards en moins qu'en 1927.

L'année 1929 est considérée comme moyenne au point de vue de la production agricole, ayant des disponibilités normales pour les exportations. Donc, il faut chercher des justifications ailleurs et nous les trouvons dans l'avalissement du prix des céréales et par le manque de débouchés pour le placement des produits agricoles.

Les pays acheteurs de produits agricoles ont augmenté successivement les taux d'entrée sur ces produits qui équivalent à une quasi-prohibition. La protection de l'agriculture nationale est le prétexte invoqué. Il faut remarquer qu'ils émanent de pays éminemment industriels comme l'Allemagne.

En face de telles perspectives, la politique des débouchés prend une place capitale dans la politique commerciale de la Roumanie, préoccupation qui n'existait pas jusqu'à ces dernières années, car l'écoulement des produits roumains se faisait facilement sur les marchés étrangers.

§ 3. — *La balance commerciale*

La balance commerciale pendant l'époque 1919-1929 se solde en général par un déficit. Pour la majeure partie des cinq premières années, les déficits sont appréciables, dépassant la somme de 4 milliards de lei. En moyenne, le solde déficitaire dans l'époque quinquennale de 1919 à 1923 représente 856.144.191 lei. Cette passivité de notre commerce extérieur pendant les trois premières années s'explique d'une part, par la faible production agricole, le pays étant dévasté pendant la guerre et dépourvu d'outillage agricole et d'animaux de trait, et d'autre part par des importations assez élevées pour remplacer l'outillage agricole et industriel et le matériel ferroviaire. Il était donc normal que la balance commerciale penchât beaucoup en faveur de l'importation et que notre monnaie subit partiellement d'importantes baisses, conséquence de cette passivité.

En 1922 et 1923, grâce à des récoltes favorables, la balance commerciale se solde avec d'importants excédents. Le total des importations pendant toute cette époque représente 18.354.000.000 lei, tandis que les exportations correspondantes sont de 14.246.000.000 lei, donc un solde défavorable de 4.108.000.000 lei. Dans la période suivante de 1924 à 1929, les oscillations de la balance commerciale sont encore plus accentuées, provenant soit de la baisse de la production agricole, par suite de la sécheresse, soit encore par suite de la valeur trop élevée de l'importation roumaine (14).

Le chiffre le plus élevé des importations, soit 37,1 mil-

(14) Eugène GIURGEA, sous-directeur de l'Institut de statistique général de l'Etat. Considérations sur le commerce extérieur de la Roumanie pendant les cinq dernières années. *La Roumanie économique*, n° 3-4, mars-avril 1930.

liards lei a été atteint en 1926, et depuis cette date on constate une baisse continuelle : 33,8 milliards en 1927, 32,1 milliards en 1928 et 29,9 milliards en 1929. Le chiffre élevé de 37,1 milliards en 1926 peut s'expliquer, comme nous l'avons remarqué plus haut, par un accroissement passager de la capacité d'achat de la Roumanie, mais mieux encore par la dépréciation du leu, qui nous obligeait à payer plus cher, en monnaie du pays, une même quantité de produits. La revalorisation du leu en 1927 a eu un effet contraire, c'est-à-dire qu'il fallait déboursé moins de lei pour un même tonnage de marchandises.

La balance commerciale déficitaire en 1928 et 1929, malgré la baisse des importations s'explique pour la première année par la grande sécheresse, l'exportation descend à 26,9 milliards lei au lieu de 38,1 milliards l'année précédente tandis que pour l'année 1929, dont le déficit est beaucoup moins important (981.570.000 lei), l'explication doit en être recherchée dans la baisse considérable du prix des céréales sur le marché mondial.

On constate encore, que dans cette même période, le prix des produits agricoles recule sensiblement, tandis que le prix des produits industriels marque une tendance à la hausse. Il s'ensuit un déséquilibre économique qui fait qu'un pays vend ses produits à l'extérieur à vil prix et paie en même temps plus cher ses exportations.

Ce sont à présent les inconvénients des pays où l'agriculture occupe une place dominante dans leur structure économique.

La balance commerciale des dernières années montre assez clairement que la Roumanie en tant que pays agricole est en train de souffrir de ce malaise.

CHAPITRE II

LA POLITIQUE DOUANIÈRE ET COMMERCIALE

SECTION PREMIERE

LES TARIFS DOUANIERS

Les mesures de caractère exceptionnel qui ont déjà été envisagées ne se sont pas montrées suffisantes et l'Etat roumain a pris d'autres mesures pour arriver à un régime douanier normal tant pour les exportations que pour les importations.

L'effondrement de la monnaie nationale, aggravant énormément la situation financière qui était devenue la préoccupation primordiale du pays, a fait passer au second plan toute préoccupation de politique du commerce extérieur, transformée en un simple corrolaire de la politique financière de l'Etat.

Les cinq premières années qui suivirent la conclusion de la paix sont caractérisées par les faits suivants :

« Depuis 1919 et jusqu'à présent (1928) nous avons fait une politique d'opportunisme économique et fiscal en manœuvrant à l'aide de prohibitions et de permis, de taxes d'importation et de contingentements. Une orientation unitaire nous fait complètement défaut.

Nous en sommes réduits à des mesures momentanées en fonction du change. Un retour à la situation normale et aux principes de base des anciennes conventions commerciales « ne sera possible, à notre avis, qu'après que

nous aurons réalisé la stabilisation définitive de notre monnaie. » (1).

En général, pendant toute l'époque d'après-guerre, la politique douanière de la Roumanie a été le résultat de deux séries de tendances motivées par les circonstances anormales de la situation économique (2).

Une de ces tendances a consisté dans l'adaptation des taxes douanières aux variations de la valeur des marchandises résultant de la dépréciation continuelle de la monnaie nationale et du renchérissement réel des marchandises par rapport à leur valeur or d'avant-guerre.

Comme les prix mondiaux et nationaux se trouvaient dans une continuelle oscillation, il fallut reviser périodiquement les bases mêmes de la taxation.

D'autre part, la politique commerciale d'après-guerre a été déterminée par la tendance à adapter la nomenclature douanière et le degré de protection à la nouvelle structure de l'économie nationale résultant de l'apport industriel des nouvelles provinces.

Les nouvelles industries assez importantes, qui n'existaient pas dans l'ancien Royaume, réclamèrent au point de vue de la protection industrielle les mêmes droits que ceux accordés aux industries de l'ancien Royaume.

Toutes les modifications de tarifs d'après-guerre ont eu pour but d'adapter les taxes douanières aux deux exigences exposées plus haut. Ainsi la modification du 20 avril 1920, celle du 1^{er} juillet 1921 (Titulesco), du 22 juillet 1924 (Bratiano), du 26 mars 1926 (Bratiano), du 10 avril 1927 (Manoilescu). Le tarif douanier applicable aujourd'hui, dont la mise en vigueur date depuis le 1^{er}

(1) La balance commerciale de la Roumanie. Un article dans la revue *La Roumanie économique*, octobre 1926.

(2) Exposé des motifs de la loi du tarif douanier de 1929.

août 1929 (Madgearu) a été élaboré après la stabilisation légale de la monnaie nationale. Mais, tandis que toutes les autres modifications tarifaires ont été élaborées dans un esprit de protection de l'industrie nationale commencée en 1887 et continuée en 1893, 1906 (tarif Costinesco) ayant pour l'industrie une attention spéciale, le dernier tarif de 1929 est élaboré sur les bases d'une nouvelle conception qui accorde la priorité à l'agriculture. Par ce tarif sont ménagés en premier lieu les intérêts de l'agriculture qui reste à la base de la production du pays, les autres genres de production n'étant favorisés qu'ensuite et particulièrement ceux qui peuvent se développer normalement.

La déviation de la ligne traditionnelle de l'ancienne politique douanière et commerciale, en quelque sorte favorable à la protection de l'industrie nationale, est inaugurée à la fin de l'année 1928. C'est alors qu'est arrivé au pouvoir le gouvernement actuel avec une autre conception économique.

*
**

Le tarif douanier d'avant-guerre, appliqué en Roumanie, a été le tarif de 1906 de M. Costinesco. Nous avons vu que le système adopté était celui du tarif général, auquel étaient accordées des réductions par des conventions. Il avait un caractère protectionniste. Des exemptions étaient accordées seulement aux vraies matières premières, à l'exclusion des produits demi-ouvrés. Sur la base de ce tarif ont été conclus des conventions et des accords de commerce, quelques-uns tarifaires, par les réductions et les consolidations de quelques taxes du tarif général, pour un temps déterminé, ou d'autres sur la clause de la nation la plus favorisée.

Après la guerre, la Roumanie a été obligée d'importer de grandes quantités de marchandises et notamment de l'outillage industriel pour les fabriques détruites et pour celles qui se constituaient. Pendant cette période, les taxes du tarif douanier d'avant-guerre ont été perçues à l'importation, mais par suite de la baisse du leu, toute protection de l'industrie nationale disparut. Sous ce régime, les importations en 1919 atteignent la somme de 3.762.300.000 lei tandis que les exportations ne représentent que 104.384.000 lei.

En 1920, les premières mesures de protection ont été prises. Seulement, les besoins des importations étaient si grands que les mesures furent très modérées.

Ainsi, par le tarif du 20 avril 1920, la première modification des tarifs consiste dans l'adaptation, dans une mesure insuffisante, des taxes douanières, à la dépréciation de change, en multipliant les taxes du tarif de 1906 par un coefficient fixé à 5. Par rapport à la baisse du leu et à l'augmentation des prix, l'augmentation ne représentait pas même 50 % de celles qui auraient dû être appliquées. Mais comme la dépréciation du change continuait, les importations dépassant énormément les exportations, un nouveau tarif fut élaboré et mis en vigueur le 1^{er} juillet 1921 .

Ce tarif s'efforçait de réaliser et réalisait en partie une première adaptation de la politique douanière de la Roumanie à la nouvelle structure économique de l'Etat Roumain, en accordant une juste protection à certaines industries apportées par les provinces réunies et spécialement les industries métallurgique, chimique, céramique et textile, puis les industries du bois, du ciment et du cuir.

Etant établi sur des taxes spécifiques, sans coefficient

de majoration, il ne pouvait s'adapter à la situation variable du marché résultant de la dépréciation continuelle de la monnaie et une nouvelle modification fut effectuée en 1924.

Par le tarif de 1924 (Brateano), pour la première fois depuis la guerre, on tente d'introduire la stabilité dans la protection de l'industrie nationale. Dans l'exposé des motifs, nous trouvons indiqués par le Ministre des Finances, M. V. Brateano, les tendances et le but qui sont poursuivis pour la révision du tarif douanier.

1. Encourager plus loin le développement de l'industrie nationale assez bien représenté dans le nouvel Etat.

2. Instituer les taxes des importations de telle manière qu'elles n'aient pas comme conséquence une brusque hausse des prix et une augmentation de la cherté de la vie.

3. Les producteurs industriels ne doivent pas fonder leur activité uniquement sur les taxes tarifaires, mais par une diminution des dépenses et l'augmentation de la production ils doivent trouver la rémunération de leur travail et des capitaux engagés.

4. Le tarif douanier doit servir de base précise pour les négociations avec les autres pays pour la conclusion des conventions commerciales si nécessaires au placement de nos produits.

Dans ces quatre points sont résumées toutes les conceptions et les tendances de la politique économique et commerciale de la Roumanie exprimées par le Ministre des Finances, le représentant le plus qualifié dans les questions économiques du gouvernement alors au pouvoir.

La particularité de ce nouveau régime douanier consistait dans le passage du système du tarif général con-

ventionnel que nous appliquons depuis 1875 — en exceptant la période de 1891 à 1904 — au système du tarif autonome minimum. Ce tarif était appliqué sans distinction, à tous les pays qui nous accordaient également le régime minimum. Tandis qu'aux pays susceptibles d'employer un tarif plus défavorable que les autres Etats, était appliqué le tarif de représailles, consistant en une majoration de 300 % des taxes douanières. Les taxes du tarif étaient évaluées en monnaie or. Pour leur perception en lei papier, elles devaient être multipliées par le coefficient 30.

Mais la monnaie enregistre de brusques fluctuations et même n'atteint plus en 1926 que le 1/45 de sa valeur. D'autre part, l'ancienne nomenclature du tarif douanier, encore maintenu, se révèle entièrement insuffisante pour correspondre au développement industriel de la Roumanie reconstituée. C'est alors que le gouvernement Brateano décide de reviser la nomenclature et les taxes de tout le tarif douanier. Comme ce travail exigeait un temps prolongé, il fut procédé à une révision progressive du tarif. Ainsi, par le décret Royal du 26 mars 1926, de nouvelles taxes douanières furent mises en application pour les deux catégories les plus importantes, la métallurgie et les textiles. La métallurgie passa de 194 articles à 461 et les textiles passèrent de 162 articles à 249. Une majoration de 50 % à 100 % des taxes par rapport aux taxes antérieures correspondait à cette discrimination pour les articles protégés. D'autre part, le nouveau tarif réduisait de 300 à 200 % la supertaxe de pénalisation.

Le tarif de 1926 a été aussi un tarif minimal autonome avec taxe en or, multipliée pour leur perception en lei papier par le coefficient 30, pour les sousesdites catégories

et pour le reste par 40. Le coefficient devait être modifié à diverses époques pour concorder avec les variations du change et l'indice du prix des marchandises.

L'application de ce tarif n'a eu qu'une courte durée. Le nouveau gouvernement (Averesco) qui vint au pouvoir en mars 1927, considéra que les taxes accrues sur la métallurgie et les textiles étaient trop élevées et l'on procéda à une première modification provisoire de ces catégories, consistant dans une réduction arithmétique de toutes les taxes.

L'application d'un nouveau tarif a été faite en 1927 (Manoïlesco) qui est le premier tarif douanier complet, établi pour répondre à la nouvelle structure économique du pays.

Il a eu comme premiers buts la défense de la monnaie nationale et la préparation du terrain pour une future stabilisation.

En ce qui concerne la protection accordée à l'industrie nationale, on a tenu compte de l'utilité de consommation de chaque article. On a dégrevé les taxes prohibitives qui frappaient les articles dont la fabrication dans le pays ne pouvait être assurée. Les prohibitions et les droits exagérés sur les marchandises de luxe ont été supprimés. En cela, la Roumanie a suivi l'exemple des Etats qui, s'inspirant des résultats des conférences de Porto-Rose et de Genève, ont compris que la suppression des prohibitions entraîne la suppression des contrebandes, l'augmentation des revenus de l'Etat, la facilité du commerce et l'allègement du coût de la vie.

Par la loi douanière de 1927 on introduit un système de trois tarifs : l'un minimal, l'autre général et le troisième dénommé tarif réservé.

Le tarif général était destiné à servir de base aux né-

gociations des conventions et ne pouvait en aucun cas descendre, à la suite de ces négociations, au-dessous du tarif minimum.

Le tarif réservé, qui contenait un nombre restreint d'articles, avait pour but de permettre au gouvernement de modifier le tarif en ce qui concerne ces articles, pour lutter contre le dumping éventuellement pratiqué par un ou plusieurs états étrangers.

Ce tarif a été remplacé le 1^{er} août 1929 par le tarif (Madgearu) qui est aujourd'hui en vigueur.

En général, tous les tarifs et leurs modifications dans la période d'après-guerre que nous avons étudié jusqu'ici, sont dominés par la tendance à ménager les intérêts de l'industrie. La balance qui tient en équilibre les divers facteurs économiques du pays s'est toujours inclinée en faveur de l'industrie, quand il s'agissait de choisir entre les deux intérêts : celui de l'industrie ou celui de l'agriculture.

L'industrie en Roumanie est assez importante et toutes les branches de l'activité industrielle sont représentées dans le pays. La politique poursuivie, a tenu compte non seulement de son existence mais encore de la possibilité de son développement futur. L'industrie roumaine produit avant tout pour la consommation intérieure.

D'après les statistiques de l'année 1926, l'industrie indigène couvre en moyenne 56 % de la consommation du pays en articles industriels. La valeur de la consommation intérieure de la Roumanie en produits industriels est évaluée à 62 milliards environ, dont 35 milliards reviennent à l'industrie nationale ⁽³⁾.

D. GIORGHIU. La politique douanière et commerciale de la Roumanie d'après-guerre, comparée à la politique d'autres Etats. Bucarest 1929.

Cette situation s'est modifiée dans les années suivantes de sorte que l'industrie indigène couvre maintenant 70 % de la consommation du pays en articles industriels, ainsi qu'il est indiqué dans l'exposé des motifs de la loi douanière de 1929.

La politique économique et commerciale vise la tendance d'une élévation de la production de l'industrie nationale, au niveau de la consommation intérieure du pays.

La formule que la Roumanie est un pays agricole à tendances industrielles se trouve mieux concrétisée dans les quelques mots prononcés par M. V. Brateano quand il s'exprime ainsi :

« Ce procès, de satisfaire par l'industrie à tous les besoins propres, qui se sont manifestés avec intensité pendant les dernières années, ne tardera pas à aboutir à sa résolution, et l'industrie roumaine passera plus tôt que nous croyons à la seconde phase : celle de l'exportation du surplus de sa production. » (4).

Mais la valeur de la production industrielle est dépassée de beaucoup par celle de la production agricole qui est la production de base du pays. Ainsi, en 1923, la valeur de la production agricole est évaluée à 71 1/2 milliards de lei (5). De même en 1927, 122 milliards pour la production agricole contre environ 70 milliards pour la production industrielle.

Si l'encouragement à l'industrie nationale ne favorise pas momentanément les intérêts de l'agriculture, son

(4) Vintila BRATEANO. La situation économique créée à la Roumanie nouvelle après la guerre. Volume *Politique externe*, l'année 1923-24. Bucarest 1925, p. 171.

(5) ST-CHICOS. Le problème de l'exportation et la production nationale. Bucarest 1926 (en roumain).

développement est la garantie future de la prospérité de celle-ci.

En effet, le développement de la production industrielle dans un pays agricole satisfait à un triple besoin : financier, car il augmente les revenus du budget, social par l'absorption du surplus de la population et économique parce qu'il étend le marché de consommation de la production agricole.

Sans aborder toutes les considérations sur la différence de la productivité de l'industrie et de l'agriculture (7) l'existence même de l'industrie est nécessaire comme un stimulant pour la prospérité de l'agriculture, et de supprimer les inconvénients résultant d'une production uniquement agricole et qui s'expriment par de mauvaises récoltes et des crises économiques. Une mauvaise récolte entraîne toujours un abaissement de la puissance d'achat. Les recettes de l'Etat diminuent par suite de la moins-value des impôts. Les rendements des chemins de fer baissent par suite des importations et des exportations réduites.

Les troubles dans l'équilibre du budget et dans le commerce avec l'étranger compromettent le change. Il est évident qu'on pourrait diminuer ce danger en créant dans le pays des entreprises industrielles établissant un certain équilibre entre les forces productives.

Pour atteindre ce but, la Roumanie s'efforce de créer

(6) MIRCEA VULCANESCO. La situation économique et financière de la Roumanie en 1929, p. 3. *Bulletin d'information de l'Office d'Etudes Financières* (Ministère des Finances).

(7) M. MANOÎLESCO, ministre des Travaux Publics, dans son ouvrage « Théorie du protectionnisme et de l'échange international » donne sous la base des chiffres l'estimation qu'en Roumanie un ouvrier produit dans l'industrie environ 2.500 fr. suisses par an, tandis que dans l'agriculture, il produit beaucoup moins de 820 fr. suisses par an.

une industrie nationale et de l'encourager par un système de secours de l'Etat appelé « encouragement à l'industrie ».

Telles ont été les lois sur l'encouragement à l'industrie nationale de 1887 et 1912, dont la dernière, depuis le mois de novembre 1920, a été étendue aux nouveaux territoires, c'est-à-dire au pays entier.

Les industries apportées par les provinces réunies qui ont donné une nouvelle structure économique à l'Etat et les richesses que la Roumanie actuelle renferme dans ses frontières, lui permettent par une politique prévoyante d'établir un équilibre de forces entre les deux grandes branches de production : l'agriculture et l'industrie. Un exemple d'un pays où l'agriculture et l'industrie sont également représentées, nous est donné par la France qui, grâce à ce fait, supporte mieux que n'importe quel autre pays les crises économiques.

Pour mettre en valeur les richesses que la Roumanie possède, une série de lois économiques ont été élaborées. Les principes qu'elles renferment sont l'expression de la politique économique inaugurée après la guerre et ont une grande importance pour le développement du pays. Ils représentent en même temps le squelette du régime industriel et reflètent les tendances d'une certaine politique commerciale.

Les principales lois économiques inaugurées après la guerre sont : la loi minière, la loi de commercialisation, la loi d'énergie et la loi du régime des eaux.

La loi fondamentale même qu'est la Constitution roumaine de 1923 comprend pour la première fois des dispositions ayant un caractère économique.

L'Etat, est-il prévu dans l'article 21, peut intervenir par des lois dans les rapports entre les facteurs de pro-

duction, afin de prévenir les conflits économiques et sociaux.

Dans l'article 19 de la Constitution de 1923 le principe de la nationalisation du sous-sol est formulée et l'on reconnaît à l'Etat le droit de propriété sur les richesses minières. L'article 19 dit en effet : « Les gisements et toutes les richesses du sous-sol sont la propriété de l'Etat » et fait ainsi reposer le régime minier sur de nouvelles bases.

C'est à cette nécessité que répond la loi sur les mines du 4 juillet 1924. Elle est très importante.

Le législateur de 1924 a précisé que la politique minière doit tendre vers les résultats suivants : 1) Mettre en valeur d'une façon parfaite les gisements miniers.

2) Développer l'économie nationale par le renforcement et l'harmonisation de tous les facteurs de la production nationale, de même que leur conservation.

3) Défendre les intérêts de l'économie nationale sur les marchés internationaux.

Le deuxième résultat cherché dans la politique minière de l'Etat a donc été le développement de l'économie nationale par le renforcement et l'harmonisation de tous les facteurs de la production nationale. On a entrevu le passage presque immédiat à la phase industrielle, vers laquelle notre pays réintégré dans ses limites ethniques s'achemine normalement, et qui permettra de remplacer par des produits industriels la diminution constatée à l'exportation des produits agricoles.

La loi des mines part de ce principe que le pays a le droit de revendiquer le premier ses trésors. En conséquence toutes les mines sont nationalisées, c'est-à-dire

sont devenues propriété de l'Etat et c'est lui qui indique la méthode d'exploitation.

Il a été souvent exprimé par divers hommes d'Etat que la majorité du capital des sociétés anonymes devaient être entre les mains de Roumains. La formule employée par M. V. Brateano, ancien ministre des Finances, est connu de tous : Prin noi însine (Par nous-même).

La loi des mines cherche à empêcher le capital étranger de s'emparer de plus en plus de l'exploitation du pays. Il ne s'agit point de l'exclure, mais de le limiter. M. Gheorghin, secrétaire général du ministère des Finances, a dit au Congrès du syndicat de l'industrie métallurgique et minière, le 28 mars 1928 : « Nous désirons que tous les deux (le capital étranger et ses expériences) nous viennent en aide, mais pas sous la forme d'un système colonial. La Roumanie veut se défendre contre les méthodes que les Etats Européens ont suivies dans leurs colonies »,

La grande guerre a interrompu une évolution qui aurait rendu le capital allemand maître du pays si son influence avait pu continuer à se faire sentir.

C'est pourquoi, le régime minier de 1924 a prévu pour l'exploitation des richesses minières la création d'un type de société minière roumaine, à actions nominatives, avec 60 pour cent de capital roumain et une direction roumaine.

Ce régime a soulevé la résistance des milieux capitalistes étrangers et les négociations avec les banques étrangères en 1924 sont restées sans résultat.

Le gouvernement roumain a exposé sa politique dans un mémorandum détaillé intitulé : « Coup d'œil jeté sur la situation actuelle et programme de la Rouma-

nie dans le cadre des nouvelles lois économiques » ; il est signé par le ministre des Finances V. Brateano. Il dit : « De graves raisons nous déterminent à préférer la collaboration du capital étranger à l'économie et au travail roumains à une combinaison dans laquelle il travaillerait seul. Si le capital étranger travaille dans une maison, il trouve dans les énergies et les moyens économiques du pays un appui et une garantie qui lui manqueraient s'il était engagé seul.

La Roumanie d'aujourd'hui a des besoins actuels auxquels on pourrait facilement faire face avec l'aide de l'étranger. Nous sommes prêts à tout faire pour recevoir cette aide. Mais il n'est pas permis à un Etat souverain de sacrifier les intérêts de l'avenir pour surmonter nos difficultés passagères. »

Plus loin, le memorandum précise que la Roumanie a besoin du capital étranger sous la forme d'avances. Voici ce qu'il dit à ce sujet : « La participation étrangère se fera sous la forme d'avances pour pouvoir faire face dans le pays, par ses propres forces, aux travaux nécessaires. Mais la plus grande partie des apports étrangers aura lieu sous la forme de livraisons en nature qui sont très importantes pour tous les pays producteurs, notamment de matériel de chemins de fer, rails, matériel roulant ; matériaux pour les constructeurs en vue d'utiliser les chutes d'eau, pour les docks, ports ; matériaux pour l'exploitation des mines, forêts ; enfin les machines et outils pour l'industrie qui a besoin des produits semi-fabriqués étrangers jusqu'à ce qu'elle se soit assez développée pour pouvoir les fabriquer elle-même.

La Roumanie veut utiliser et mettre en valeur les trésors de son sous-sol. Les pays avancés veulent une uti-

lisation rémunératrice de leur épargne et de leur travail. Entre ces deux tendances, il n'existe pas de dissonance essentielle. Dans ces conditions, il est toujours facile de trouver un terrain d'entente, en supposant naturellement que leur exécution soit sincèrement désirée (8).

Ainsi donc, les conceptions de la nouvelle politique économique sont exprimées avec une telle netteté, qu'elles ne peuvent donner lieu à aucune interprétation.

Il en résulte que la collaboration du capital étranger à l'exploitation des richesses du pays n'est pas exclue, mais il est limité en quelque sorte et placé sous l'aspect national.

La tendance vers l'harmonisation de tous les facteurs de la production nationale est regardée en fonction du développement de l'industrie nationale.

Considéré en vue de devenir un pays industriel, la Roumanie passera à cette étape sans grand retard et son développement économique est entrevu par l'exportation des produits industriels qui doivent remplacer à l'exportation les produits agricoles en voie de diminution.

C'est une conséquence logique qui se dégage de cette conception économique, car la politique commerciale ne peut avoir comme principal but que d'accorder en premier lieu la protection et l'encouragement à l'industrie nationale, par rapport aux autres branches de la production du pays. A l'encontre de cette politique, sans nier les bienfaits de l'industrie, mais prenant comme point de départ la structure économique actuelle de la Roumanie, les tendances d'une nouvelle conception

(8) C. G. ROMMENHOELLER, consul général de Roumanie. *La Grande Roumanie*, p. 444, La Haye 1926.

politique se dessinent dans les deux dernières années.

On part de ce fait concret, que la base de la production du pays est l'agriculture et qu'en premier lieu les intérêts de celle-ci doivent être défendues avant ceux des autres branches.

On constate que si la grave situation dans laquelle se trouve l'agriculture est due en bonne partie aux facteurs du dehors, comme l'avilissement des prix sur les marchés mondiaux et les barrières douanières dressées aux exportations, il n'en est pas moins vrai qu'elle est due aussi au manque de *sollicitations* pour la première branche de la production.

Les taxes douanières établies sur les produits agricoles exportés ont empêché la concurrence avec les autres produits similaires étrangers et donc la perte de débouchés, le manque d'un institut du crédit agricole et d'autres maux, ont mis l'agriculture dans un tel état qu'elle n'est plus rentable.

La priorité de l'agriculture dans toutes les circonstances est le point cardinal de cette nouvelle politique.

Le tarif douanier actuel, mis en vigueur le 1^{er} août 1929, a été élaboré sous l'influence de la nouvelle orientation politique et économique. Elaboré après la stabilisation légale de la monnaie et soumis à l'approbation du Parlement, il présente une garantie de stabilité.

Dans l'exposé des motifs de la loi du tarif douanier du 1^{er} août 1929 le principe sur lequel on s'est appuyé pour établir le présent projet, est ainsi envisagé :

« Le principe qui a présidé à l'établissement du présent projet a été de donner la priorité à l'agriculture. Dans un pays comme la Roumanie, où la population rurale forme 85 % du nombre total des habitants, la préoccupation principale de l'Etat doit consister à en-

courager l'agriculture par tous les moyens dont il dispose.

Le tarif douanier qui constitue l'un des instruments les plus commodes et les plus pratiques en vue d'équilibrer les divers facteurs économiques d'un pays, doit tenir compte en premier lieu, des intérêts de l'agriculture, et lorsque survient un conflit d'intérêts entre celle-ci et l'industrie, c'est l'industrie qui doit céder. S'inspirant de ces considérations, le présent projet offre cependant une compensation aux industries qui auraient à souffrir de ce conflit d'intérêts, en leur accordant des réductions tellement importantes sur les droits d'importation des matières premières, qu'elles équivalent presque à une exonération complète.

La préoccupation d'accorder la priorité absolue aux intérêts de l'agriculture s'est manifestée chaque fois qu'il a été possible, dans toutes les parties du projet, de la manière suivante :

En protégeant la production agricole et les industries nécessaires à l'agriculture ;

En dégrevant les produits de première nécessité pour la population rurale ».

Donc, la priorité de l'agriculture est nettement proclamée.

D'autre part, on reconnaît toute l'importance de l'industrie et la nécessité d'une protection industrielle. Seulement, cette protection ne peut être accordée qu'à certaines industries qui doivent développer leur activité dans certaines conditions favorables à l'économie générale du pays.

Voici d'après l'exposé des motifs dans quelles conditions une industrie peut jouir de la protection :

« L'industrie roumaine, dont nous avons montré l'im-

portance, a assurément besoin de protection. Bien qu'une grande industrie trouve chez nous toutes les conditions naturelles propices à son développement, une politique douanière avisée n'a pas seulement pour objet d'encourager la création d'industries, en leur assurant un rendement satisfaisant, quelles que soient les conditions dans lesquelles elles fonctionnent, mais elle a également pour but de contribuer à l'éveil et à la création de cet esprit industriel, qui est à la base même du développement de l'industrie moderne notamment pendant l'époque d'après-guerre.

Le but que nous avons poursuivi, en accordant aux diverses branches industrielles le concours dont elles ont besoin, n'a donc pas été de consolider une situation qui, chez certaines industries, n'atteint pas au niveau des exigences techniques d'une organisation moderne, mais précisément de donner à notre industrie la possibilité d'organiser sa production, au moyen de méthodes scientifiques de travail et de rénover en même temps son outillage.

Suivant cette conception, toute politique protectionniste en faveur de celles des industries qui trouvent dans le pays même des conditions naturelles de développement, doit marcher de pair avec une politique de rationalisation de l'industrie. »

Il résulte de cette conception, que la politique de l'appui, accordé à l'industrie qui peut se développer dans le pays de façon normale, doit être suivie parallèlement à la politique de rationalisation de cette industrie et non point consolider une situation, qui, pour certaines industries n'est pas au niveau technique de l'organisation moderne.

En général, le nouveau tarif est plus modéré que celui de 1927.

En ce qui concerne les prohibitions, la Roumanie a suivi l'esprit de Genève, en décrétant leur suppression à l'importation.

Le nouveau tarif prépare les nouvelles conventions qui doivent assurer des débouchés à nos produits agricoles. Les taxes ont été établies dans le double but de favoriser les entreprises de production, tant pour les besoins du marché intérieur que pour faciliter l'exportation des céréales, bétail, bois, fruits, vins, farines et produits du pétrole.

La diminution de l'exportation du bétail, des fruits, des œufs, du blé, du froment, qui résulte d'une comparaison entre la période actuelle, et la situation d'avant-guerre est une indication que la politique commerciale extérieure de la Roumanie doit être aiguillée vers une stimulation des exportateurs. Tous les moyens doivent concourir à ce but ; en premier lieu le plus efficace : le tarif douanier. La conquête des débouchés extérieurs devient aussi un des instruments du développement de notre production.

En un mot, la nouvelle politique douanière ne cherche pas tant à défendre les intérêts de l'industrie nationale qu'à satisfaire le marché intérieur et à favoriser l'exportation.

Le nouveau tarif répartit tous les articles en deux séries :

1. La première série comprend tous les droits minima irréductibles, établis pour les produits fabriqués dans le pays, et que le tarif entend protéger par des cotes de protection, susceptibles de les défendre contre la concurrence étrangère. Ces droits ne sauraient être réduits par des conventions.

2. La deuxième série, englobant le reste des articles, forme le tarif général.

Les droits de ce tarif sont réductibles, par voie de négociation, en échange de concessions réciproques.

Avec ce système, grâce aux droits minima, on évite le risque, inhérent au tarif général conventionnel, de porter atteinte aux industries protégées, en exposant les droits destinés à les défendre à des discussions et négociations entre les délégués. D'autre part, grâce aux droits généraux, il existe, de part et d'autre, la possibilité d'accorder des réductions et des compensations, ce qui ne serait guère possible avec le tarif maximum-minimum, par trop rigide et ne permettant que l'octroi de compensations insignifiantes.

Les droits protectionnistes n'ont été accordés que là où l'industrie indigène a la possibilité de se développer normalement.

La protection accordée aux intérêts de l'agriculture se manifeste de la manière suivante :

En protégeant la production agricole et les industries, qui mettent celle-ci en valeur ;

En dégrevant l'outillage agricole et les matières premières nécessaires à l'agriculture ;

En dégrevant les produits de première nécessité pour la population rurale qui forme la grande majorité de la nation et dont les ressources sont limitées.

Des dégrèvements ont été accordés aux produits industriels qui, sous une forme quelconque, servent de matériaux de construction.

*Coordination des intérêts de l'industrie indigène
et de ceux de l'économie générale*

*a) Coordination des intérêts de la métallurgie et de
ceux des institutions de l'Etat*

Afin de mettre les institutions de l'Etat à l'abri des difficultés qui pourraient leur être suscitées du fait que, pour une raison ou une autre, l'industrie indigène n'est pas en mesure de leur livrer les commandes passées, à temps et dans les conditions normales, celles-ci peuvent être faites à l'étranger, avec réduction des droits de douane. Ainsi pour le charbon et les huiles minérales nécessaires pour les chemins de fer, les droits de douane peuvent être réduits de moitié, tandis que les locomotives à vapeur et les wagons, en vertu d'une décision du Conseil des Ministres, peuvent bénéficier d'une exemption de droits.

Aussi, le ministre de la Guerre pourra, en vertu d'une décision du Conseil des Ministres, bénéficier d'une exemption des droits de douane sur les dirigeables, ballons, avions, etc. et leurs accessoires, qu'il aura commandés à l'étranger, si ces commandes dépassent la capacité de production des fabriques indigènes.

*b) Coordination des intérêts de l'industrie et de ceux
de l'agriculture*

Pour les cas où il y aurait opposition entre les intérêts de l'industrie et ceux de l'agriculture, comme cela arrive fréquemment lorsqu'il s'agit d'instruments utiles à l'agriculture et que celle-ci demande une réduction des droits de douane, alors que l'industrie indigène a précisément besoin d'être défendue contre la concur-

rence étrangère, on a introduit, dans le tarif, des *notas* portant réduction sur les matières premières nécessaires à l'industrie lésée, de manière à assurer à celle-ci une protection.

Des réductions assez sensibles ont été accordées sur les objets de luxe.

Les prohibitions ont été supprimées. En général, ce tarif est plus modéré que celui de 1927.

L'élaboration du tarif douanier du 1^{er} août 1929, a été faite dans l'esprit de Genève, s'inspirant des recommandations faites aux Etats par la Conférence économique de Genève de mai 1927 et surtout sous l'influence de la fameuse « trêve douanière » qui a réveillé à son avènement tant d'optimisme et tant d'espoir.

La Roumanie s'est aperçu rapidement qu'elle est entrée trop tôt dans cette voie, car le résultat de la conférence de Genève sur la trêve douanière a été l'augmentation successive des taxes d'importations pour les produits agricoles surtout en Allemagne, Tchécoslovaquie, etc., de sorte que les produits roumains ont été privés des débouchés qui jusqu'alors lui étaient accessibles.

L'exposé des motifs de la loi douanière dégage ainsi l'esprit dans lequel celle-ci a été élaborée :

« La Roumanie a compris l'esprit de Genève ; elle a compris que l'élévation démesurée des tarifs douaniers nuit au développement harmonieux de ses sources de production et peut être un obstacle sérieux à la reconstitution de la vie économique de l'Europe, qui risque de perdre sa prépondérance économique au bénéfice des pays transatlantiques.

La Roumanie a supprimé, par voie autonome, toutes les prohibitions à l'importation d'après-guerre et ratifié la convention internationale pour l'abolition des

prohibitions à l'importation et à l'exportation de novembre 1927.

Se conformant toujours à l'esprit de Genève, la Roumanie a entendu adopter un système de tarif douanier qui, accordant une protection mesurée à un nombre d'articles limités, lui laisse la possibilité d'obtenir et d'accorder à son tour, par des négociations bilatérales, les réductions qui, grâce à la clause de la nation la plus favorisée, trouveront la sphère d'application la plus large.

La nouvelle politique douanière vient réintroduire l'esprit d'initiative et de rationalisation dans la vie des entreprises qui, en ces derniers temps, ont surtout vécu grâce aux commandes et aux avantages accordés par l'Etat.

Dans cet esprit et en appliquant la méthode de tarifs et de contracts, telle qu'elle résulte de l'exposé qui va suivre, la Roumanie sera un facteur actif pour la réalisation d'une coopérative économique des peuples d'Europe, ou du moins, de ceux de l'Europe centrale.

La Petite Entente sera le noyau autour duquel pourra se cristalliser l'idée d'une coopération économique. Elle sera un moyen de réaliser la paix de l'Europe, qui dépend, dans une grande mesure, de la compensation et de la compression des intérêts économiques.

SECTION II

LA POLITIQUE DES TRAITÉS COMMERCIAUX

Toutes les conventions commerciales conclues avant la guerre sont expirées et n'ont pas été renouvelées.

La Roumanie, actuellement, n'a plus aucune conven-

tion commerciale à basses larges, à tarifs déterminés, comme on l'entendait, au sens classique du mot, avant la guerre.

Des conventions avec l'Autriche, la Pologne et la Tchécoslovaquie ont été conclues sur la base de la clause de la nation la plus favorisée, et une convention tarifaire avec la Grèce sans grande importance. Avec la majorité des autres Etats européens, la Roumanie a conclu de simples accords par échange de notes diplomatiques.

Le tarif minimum, est applicable à tous les Etats qui, soit qu'ils aient des accords avec nous, soit qu'ils n'en aient pas, nous appliquent la clause de la nation la plus favorisée. Pour les Etats qui ne nous font pas cette concession, ou qui appliquent un régime défavorable aux marchandises roumaines, on perçoit le tarif général avec 50 % de majoration.

Le nouveau tarif prépare les nouvelles conventions qui doivent assurer des débouchés aux produits agricoles. Les taxes ont été établies dans le double but de favoriser les entreprises de production, tant pour les besoins du marché intérieur que pour faciliter l'exportation du bétail, des céréales, bois, fruits, vins, farines, produits du pétrole, etc.

Il est indispensable que « le commerce extérieur d'un peuple soit le résultat de sa constitution économique ; la composition des exportations et des importations est liée à l'ensemble du développement économique national (9).

Si la politique de tarifs d'un Etat est en fonction des intérêts de diverses branches de la production intérieure

(9) H. TRUCHY. Economie Politique, T. 2, p. 15.

re, destinée à approvisionner le marché intérieur, et si le tarif douanier prend le caractère d'un instrument de défense contre la concurrence étrangère, la politique de convention est l'expression des intérêts de l'exportation de ces Etats.

Les négociations douanières d'un Etat tendent à réaliser un des deux objectifs suivants :

1) ou bien obtenir des concessions ou des avantages spéciaux sur les marchés étrangers ;

2) ou bien obtenir l'égalité de traitement avec les autres concurrents sur le même marché étranger.

Les produits d'exportation de la Roumanie peuvent être divisés en deux catégories :

1) ceux dont le placement à l'étranger s'effectue sans difficultés, comme les céréales et les matières premières ;

2) ceux dont le placement présente des difficultés, sans être cependant impossible, comme par exemple la farine, l'alcool, les fruits, le vin, le bétail et autres.

Pour les premiers nous n'avons pas intérêt à demander et nous ne pouvons pas demander aux pays contractants autre chose que de nous accorder l'égalité de traitement. Les produits roumains, se trouvant soumis à leur entrée dans les pays étrangers aux mêmes taxes que les produits similaires de tous les autres pays producteurs des mêmes produits, leur exportation sera assurée, si toutefois la marchandise est bien conditionnée.

La politique d'Etat devra dès lors se borner à rechercher l'amélioration de la qualité des récoltes, le conditionnement et la standardisation des céréales, la préparation, la création de types de vins particuliers à chaque région, etc., c'est-à-dire l'application de mesures de politique intérieure.

Pour les marchandises dont le placement présente des difficultés, elle devra chercher à obtenir dans tous les cas, en échange de la clause de la nation la plus favorisée, l'égalité de traitement et, si les taxes sont trop élevées et menacent les possibilités d'exportation, alors elle visera à obtenir des avantages spéciaux moyennant, en échange, des réductions sans limites précises des droits du tarif général, pour les marchandises qui n'auront pas été spécialement réservées au tarif minimum.

Afin de pouvoir dans l'avenir augmenter notre exportation, en regagnant les marchés des nouveaux pays en échange des marchés perdus, nous devons, avant tout, nous assurer le transit à travers différents pays, dans des conditions favorables et exemptes de difficultés.

La loi relative à l'établissement du tarif douanier du 1^{er} août 1929, dans son article 2, autorise le gouvernement roumain à engager des négociations en vue de la conclusion de conventions commerciales, sur la base du tarif douanier et des dispositions de la présente loi.

« Jusqu'au 1^{er} mars 1930, on appliquera à tous les pays les droits du tarif minimum aux articles qui y figurent. Quant au reste des articles, on appliquera les droits du tarif général, sauf en ce qui concerne les modifications prévues dans les conventions ou les accords commerciaux en vigueur ou dans ceux qui seront conclus à l'avenir.

Après le 1^{er} mars 1930, on appliquera à tous les pays et à tous les articles, y compris ceux supportant des droits minima, les droits du tarif général modifiés uniquement en conformité des conventions commerciales.

Mais ce terme du 1^{er} mars 1930, en conformité avec le même article, peut être reculé par une décision du Con-

seil des Ministres, sur la proposition du ministre de l'Industrie et du Commerce et celui des Finances, en cas de difficultés d'ordre technique, lors de la conclusion de conventions avec les principaux pays avec lesquels la Roumanie entretient des relations commerciales.

Les droits prévus au tarif général peuvent être réduits conformément aux conventions commerciales qui seront conclues.

Par ces conventions, le tarif minimum pourra être accordé en totalité ou en partie, mais les droits minima prévus aux articles respectifs sont irréductibles et ne peuvent être diminués, ni consolidés par des conventions commerciales.

Des pourparlers sont entamés en vue de la conclusion de traités de commerce avec la France, l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre, etc. L'accord avec l'Italie est sur le point d'être signé.

D'après l'exposé des motifs des tarifs douaniers, il résulte que pour la conclusion des conventions commerciales la méthode de la clause de la nation la plus favorisée sera employée. Les conventions commerciales doivent être conclues pour un terme plus long et l'interprétation de la clause de la nation la plus favorisée doit être claire, uniforme et conçue dans le sens le plus large pour correspondre aux recommandations principales faites par la Conférence Economique de Genève.

Les deux autres recommandations d'établir un système tarifaire identique dans tous les pays européens, ou au moins une base commune, de même que celle de soumettre à l'arbitrage de la Cour permanente de Justice Internationale les litiges provenant de l'interprétation ou de l'application des traités, dépendant de l'entente entre tous les pays de l'Europe, la Roumanie mal-

gré sa bonne volonté, ne saurait les réaliser toute seule.

Les difficultés d'ordre intérieur qui jusqu'à présent ont empêché la Roumanie d'aboutir à la conclusion des conventions commerciales, sont écartées aujourd'hui.

La plus grande difficulté, qui provenait de l'instabilité de la monnaie nationale, a pris fin par la stabilisation légale du leu au mois de février 1929.

Les autres objections soulevées par le contenu de quelques lois économiques relatives à la collaboration du capital étranger à l'exploitation des richesses en Roumanie, ont actuellement disparu.

La loi des mines qui nous intéresse spécialement a subi des modifications sous l'influence de la nouvelle politique économique d'Etat et l'on ne fait aucune distinction entre les capitaux étrangers et les capitaux nationaux.

Mais les négociations en vue de la conclusion de conventions commerciales se heurtent actuellement à d'autres difficultés, et notamment à une offensive protectionniste déclanchée par l'Allemagne et suivie par d'autres pays, qui consiste dans une élaboration très forte, quasi-prohibitive, des droits d'entrée sur les produits agricoles.

La politique des débouchés doit donc retenir l'attention de la politique commerciale de la Roumanie.

SECTION III

LA POLITIQUE DES DÉBOUCHÉS

La question angoissante des débouchés pour le placement des produits agricoles, se pose avec beaucoup d'acuité, en Roumanie depuis ces dernières années. L'é-

coulement des produits roumains sur les marchés étrangers s'effectuait autrefois avec facilité et le problème des débouchés qui ne présentait point une grande préoccupation dans le passé, est devenu aujourd'hui une préoccupation de premier ordre de la politique commerciale de la Roumanie.

La crise mondiale a eu une fâcheuse répercussion sur l'agriculture dont la situation a été encore aggravée ces derniers temps par la hausse des barrières douanières pour les produits agricoles.

L'idée de « trêve douanière » à peine émise, on a vu des pays éminemment industriels, comme l'Allemagne, lancer dans la voie d'un ultra-protectionnisme agricole de telle sorte que leurs marchés se sont fermés aux produits des pays agricoles.

Comme l'intérêt des débouchés pour les produits agricoles est devenu commun à tous les pays agricoles de l'Europe, ces derniers ont pris l'initiative de mener une action concertée.

Sous l'empire des nécessités immédiates, les pays agricoles du sud-est de l'Europe se sont rapprochés et se sont réunis en diverses conférences pour défendre en commun leurs intérêts.

Ainsi, plusieurs fois déjà, au cours de ces dernières années, les mots « Petite Entente économique », « Constitution d'un bloc agraire », « Accord roumano-yougoslave », « Projet d'une Fédération agricole en Europe Centrale », etc, ont été prononcés.

La conférence de Sinaïa a abouti à un projet de collaboration entre la Roumanie et la Yougoslavie. Le communiqué déclare que les deux délégations sont arrivées à la conclusion, « qu'il est utile, opportun et possible

de constituer une union douanière et une étroite collaboration économique » (10).

Les tendances de la politique que devra suivre le bloc agraire une fois constitué, nous les trouvons envisagées dans le discours de M. Madgearu, ministre roumain de l'Industrie et du Commerce, prononcé à la séance d'inauguration de la conférence roumano-yougoslave.

Après avoir examiné les divers aspects de la crise agricole mondiale et reconnu la nécessité d'une organisation européenne en face de la concurrence américaine, M. Madgearu a notamment déclaré :

« Seul, un protectionnisme européen pourrait sauver le vieux continent. La défense des pays agricoles comporte des dérogations à la clause de la nation la plus favorisée et à l'application des tarifs différentiels.

« Après la réalisation de l'entente roumano-yougoslave, le bloc agraire du sud-est européen devra s'agrandir par l'adhésion d'autres pays voisins, et, en premier lieu, de la Tchécoslovaquie.

« Nous devons toujours nous assurer de la nécessité d'une organisation rationnelle de l'économie européenne, et c'est dans ce cadre que notre conférence poursuivra ses travaux » (11).

La conférence de Varsovie de juillet 1930, où huit Etats agricoles étaient représentés, a admis elle aussi que la défense des pays agricoles comporte des dérogations à la clause de la nation la plus favorisée et à l'application des tarifs différentiels.

A la XI^e assemblée de la Société des Nations, M. Madgearu, membre de la délégation roumaine et porte-pa-

(10) *Le Matin*, 2 août 1929.

(11) *Le Matin*, 1^{er} août 1930.

role des Etats agricoles précise la position prise lors de la conférence de Varsovie. Cette conférence a établi un programme pour l'assainissement de l'économie intérieure des Etats européens. Elle a été d'avis que de l'exécution de ce programme, dépend le développement normal de toute une région de l'Europe et le remède efficace préconisé est une dérogation strictement limitée aux céréales, de la clause de la nation la plus favorisée (12).

Mais la demande d'un traitement préférentiel en faveur des céréales a rencontré les réserves de certaines délégations, notamment de la délégation britannique et de quelques Dominions.

C'est peut-être la première tentative de conciliation industrielle de l'Occident et d'Europe agricole de l'Orient.

D'un côté les pays industriels pour lesquels le libre-échange est une issue souhaitable et de l'autre, les pays agricoles, qui, redoutant la concurrence de la surproduction d'outre-mer et le dumping soviétique, voient le salut dans une organisation européenne capable d'une résistance efficace et réclament un traitement différentiel pour leurs produits.

Si la Société des Nations se déclare nettement pour l'organisation économique de l'Europe et si elle admet la légitimité du traitement préférentiel de défense, elle court le risque de s'aliéner ainsi les libres-échangistes européens. Si, au contraire, la Société des Nations se refuse à apporter son appui moral à un régime économique européen, elle risque de montrer ce que la Fédération européenne pourrait avoir d'intérêts distincts.

(12) *Le Temps*, 2 octobre 1930.

Cependant, c'est le pacte de collaboration entre ce que M. Delais a nommé d'une façon si juste et pourtant si nouvelle « Les deux Europes » (13), qui doit être avant tout à la base des Etats-Unis d'Europe.

La tendance même de substituer aux multiples intérêts qui divisent les divers Etats de l'Europe, un intérêt collectif plus général, peut être envisagé comme l'acheminement, par degrés, vers la Fédération européenne.

(13) François DELAIS. Les deux Europes. Revue économique Internationale, p. 7, t. III.

CONCLUSION

Nous pouvons conclure que l'aspect général de la politique commerciale de la Roumanie d'après-guerre présente trois phases :

I. La première phase comprise entre les années 1919 et 1924 se caractérise par des mesures à caractère exceptionnel, telles que les prohibitions et les restrictions de toutes sortes appliquées aux importations et exportations, prises sous l'empire de nécessités exorbitantes du pays dévasté par la guerre et par l'effondrement de la monnaie nationale. De fortes taxes à l'exportation se généralisent pour tous les produits, ayant comme but d'une part, d'empêcher l'augmentation des prix à l'intérieur due à une forte exportation des produits nécessaires à la consommation du pays, et de l'autre, d'augmenter le revenu de l'Etat en vue des dépenses toujours croissantes et de soutenir le cours de la monnaie nationale.

En raison de l'effondrement de la monnaie nationale et de la situation financière désastreuse, la politique du commerce extérieur est passée au second plan, réduite à un simple corollaire de la politique financière de l'Etat.

II. La deuxième phase comprise entre les années 1924-1928 se caractérise par la tendance continuelle de supprimer les restrictions et les prohibitions et d'établir un régime plus stable.

Il s'ensuit que cette voie n'a pu être suivie que pro-

gressivement. La suppression d'un seul coup des taxes à l'exportation qui constituaient un obstacle au développement des exportations, à l'intensification de la production nationale et à la valorisation des richesses du pays, n'était pas possible quand on pense qu'en 1924 sur un budget de 30 milliards ces taxes représentaient plus de 5 milliards (14). Elles ont diminué par degrés au fur et à mesure que d'autres ressources ont été trouvées pour les remplacer. Ainsi le wagon de blé, qui en 1924 était taxé de 45.000 lei à l'exportation, en 1928 ne l'est plus que de 2.800 lei.

En ce qui concerne les prohibitions, après qu'elles ont été restreintes à quelques articles, la Roumanie se conformant à l'esprit de Genève a supprimé par voie autonome, toutes les prohibitions d'après-guerre à l'importation et ratifié la convention internationale pour l'abolition des prohibitions à l'importation et à l'exportation de novembre 1924.

Dans la même période ont été élaborées et mises en vigueur les plus importantes lois économiques de la Roumanie qui sont l'expression de sa politique économique inaugurée après la guerre.

Dans l'intervalle de 1919-1928, le tarif douanier a subi cinq modifications importantes. Jusqu'en 1924, le système des tarifs a été celui d'avant-guerre, un tarif général conventionnel.

A partir du 24 juillet 1924, on passe du système du tarif général conventionnel au système du tarif autonome minimum. Ce tarif était appliqué, sans distinction, à tous les pays qui nous accordaient également le régime minimum.

(14) Gh. TASCA. Problemele Economice si Financiere. Bucarest, p. 17. p. 17.

Les modifications tarifaires en faveur de la métallurgie et des textiles ont été faites en 1926. La nomenclature des articles de ces classes subit une spécification très détaillée. La métallurgie passa de 194 articles à 461 et les textiles passèrent de 162 articles à 949.

Le tarif de 1927 était le premier tarif douanier complet, établi pour répondre aux besoins nouveaux et multiples de la Roumanie reconstituée. La nomenclature avait été étudiée en détail et présentait un progrès par rapport à la nomenclature antérieure.

Il a eu comme premiers buts la défense de la monnaie nationale et la préparation du terrain pour une future stabilisation (15).

Tous ces tarifs ont été établis par décrets-lois. Les modifications successives du tarif étaient nécessaires pour l'adapter à la nouvelle structure de l'économie nationale roumaine.

La politique commerciale extérieure pendant l'époque 1919-1928 étant intimement liée au problème monétaire, l'instabilité de la monnaie nationale n'a pas permis la conclusion de conventions commerciales à tarif lié.

A la place des conventions commerciales d'avant-guerre expirées ou dénoncées, des accords commerciaux ont été conclus avec la majorité des Etats par échanges de notes diplomatiques. Ces accords ont à la base la clause de la nation la plus favorisée. Trois conventions commerciales ont été conclues avec la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Turquie, sur la base de la clause de la nation la plus favorisée.

(15) M. MANOÏLESCO, ministre de l'Industrie et Commerce. La situation économique de la Roumanie en 1929. Un article dans la revue *La Roumanie Economique*, janvier-février 1930.

III. La dernière phase commence en 1929 et dure jusqu'à nos jours, elle se caractérise par l'institution d'un nouveau régime de stabilité monétaire et un nouveau régime douanier.

La stabilité légale de la monnaie nationale étant un fait accompli au mois de février 1919, le tarif douanier établi sur la base d'une monnaie qui n'est plus sujette aux fluctuations est soumise à l'approbation du Parlement. La période des mesures exceptionnelles est terminée et l'on revient à une situation normale.

Le nouveau tarif douanier mis en vigueur le 1^{er} août 1929 est dominé par la tendance de ménager les intérêts de l'agriculture.

Sa préoccupation d'accorder la priorité absolue aux intérêts de l'agriculture se manifeste, chaque fois qu'il est possible dans toutes les parties du tarif.

C'est une nouvelle conception dans la politique douanière car jusqu'à présent la priorité était accordée à l'industrie.

En ce qui concerne la protection industrielle, le but poursuivi en accordant à différentes branches d'industrie l'appui nécessaire n'est pas de consolider une situation qui, pour certaines industries, n'est pas au niveau technique de l'organisation moderne, mais de donner la possibilité à notre industrie de se rationaliser, autant par la normalisation de la production que par la modernisation de l'outillage et l'application des méthodes d'organisation scientifique du travail.

D'après cette conception, la politique de l'appui accordé à l'industrie qui peut se développer dans le pays de façon normale, doit suivre parallèlement la politique de rationalisation de cette industrie.

Les taxes sont plus modérées que dans le tarif anté-

rieur et ont été établies dans le double but de favoriser les entreprises de production, tant pour les besoins du marché intérieur que pour faciliter l'exportation (bétail, céréales, bois, fruits, vins, farines et produits du pétrole).

Le nouveau tarif divise tous les articles en deux séries :

La première série comprend les droits minima qui ne peuvent être réduits par les conventions et la seconde série comprend les autres articles et constitue le tarif général.

La nouvelle politique douanière ne vise pas tant à défendre les intérêts de l'industrie nationale qu'à satisfaire le marché intérieur et à favoriser l'exportation.

Deux obstacles se dressent sur les marchés étrangers à l'écoulement des produits roumains : la concurrence étrangère, surtout des pays d'outre-mer, et dans les derniers temps l'offensive d'un protectionnisme inauguré par l'Allemagne et suivi par d'autres pays, qui consiste en une élévation très forte, quasi prohibitive des droits d'entrée sur les produits agricoles.

La question des débouchés est donc la principale préoccupation de la politique commerciale actuelle de la Roumanie.

La stabilisation légale de la monnaie nationale, l'institution d'un régime douanier stable dont le tarif a été élaboré dans d'esprit de Genève, la soumission à un traitement égal des capitaux étrangers et des capitaux nationaux, sont des mesures prises en vue d'apporter toutes les facilités qui doivent assurer des débouchés aux produits agricoles roumains.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Paris,*

J. BERTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLETY.

Vu :

Le Président par intérim :

WILLIAM OUALID.

BIBLIOGRAPHIE

- ANGELESCO J.-N. — Histoire économique des Roumains. Paris 1920.
- ARGHIRESCO. — Esquisse géographique de la Roumanie.
- BAICOIANO J.-N. — Histoire de notre politique douanière jusqu'à nos jours. Bucarest 1904.
- BAICOIANO J.-N. — Convention commerciale avec Autriche-Hongrie. Bucarest 1908.
- BIBESCO George. — Règne de Bibesco. Roumanie d'Andrinople à Balta-Siman (1829-1849).
- BOGDAN J. — Les relations de la Principauté de Valachie avec la ville de Brashov. Bucarest 1905.
- BRATEANO George. — Le commerce génois sur le Danube à la fin du XIII^e siècle. Bucarest 1922.
- BRATEANO Vintila. — La situation économique créée à la Roumanie nouvelle après la guerre.
- CHICOS St. — Le problème de l'exportation et la production nationale. Bucarest 1926.
- CHRISTODORESCO Gh. — Notre politique commerciale. Le régime de l'exportation de Roumanie pendant la neutralité et après la guerre. T. I-II. Bucarest.
- CIORICEAUN Gl. D. — La Roumanie économique. Paris 1928.
- COLSON Felix. — De l'état présent et de l'avenir des Principautés de Moldavie et de Valachie. Paris 1839.
- COSTINESCO Emil. — Le tarif douanier de 1904. Bucarest 1904.
- DASCOVICI N. — La question du Bosphore et des Dardanelles. Genève 1915.
- DELAIS. — Revue Economique Internationale.
- DOBRESKO. — Histoire de l'église d'Oltenie. Bucarest 1906.
- DIMITRESKO J. Gr. — La politique commerciale de la Roumanie après la guerre. Revue « Correspondance économique », n° 1. 1926. Bucarest.

ELIADE Pompiliu. — La Roumanie au xix^e siècle.

GHIORGHIU D. — La politique douanière et commerciale de Roumanie d'après-guerre comparée à la politique d'autres Etats. Bucarest 1929.

GIURGEA Eugène. — Considérations sur le commerce extérieur de la Roumanie, pendant les cinq dernières années. Revue « La Roumanie économique », n° 3-4, mars-avril 1930.

HAIJDAU. — Les archives historiques de Roumanie. Tome I.

HOLUNGA Alexandro. — L'évolution et la révision récente du Tarif douanier en Roumanie. Paris 1927.

IANCULESCO. — Les richesses minières de la Roumanie. Paris 1928.

JORGA N. — Histoire du commerce roumain jusqu'en 1700.

JORGA N. — Le commerce et les métiers dans les pays Roumains. Bucarest 1906.

LEVASSEUR E. — Le prix du blé dans divers pays depuis 1771.

MANOILESCO M. — Théorie du protectionnisme et de l'échange international. Paris 1930.

NICORESCO P. — La Roumanie Nouvelle. Bucarest 1924.

PEYSSONNEL. — Traité sur le commerce de la mer Noire.

ROEMMENHAELLER C. G. — La grande Roumanie. La Haye 1926.

SOMBART W. — Der moderne Kapitalismus.

STAMATIN A. — Le commerce extérieur de la Roumanie. Paris 1914.

TASCA Gh. — Les problèmes économiques et financiers. Bucarest 1927.

THOUWENEL E. — La Hongrie et la Valachie (souvenirs de voyage et notices historiques). Paris 1840.

TRUCHY Henry. — La reconstruction économique d'Europe. Revue Economique et Parlementaire 1926. T. 126.

VULCANESCO M. — La situation économique et financière de la Roumanie en 1929. Bulletin d'Information, n° 1-2, 1930.

Annuaire statistique de la Roumanie 1928. Organe officiel du ministère de l'Industrie et du Commerce. Institut de statistique générale de l'Etat.

Argus. Quotidien économique.

Bulletin d'Information de l'Office d'études financières, Ministère des Finances.

Buletinul Institutului economic Romanesc.

Correspondance Economique. Bulletin officiel du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Cuventul.

Le Matin.

La Roumanie économique. Organe de l'Union des Chambres de Commerce et d'Industrie.

Le Temps.

Revue Politique et Parlementaire.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

PREMIÈRE PARTIE

Aperçu succinct sur l'évolution économique des Principautés Danubiennes depuis leur fondation jusqu'en 1829.

	Pages.
CHAPITRE UNIQUE. — L'ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DES PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES DEPUIS LEUR FONDATION JUSQU'AU TRAITÉ D'ANDRINOPLE (1829).....	3
SECTION I. — <i>Le contact et les relations avec l'Europe Centrale et leur situation géographique</i>	3
SECTION II. — <i>Plan d'ensemble de la politique économique et commerciale</i>	11

DEUXIÈME PARTIE

La politique commerciale de la Roumanie depuis le traité d'Andrinople jusqu'en 1914.

CHAPITRE I. — LA POLITIQUE COMMERCIALE ET LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES PRINCIPAUTÉS ET DE LA ROUMANIE DEPUIS LE TRAITÉ D'ANDRINOPLE JUSQU'EN 1875.....	19
SECTION I. — <i>Aperçu général</i>	19
SECTION II. — <i>Le commerce extérieur</i>	25
SECTION III. — <i>La balance commerciale de l'époque 1850-1875</i>	30
SECTION IV. — <i>Le commerce extérieur avec les principaux pays</i>	31
§ 1. — L'Autriche	31
§ 2. — L'Angleterre	32
§ 3. — La Turquie	32
§ 4. — La France	33
SECTION V. — <i>Considération sur la politique commerciale de l'époque 1829 à 1875</i>	36

	Pages.
CHAPITRE II. — L'ÉPOQUE DE 1875-1914.....	39
SECTION I. — <i>Le régime douanier</i>	39
§ 1. — Aperçu général	39
§ 2. — Le tarif douanier de 1904 à 1906.....	53
§ 3. — Importations	57
§ 4. — Exportations	58
§ 5. — Importations et exportations avec les principaux pays	59
SECTION II. — <i>La balance commerciale</i>	68
SECTION III. — <i>La politique commerciale de l'époque 1875-1914</i>	72

TROISIÈME PARTIE

Les époques de la neutralité et de la guerre.

CHAPITRE I. — L'ÉPOQUE DE LA NEUTRALITÉ 1914-1916....	83
SECTION I. — <i>La période 15/28 juillet 1914 — 1/14 août 1915</i>	85
SECTION II. — <i>La période 1/14 août 1915 — 13/26 oc- tobre 1915</i>	87
SECTION III. — <i>La période 13/26 octobre 1915 — 14/27 août 1916</i>	88
CHAPITRE II. — L'ÉPOQUE DE LA GUERRE.....	93

QUATRIÈME PARTIE

La politique commerciale de la Roumanie après la guerre.

CHAPITRE I. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.....	99
SECTION I. — <i>Introduction</i>	99
§ 1. — Agriculture	103
§ 2. — Le pétrole et les richesses minières....	108
SECTION II. — <i>Période d'après-guerre</i>	110
§ 1. — Période du 1 ^{er} janvier 1919 — 1 ^{er} mai 1920	117
§ 2. — Période du 1 ^{er} mai 1920 — 27 novembre 1920	119
§ 3. — Période du 27 novembre 1920 — 8 juil- let 1922	121
§ 4. — Période du 8 juillet 1922 — 1926.....	124

	Pages.
SECTION III. — <i>Commerce extérieur</i>	128
§ 1. — Le développement du commerce extérieur de la Roumanie pendant l'époque d'après-guerre en comparaison avec la situation d'avant-guerre.	128
§ 2. — Importations — Exportations.....	133
§ 3. — Balance commerciale	136
CHAPITRE II. — LA POLITIQUE DOUANIÈRE ET COMMERCIALE.	138
SECTION I. — <i>Les tarifs douaniers</i>	138
SECTION II. — <i>Politique des traités commerciaux</i>	160
SECTION III. — <i>Politique des débouchés</i>	165
CONCLUSION	171

IMPRIMERIE " LES PRESSES MODERNES "

45, Rue de Maubeuge

===== PARIS =====

Ateliers de Reims (Marne)

